

CHAPITRE X

1909 La population du Canada est maintenant de 7,085,219 habitants tandis que celle d'Ottawa atteint 86,889 âmes.

À l'hôtel de ville, le maire étant Charles Hopewell, et Napoléon Champagne étant un des quatre Commissaires, les échevins sont A.E. Caron, W. Desjardins, Alphonse Julien, A. Pinard, Charles Lapierre, entre autres.

Un autre M. Desjardins avait été plus de vingt ans plus tôt échevin de la ville. Il s'agissait de Charles Desjardins, pendant deux ans, vers 1884, échevin d'Ottawa. Il mourut à Québec en juin 1909. Son frère Étienne, de la Compagnie des tramways ici, mourut — étrange coïncidence! — le même jour et presque à la même heure. Ils laissaient des frères dont Napoléon Desjardins, de la Chambre des communes.

En cette année 1909, le Conseil des écoles séparées est constitué, pour le quartier By, par J.F.H. Laperrière, et les autres quartiers ont, comme représentants, des noms français tels Martial Côté (Billings Bridge), T. Lavigne (Victoria), etc.



L'Association du Monument national continue à promouvoir les bienfaits que peuvent retirer les Canadiens français de l'institution dont «l'idée dominante est l'affirmation publique de notre nationalité, le resserrement des liens fraternels, l'apaisement des jalousies et des rivalités, le progrès intellectuel, social et économique des nôtres». Tels sont les arguments qu'avance, dans une circulaire, le président du Comité spécial du Fonds d'Amortissement, A. Charbonneau, en faisant appel à la générosité des citoyens pour amortir une dette de \$28,000. En 1909, la Société du Monument national est dirigée par Auguste Lemieux, avec Arthur Charbonneau et le Dr R.H. Parent comme vice-présidents, F.J. Audette, secrétaire et J.D. Lavergne, trésorier. L'appel lancé par

M. Charbonneau ne fut pas en vain car les dons furent nombreux et Sir Wilfrid Laurier, qui était membre-fondateur, envoya lui aussi sa contribution.

Le Monument national accueille les manifestations les plus diverses. Non seulement la Société des Débats français de l'Université d'Ottawa y organise t-elle ses réunions, mais il y a des séances de lutte dont celle, remarquable de qualité, entre Tremblay et Lepage.

C'était, à l'époque, l'habitude de présenter son portrait fait à l'huile, à celui que l'on voulait honorer. Au début de 1909, l'Association du Monument national offre une telle peinture à M. J.U. Vincent qui ayant longtemps oeuvré comme président, décide de se retirer.

D'ailleurs, dans la même veine, Sir Wilfrid Laurier pose, cette année-là, pour le grand peintre Suzor-Côté lequel, à Arthabaska, exécute l'oeuvre qui devra occuper une place d'honneur au Parlement d'Ottawa.



Le 1er janvier 1909, Janeville devient officiellement Eastview. Le village possède alors les mêmes limites qu'il a aujourd'hui. Comme la ville d'Ottawa l'encerclé, on s'étonne encore de constater que Vanier (le Eastview d'alors également) se termine avant le cimetière Notre-Dame, qui se trouve donc dans Ottawa de même que les immeubles, à multiples étages qui bordent le boulevard St-Laurent à cette hauteur.

Peu après le changement d'appellation de Janeville en Eastview — entre nous, un nom qui manquait tout à fait d'originalité! — les autorités s'attelèrent à remplacer, petit à petit, les trottoirs de bois, dangereux et instables, par des trottoirs de ciment. Cependant, l'aqueduc sera construit en 1919 seulement. Eastview sera longtemps village et deviendra ville en 1963. Le premier conseil d'Eastview sera nommé en 1912, le premier maire étant Camille Gladu. On se réunissait dans des maisons privées à l'époque.



Le «Young Men's Christian Association», ouvre ses portes à l'angle des rues Metcalfe et Laurier, peut-être à l'endroit où plusieurs décennies auparavant, Sir George-Étienne Cartier avait sa maison et tenait les fameuses soirées chantantes dont j'ai parlé ailleurs. Le Y.M.C.A., comme on l'appelait couramment par ses initiales, contenait une piscine, probablement la première installée à Ottawa. Dans les quelques chambres de l'établissement, on pouvait loger temporairement des jeunes gens de passage ou en

quête de logis. Ce fut en 1970 que la vocation de cette institution, très populaire pendant longtemps, changea quelque peu, se modernisa; les locaux furent déménagés ailleurs, plus au sud, et l'immeuble devint un hôtel.

La Bibliothèque Carnegie qui est maintenant solidement établie trouve des détracteurs car le R.P. LeJeune, dans un sermon prononcé dans l'église du Sacré-Coeur, dénonce les livres que l'on y trouve. La bibliothèque expose sur ses rayons, dit-il, des ouvrages préjudiciables à la jeunesse, pouvant avoir une influence corruptrice sur la population et, pour tout dire, à bannir. Les autorités de Carnegie s'émeuvent de ces critiques et demandent au religieux de leur faire parvenir une liste des mauvais livres. Je ne doute pas que Dumas, Zola, Hugo et bien d'autres figuraient dans le lot car, à ce moment-là, la Bible des bons livres consistait en ceux énumérés par l'abbé Bethléem.

En fait d'améliorations, citons l'installation, sur la propriété Laurin, rue Notre-Dame dans la paroisse Ste-Anne, d'une nouvelle communauté, dévouée à l'aide aux vieillards: Les Petites Soeurs des pauvres. Réunies en communauté en 1842, plusieurs jeunes filles fondèrent en Bretagne, une oeuvre qui ne reçut définitivement l'approbation de ses Constitutions que pendant l'année 1907. Cependant, à Montréal, l'hospice des Petites Soeurs comptait, en 1867, plus de deux cents vieillards. Je n'ai pu trouver plus de détails sur cette oeuvre qui peut-être ne fit pas long feu ici car on se souvient que les Soeurs Grises administraient le Foyer St-Charles qui s'occupait également des vieillards. Dans son Histoire de Sainte-Anne, Jules Tremblay ne fait pas allusion à cette fondation. Seul «Le Temps» mentionne en janvier 1909 l'arrivée ici des Petites Soeurs des Pauvres qui semblent s'être évanouies dans l'air après cela.



Concerts et manifestations de tous genres sont présentés en cette année 1909. Ainsi, le cercle Duhamel (A.C.J.C.) organise un concert au couvent de la rue Rideau. Esdras Terrien, président du cercle, prononce une allocution et Madeleine Reinhardt participe au programme.

L'Alliance française dont une section a été fondée à Ottawa quelques années plus tôt, présente d'intéressantes conférences dont celle de G. Desaulniers, de Montréal, qui étudie devant ses auditeurs, l'oeuvre d'Alfred Garneau. Louis Gillet vient aussi parler à l'Alliance française. Le président est A.D. DeCelles.

À l'Opéra, une troupe de Montréal vient jouer du Labiche, entre autres pièces.

En février, un concert suivi d'un euchre et d'un réveillon est organisé par les dames de la paroisse St-Jean Baptiste pour aider aux oeuvres de l'église. Les présidents sont M. Paul Gay et Mme J.A. Fortier. On joue aussi une comédie à laquelle contribuent Roméo Bureau, Jos. Gay, Anatole Drouin et d'autres.

La Symphonie d'Ottawa, sous la direction d'Albert Tassé, donne un concert à l'église Ste-Anne. Les solistes sont Eugène Leduc, Albert et Arthur Michel; le tout jeune mais déjà talentueux Paul Mathé, âgé de douze ans, exécute des morceaux sur son violon.

Mais, le clou de la saison artistique pendant cette année 1909 semble être le concert donné au théâtre Russell par la Société chorale du Sacré-Coeur, dirigée par Henri Lefebvre. Sa fille, Mme Desrochers, a eu l'obligeance de m'offrir le programme de ce concert présenté avec beaucoup de goût. Il s'agit de l'oratorio «Le Paradis perdu» de Théodore Dubois, paroles d'Édouard Bleau. La distribution en plus des chœurs comprend Mme J.B.A. Boudreau, M. Victor Lefebvre, Mme A.L. Bélanger, M. Henri Lefebvre, M. E.S. Landry, M. H. Bigras, M. F.J. Champagne et M. H. Landry. Un frisson de délicieux émoi passait dans l'assistance lorsque Satan (Henri Lefebvre) chantait de sa voix de baryton:

Frappons le maître en son ouvrage
Et le Père dans son amour.
Que le plus habile
Sorte de nos rangs, et que soudain
Il ose franchir la porte
De ce merveilleux jardin
Que sur l'homme et sur la femme
La nuit et le jour penché
Il éveille dans leur âme
L'ardent désir du péché.

Le programme commençait par le Choeur des pèlerins de Wagner et finissait par le chant de «O Canada» de Lavallée. Grand succès!

On commence à penser sérieusement à la tenue ici d'un Congrès national groupant les Canadiens français de l'Ontario. Ce seront les prémices conduisant à la fondation de L'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario. Donc, Monsieur Aurélien Bélanger, inspecteur des écoles, réunit un groupe de citoyens dans les bureaux de l'Union St-Joseph et parle, entre autres choses, des écoles séparées de notre province. Le Juge Constantineau et l'abbé Beausoleil sont priés de s'intéresser tout spécialement à ce projet et de convoquer prochainement une assemblée.

★ ★ ★

«Le Temps», d'appartenance libérale, seul quotidien d'expression française d'Ottawa, ne manque jamais de signaler les

événements artistiques, politiques ou autres qui jalonnent la vie des nôtres. On peut être agacé par l'anonymat qui entoure les articles, jamais signés, à part quelques rares exceptions. Mais, pour qui veut se renseigner, quitte à trouver ailleurs plus de détails, il lui faut absolument lire les journaux de cette époque. S'armer de patience, prévoir une lecture fatigante pour les yeux et d'une lenteur de tortue constituent les règles du jeu. Il faut se résigner, toutefois, à ne pas tout lire et à ne pas tout rapporter. C'est impossible! La lecture attentive d'un mois de journal prend environ quatre heures d'affilée. Vous voyez ce que peut comporter la lecture d'un quotidien sur vingt-six années d'existence, en ce qui me concerne? D'autant plus que la lassitude, le manque de temps et la paresse d'une mémoire qui se refuse à accumuler tous ces faits disparates font que, souvent, on passe par-dessus quelque chose d'important. Il est certes plus facile de s'attacher à décrire un seul aspect de l'histoire, soit un événement ou l'historique de tel immeuble, de telle paroisse etc. Mais, là encore, il y a peine et misère. Il faut trouver les articles qui concernent telle chose bien déterminée. La patience s'envole et le projet de recherches ou d'écriture prend le même chemin. Voilà ce que je ne peux me permettre de faire mais, pour une fois, j'ai trouvé bon de me plaindre des tracés d'un labeur que j'ai choisi de plein gré et qui m'apporte plus de joies que d'angoisse. Continuons. . .

Nous parlions de divertissements. . . Le Club canadien organise un banquet pour les survivants de la première séance de la Confédération. Vingt-trois participants vivent encore, mais huit seulement assisteront à la réunion, les autres incapables de venir à Ottawa à cause de leur âge, d'incapacité, ou occupés ailleurs.

Nous parlions aussi, du journal. . . Vers 1909, on voit plus de photos, et elles sont de meilleure qualité. Mais, des femmes y figurent rarement. Pour elles, on imprime maintes gravures montrant la mode du moment, les médicaments pour guérir les faiblesses et les vapeurs, pour donner une belle poitrine, un teint éclatant. On ne voit jamais d'annonces de pilules pour maigrir car, si la taille doit être fine, le reste de l'anatomie doit posséder des courbes et être bien en chair.

De fait, le journal n'aime pas le corset et ne se cache pas pour critiquer son port. Ne sait-il pas que c'est cet instrument de torture qui rend la taille de la femme si fine, ce que, on le sait, les hommes admirent ce qui confirme le fait que les hommes manquent de logique quelquefois, et souvent. Toujours est-il qu'un long article intitulé «L'alcool et le corset» paraît dans les colonnes. C'est une attaque à fond contre le fléau de l'alcoolisme, suivie par une longue analyse des faits et méfaits du corset qui porte la femme à vivre constamment en état d'asphyxie, le port du corset causant

l'étranglement du foie, le déplacement d'un rein et bien autres choses en plus de l'empêcher de respirer normalement. Pour votre plaisir, et le mien, je reproduis ci-après des gravures de tailles corsetées qu'annonce le catalogue de la maison Eaton.

Mais, à l'époque, les femmes ont aussi bien d'autres choses en tête. Elles s'énervent et veulent des privilèges réservés à leur chère moitié. Le droit de vote semble leur objectif principal. Les suffragettes, curieusement, insistent pour que les femmes n'acceptent plus les places que tout homme bien élevé cède à une dame dans les transports publics («Le Temps» appelle les tramways, des chars). Comme elles veulent être l'égale de l'homme, elles doivent exprimer leur mécontentement lorsqu'un homme cède le pas devant elles, etc. Ces sottises ne riment à rien, évidemment, mais tous les moyens sont bons pour attirer l'attention sur elles. Je ne crois pas que le Canada et tout spécialement Ottawa, soit à l'avant-garde de ce mouvement mais, en Europe, la tendance à l'indépendance féminine est de plus en plus marquée. À Paris, deux femmes deviennent cochers de fiacre. Elles portent une jupe brune en velours à côtes, une épaisse capote couleur crème et sont coiffées d'un chapeau en toile cirée. Les gamins les suivent dans les rues en criant: «Ben, alors... qui fait la soupe à la maison?».



Soudaine et pénible nouvelle: le samedi 5 juin 1909, Monseigneur Thomas Duhamel, archevêque d'Ottawa, meurt subitement au presbytère de Casselman, au cours d'une visite épiscopale. Depuis quelque mois, le prélat souffrait davantage de son angine de poitrine et le médecin lui avait prescrit le repos. Rien à faire! Il continua son labeur comme si de rien n'était. Le samedi matin, à la cathédrale Notre-Dame, lors d'une ordination, il eut une faiblesse et le chanoine Campeau dut le soutenir. Il s'en remit, cependant; dans l'après-midi il partit pour Casselman en compagnie du curé Carrière. Le soir, il se coucha vers neuf heures mais peu après, à son appel, on accourut. Mgr agonisait et mourut vers 11 heures du soir. Il se doutait certainement de la gravité de son mal puisque Mgr Routhier trouva le lendemain une lettre à son nom, lui enjoignant de prendre la direction du diocèse en attendant la nomination d'un nouveau chef et nommant Mgr Campeau son exécuteur testamentaire.

Dimanche à quatre heures, le corps arrivait à la gare d'Ottawa, par convoi spécial. Cinq mille personnes accueillirent leur archevêque le long du chemin parcouru par le corbillard tiré par quatre chevaux d'un noir de jais. Les porteurs des coins du poêle pendant cette longue marche furent les Drs Chevrier et Parent,



MM. J.A. Faulkner, P. Lamoureux et Arthur Charbonneau, l'échevin Gravelle de Hull, l'échevin Pinard d'Ottawa et le curé Myrand, tous directeurs de la compagnie funéraire chargée des funérailles. À l'entrée du cercueil à l'église, Amédée Tremblay exécuta «La marche funèbre» de Chopin.

Après avoir reçu l'hommage des paroissiens, attristés par le départ si soudain d'un regretté pasteur, Mgr Duhamel eut des funérailles grandioses le jeudi matin. Quatorze archevêques et évêques assistèrent, dont Mgr Bruchési (Montréal), Mgr Bégin (Québec), Mgr Gauthier (Kingston). Le délégué apostolique Mgr Sbaretta célébra la messe. La représentation officielle comprenait le secrétaire du Gouverneur général en lieu et place de son chef, Sir Wilfrid Laurier accompagné des Honorables Lemieux, Brodeur et Murphy, le Sénat (par l'Hon. Belcourt, etc.), l'Ontario par l'Hon. Dr Rhéaume, le Québec par Sir C.A.P. Pelletier et, naturellement, tout ce qu'Ottawa comptait d'hommes détenant des positions dans les différents organismes. L'église était entièrement drapée de longues tentures noir et or, entourant le cercueil surélevé sur un catafalque. Les femmes présentes portaient des vêtements sombres et un voile au lieu d'un chapeau.

Après la messe, les assistants venus d'en dehors d'Ottawa furent reçus à dîner par les Soeurs Grises dans leur couvent de la rue Sussex.

Le corps de Mgr Duhamel fut descendu dans la crypte de la cathédrale et placé auprès du cercueil de Mgr Guigues, mort en 1874 et à qui le jeune homme de 32 ans avait succédé, le plus jeune évêque du Canada.

Thomas Duhamel était né à Contrecoeur en 1841 mais était venu ici très jeune avec ses parents, ses frères et ses soeurs. Il laissait la réputation d'un homme d'une charité agissante, d'une énergie peu commune, d'une discrétion à toute épreuve. Il était autoritaire, très impérieux même et la rigidité de ses principes, dont j'ai donné quelques exemples dans le Tome III, déconcertait quelquefois. Mais, le courage, l'activité débordante, la création d'oeuvres multiples, la franchise de ce caractère tout d'une pièce compensaient sûrement le désir de commander et d'être obéi qui est souvent la contrepartie de ces qualités. On peut se demander quel support solide et sans défaillance il aurait été lors des tragiques années pendant lesquelles le Règlement XVII risqua d'être implanté, car Monseigneur Duhamel avait été un ardent défenseur de nos droits en matière d'éducation.

Le défunt laissait un frère, le Dr Louis Duhamel de Hull, une belle-soeur Mme veuve Pierre Duhamel, trois neveux (MM. J.N. Rattez, Jean Duhamel et Arthur Deschênes) et six nièces dont

Agnès, Marie-Thérèse et Séphora Duhamel. La mère de Mgr Duhamel était morte en 1869; il avait longtemps gardé dans son presbytère son père, mort en 1878.



Pierre Provost, chef des pompiers de la ville d'Ottawa, meurt le 6 décembre 1909, de cette blessure qu'il s'était infligée lors de l'incendie de l'église du Sacré-Coeur. Conscient de la gravité de son état, il avait tenu, cependant, à continuer son travail jusqu'à la fin.

En 1896, M. Provost avait remplacé M. Young, fondateur de la brigade des pompiers volontaires de Bytown. Le chef était né à Malone, N.Y., de parents canadiens-français émigrés aux États-Unis. Après avoir été capitaine de la brigade de Montréal, il avait été nommé à Ottawa; une vive controverse s'était alors élevée lorsque la suggestion fut faite qu'un Canadien français pourrait occuper ce poste. Mais, il s'agissait de réorganiser le département et Provost semblait l'homme pouvant accomplir cela.

Le séjour ici du capitaine Provost ne fut pas exempt de tracas car ce fut pendant ce temps qu'eurent lieu le grand feu de 1900, l'incendie de l'Université et de l'église du Sacré-Coeur et bien d'autres calamités du même genre.

Le chef des pompiers eut de belles funérailles à l'église St-Joseph, au milieu d'une nombreuse assistance. La chorale était sous la direction d'Émmanuel Tassé. Le défunt laissait son épouse née Margaret Martin et six enfants dont l'aînée, Mme James Danis, était l'épouse du propriétaire de l'hôtel Savoy. La famille Provost habitait rue Daly.



Quelques mariages et décès... Philéas Lanctôt, né en 1849, ancien avocat, traducteur à «La Gazette du Travail», arrivé ici en 1906, meurt ainsi que Mme S. Moffet née Scholastique Bédard, 80, vivant à Ottawa depuis 1869. Décès de M. Napoléon Charlebois, de Mme F. Brunet, mère de l'abbé Brunet, secrétaire de Mgr Duhamel, de Mme A. Talbot, 334 St-André, habitant Ottawa depuis 40 ans. Elie laisse un fils Joseph et six filles: Mesdames Victor Desjardins, Israël Desjardins, Alphonse Desjardins, Salomon Ouellette, Ovila Hudon, Joseph Bourque, tous d'Ottawa. Funérailles à Ste-Anne.

À la page 256 du Tome II, j'ai parlé d'une famille pionnière: les Mathé. Née en 1847, Mme N. Faulkner née Sophie Mathé, était la petite-fille de Félix Mathé et de H.J. Bertrand et la soeur de Napoléon Mathé, anciennement maître de chapelle à la cathédrale Notre-Dame. Elle meurt à Montréal. Décès aussi de Mme veuve

Édmond Lemieux, 171 rue St-André, originaire de la rivière Ouelle. Elle habitait Ottawa depuis 40 ans.

Funérailles, le 29 mai 1909 de M.S.P. Beuset, à l'église St-Joseph. Il était du Ministère de la Marine et des Pêcheries. Siméon Lelièvre, greffier adjoint au Sénat, était son gendre.

Mariages: Léon, fils d'Émery Lapointe avec Blanche, fille de M. Alexandre Spénard; Joséphine, fille de Tertulien Lemay, épouse W.E. O'Brien, des Travaux Publics; Rose-Alba Lemay épouse Léopold Beaudry, de Montréal.

Aux pages 106 à 111 du Tome III, j'ai décrit l'expédition du Nil et parlé des Canadiens qui y avaient participé. En cette année 1909, des Indiens viennent à Ottawa et demandent à voir le Premier ministre, en vue d'obtenir compensation pour leur aide dans le maniement des embarcations qui transportèrent la flotte britannique au haut du Nil. Ils demandent l'octroi de terres car, disaient-ils, ils n'avaient jamais été récompensés pour la part prise à cette campagne.

En 1909, arrive à Ottawa pour y être traducteur au Département du Commerce, le Français Paul Colonnier, ancien secrétaire du Consulat de France au Canada, puis instituteur. Il meurt à Ottawa en 1916 laissant huit enfants. Son épouse était une Canadienne, Octavie Gagné, morte en 1919.

CHAPITRE XI

1910 Je l'ai déjà dit: certains événements marquent, par leur importance, une certaine année et, de même, on ne peut songer à une époque sans y accoler un nom célèbre. L'année 1910 sera celle de l'Association canadienne-française d'Éducation de l'Ontario (ACFEO).

Depuis quelques années, la tenue d'un congrès des Canadiens français de l'Ontario, intéressés aux questions touchant l'éducation, avait été discutée. Le congrès eut donc lieu à Ottawa du 18 au 20 janvier et fut suivi de la fondation de l'ACFEO.

Le grand congrès d'éducation commença le 18 janvier par une messe pontificale célébrée par Mgr Sbaretto, délégué apostolique, avec l'abbé Lalonde comme maître de cérémonies. La messe fut dite à la basilique Notre-Dame et les curés des paroisses assistèrent sans qu'il en manquât un seul: Myrand (Ste-Anne), Jeannotte (Sacré-Coeur), Jacques (St-Jean Baptiste), Conrad (St-François d'Assise), Fillaudeau (St-Charles), Kalen (N. D. de Lourdes) Deguire (St-Joseph d'Orléans) et, naturellement, Mgr J.A. Routhier, curé de Notre-Dame d'Ottawa. Les délégués remplissaient l'église et le Cercle Duhamel avait assumé la tâche de placer les invités. La Garde Champlain assurait la sécurité. Le curé L.C. Raymond, de la paroisse The Brook, prononça devant les fidèles une allocution intitulée «Allez, enseignez». Il situa sans tarder les raisons pour lesquelles le congrès avait été organisé, c'est-à-dire, l'étude des questions scolaires en Ontario en ce qui regardait l'instruction des enfants canadiens-français. Avec émotion, il rappela le désir souvent exprimé du regretté Mgr Duhamel qui avait été l'un des premiers à proposer la tenue d'un tel congrès.

Le Juge Constantineau, président du Congrès, ouvrit la séance de l'après-midi au Monument national en présence de mille deux cents délégués venus de tous les coins de l'Ontario. Il parla des différentes étapes qui avaient mené à la tenue de la présente

réunion, les sondages faits à l'échelle de la province pour connaître les idées, et l'adhésion immédiate et sans réserve de tous. Il fit un tour d'horizon des buts du congrès, des questions qui devraient y être discutées, et mentionna la fondation d'un journal quotidien, peut-être, mais plutôt hebdomadaire «organe de nos idées» dit-il. Il fit l'éloge de la langue française, véhicule de la diplomatie dans le monde, langue parlée par presque un tiers de la population du Canada. Certains détracteurs avaient exprimé une opinion sur la tenue du congrès. Il se défendit de voir, comme eux, dans une réunion de ce genre, une menace aux institutions de la province, une insulte aux autres nationalités ou une provocation quelconque. «Sous le drapeau de la fière Albion... nous demeurons les sujets loyaux de la Couronne britannique», dit-il. En même temps que l'étude de l'anglais, il revendiqua pour les enfants le droit à l'étude de la langue française, tant au primaire qu'au secondaire et à l'Université, citant le cas d'universités anglaises qui considéraient notre langue au même niveau que l'allemand et le polonais. «Il est nécessaire que la race canadienne-française demeure fidèle à ses traditions ancestrales faites de franchise et d'héroïsme, doublées de patriotisme et de grandeur d'âme, de dévouement et de sacrifices, d'attachement au roi et à Dieu...»conclut-il.

Lors des séances de l'après-midi, des discours furent prononcés, l'un par Emmanuel Tassé et l'autre par Aurélien Bélanger. La constitution fut adoptée. L'ACFEO se donna le Bureau suivant: L'Hon. Belcourt (président), les vice-présidents A. Aubin et Emmanuel Tassé, C.A. Séguin, secrétaire et G.W. Séguin, trésorier. Parmi les nombreux membres du Comité exécutif, on remarque le R.P. Beausoleil de Fournierville (ancien curé de Ste-Anne), le R.P. Charles Charlebois (futur fondateur du «Droit») et le R.P. J.A. Myrand, curé de Ste-Anne. Les membres ex-officio comprennent, entre autres, Sir Elzéar Taschereau et le Juge Constantineau.

À la réception publique, tenue au théâtre Russell, le 19 janvier, l'Hon. Belcourt, Sir Wilfrid Laurier, le maire Hopewell, le Contrôleur (on dira, plus tard, commissaire) Champagne et Mgr Routhier, occupent l'estrade. Un chœur de cent voix, dirigé par Amédée Tremblay, présente des chants canadiens. Le maire Hopewell souhaite la bienvenue aux délégués. L'Hon. Belcourt, président du Congrès et principal orateur, rappelle que l'éducation avec toutes ses ramifications, est la préoccupation principale de cette réunion de Canadiens français. Mgr Routhier, qui parle à son tour, affirme qu'il faut faire une part plus large au français dans la province d'Ontario. Il dit son admiration pour ceux qui ont accepté des responsabilités dans la mise sur pied de

l'ACFEO. L'Hon. Cochrane, qui remplace l'Hon. Rhéaume, indisposé, affirme que le gouvernement Whitney a à cœur l'harmonieux développement de l'éducation dans la province. L'Hon. Rodolphe Lemieux et l'Hon. M. Beck parlent à leur tour.

Le soir du 20 janvier, à l'hôtel Russell, un banquet réunit 250 convives. Le menu comprend une quantité impressionnante de mets, dont des huîtres, des truites grillées, des filets mignons, des pigeons rôtis, etc. Le R.P. Lejeune récite le bénédicité. De nombreuses santés sont portées par des hommes d'esprit qui ont un sens de l'humour. Le contrôleur Napoléon Champagne, qui répond à la santé de la municipalité, note que, il y a dix ans, la population canadienne-française n'était pas assez nombreuse pour pouvoir s'affirmer; depuis ce temps, elle avait augmenté considérablement dans une ville «la plus belle et la mieux administrée du Canada». Les discours les plus goûtés sont ceux du Premier ministre et de l'hon. sénateur N.A. Belcourt.

Le congrès se termina dans une atmosphère de joie et de confiance. On retrousserait ses manches, on se mettrait au travail et les efforts de tous et chacun conduiraient à une solution valable pour l'avenir des petits Canadiens français. Cet enthousiasme devait recevoir un dur coup lorsque le Règlement XVII fut loi deux années plus tard.

Le premier ministre Whitney avait été invité. Il déclina l'invitation car, explique-t-il dans une lettre au Gouverneur général qui avait, lui aussi, décliné l'invitation, il savait ce que les congressistes demanderaient. Ils réclameraient un changement radical dans le système scolaire, c'est-à-dire l'implantation du français comme un droit garanti par la constitution et non pas comme un privilège seulement. Le gouvernement, disait Whitney, ne pouvait répondre favorablement à ces demandes.

À la mi-février, une délégation formée de J.U. Vincent, G.W. Séguin, le Père Lebel, le Père David, entre autres, se rendit à Toronto et fut reçue par le Premier ministre Whitney. Une requête fut présentée dans le sens des résolutions adoptées au Congrès. Six mois s'écoulèrent avant que l'ACFEO reçoive une réponse. C'était une fin de non-recevoir sans équivoque. Les choses telles qu'elles existaient dans le système scolaire ontarien étaient satisfaisantes et ne seraient pas changées. C'est ce même mois, août, qui vit la nomination de Mgr Gauthier au siège archiepiscopal d'Ottawa, comme remplaçant de Mgr Duhamel. Les choses se corsaient.

★ ★ ★

Un autre congrès important se tient, en cette année 1910, à Ottawa. Il s'agit de celui qui réunit les différents cercles de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française

(ACJC). Un bon nombre de délégués viennent d'en dehors de la ville; le congrès groupe une centaine de personnes. Il se tient au Monument national, le 24 juin et est organisé par le Cercle Duhamel dont le président est Esdras Terrien. Sous la présidence d'honneur de l'infatigable Mgr Routhier, des réunions sont tenues pendant lesquelles parlent le Juge Constantineau, l'hon. sénateur N.A. Belcourt et l'abbé Corbeil. Le congrès a débuté par une messe dite à la basilique. Le Père Côté, dominicain, a donné le sermon.



Le traditionnel banquet aux huîtres de l'Institut canadien-français est particulièrement brillant en cette année 1910. L'hôte est A.T. Genest, président. Le député Devlin et d'autres répondent aux différentes santés proposées. L'assistance se compose de gens des deux langues et on parle abondamment de la nécessité de s'exprimer en anglais et en français. M. l'abbé Lebel, littérateur, dont on a noté le nom auparavant, abonde dans ce sens. Il habite le Canada depuis seulement cinq ans. Professeur de littérature et donnant des cours à l'Institut canadien-français, il semble bien au courant des difficultés de l'heure et se mêle volontiers aux groupes qui essaient de trouver une solution. À propos de l'Institut, rappelons que Sir Wilfrid Laurier, un visiteur fréquent aux réunions, est président d'honneur tandis que F.R.E. Campeau est vice-président d'honneur.



Au début du siècle, le poste de police était situé rue Elgin, entre Albert et Queen. Les policiers portaient alors les casques durs et la tunique à col droit et haut. Ils patrouillaient la ville à bicyclettes; ce mode de locomotion fut remplacé petit à petit, à partir de 1912, par les motocyclettes. En 1910, on adopta le système des empreintes digitales. Sept ans plus tard, le casque genre Bobby fut remplacé par la casquette à visière. Dans l'intervalle, un second poste de police avait été ouvert, rue Somerset.

Les sujets prohibés par la loi étaient nombreux à l'époque. On recevait une contravention si on crachait sur le trottoir, on condamnait un voleur à un an de prison pour le vol d'une bicyclette et, en 1908, on arrêta un marchand de douceurs qui vendait des bonbons à des bambins...mais ces bonbons contenaient du brandy et on avait vu un gosse tituber dans la rue après avoir mangé de ces friandises. On pouvait même être condamné à la prison aux travaux forcés pour vente illicite de boisson, et cela pendant quatre mois. La peine du fouet était imposée aux cruels batteurs de femmes, et pour d'innouvables délits. Évidemment, ce qui tenait les policiers sur les dents consistait en d'innombrables cas d'ivrognerie. Hommes et femmes buvaient

tout ce qui leur tombait sous la main; on avait arrêté une femme qui tenait son bébé dans ses bras et qui, ivre morte, s'était affaissée dans la Petite rue Sussex avec le pauvre gosse.

On s'intéressait aussi beaucoup à la propreté des rues et notre ville avait, alors comme maintenant, la réputation d'être propre au sens exact du mot. On constate que, vers ces années, la collecte des ordures devient la responsabilité de la ville; derrière les maisons, on voit encore vers 1910 des poulaillers et le lever du jour est souligné, comme dans «Chantecler», par de joyeux cocoricos. Il y a aussi nombre d'écuriers et de remises de voiture derrière les maisons. Mais, tout cela doit être bien tenu et les inspecteurs de la ville vont souvent mettre leur nez et leurs yeux fureteurs dans les cours. L'arrosage des rues existait alors. On le faisait évidemment pendant les mois d'été; l'hiver, de grandes charrettes tirées par des chevaux quelquefois couverts de givre, entassaient entre les hauts panneaux de bois, la neige qui était, me disent des anciens, plus abondante qu'aujourd'hui.

Il est curieux de noter qu'à cette époque, il y a de nombreux suicides ce qui ne résulte pas d'une situation économique déplorable puisque depuis plusieurs années la prospérité règne mais j'ai noté que, assez souvent, des amoureux éconduits s'enlèvent la vie qu'ils ne considèrent plus bonne à rien depuis que leur belle a tourné ses regards infidèles ailleurs. Sans les décrire dans tous leurs détails comme auparavant, «Le Temps» rapporte naturellement les crimes qui se commettent à plusieurs centaines de milles à la ronde et je soupçonne l'exaspération de certains journalistes lorsqu'ils écrivent: «Encore un cadavre coupé en morceaux!».



En juin 1909, les employés du Grand-Tronc qui travaillaient aux excavations nécessitées par la future construction du Château Laurier mais aussi de la gare Union, s'étaient mis en grève. Ils demandaient une augmentation de salaire de \$1.48 à \$1.75 par jour. Le travail a maintenant repris et avance rapidement.

En cette année 1910, le millionnaire et homme d'affaires James Woods (il avait fait sa fortune en vendant des tentes à l'armée impériale pendant la guerre des Boers), construit un immeuble qui s'élèvera longtemps rue Laurier-ouest, près de Elgin. Il s'agit des appartements Roxborough, à huit étages; là, quatre-vingt-huit logis luxueux jouissent du service d'un personnel attentif y compris celui de servantes. Presque chaque pièce a son foyer. M. King, les familles de Louis St-Laurent et de George Vanier y vécurent. On était attaché à cet immeuble en plein centre de la ville et des larmes furent versées lorsqu'on décida de démolir le Roxborough. Cela fut fait en 1965.



La ville d'Ottawa subit, encore une fois, une épidémie que l'on attribue à la mauvaise qualité de l'eau. Il s'agit de cas de typhoïde, si nombreux que la ville réquisitionne l'édifice en pierre, à George et Sussex, pour servir d'hôpital temporaire. On verra, qu'en 1912, une recrudescence de cette maladie forcera les autorités à se servir encore une fois de l'immeuble pour loger les malades.



Les Visitandines appartiennent à un Ordre. C'est le seul Ordre cloîtré qui existe actuellement au Canada. Voilà ce que j'apprends en visitant le monastère de ces religieuses installées à Ottawa depuis 1910. Il y a maintenant vingt-trois religieuses (il y en avait trente-six auparavant)... voilà aussi ce que j'apprends d'une religieuse dont je distingue vaguement la silhouette sombre derrière le guichet des visiteurs... elles me dit aussi, de sa voix douce, qu'elle est la cousine du Dr Séraphin Marion, notre cher ami dont nous regrettons si vivement le départ.

On juge comme providentielles les circonstances qui amenèrent ici les Filles de Sainte Jeanne de Chantal et de Saint François de Sales, les fondateurs, qui reposent dans la basilique d'Annecy. C'est dans cette ravissante ville d'Annecy que se trouve la maison mère des Visitandines, et c'est de là que partirent pour le Canada Mère Marguerite-Marie de Viry et quelques compagnes. Comme il fallait que ces religieuses voient à leur propre existence, le monastère de Wilmington et sa supérieure Mère Marie-Alexandrine de Butler, s'engagèrent à subvenir aux moyens de subsistance de la Communauté d'Ottawa. En 1909, cette religieuse était venue à Ottawa pour examiner et acheter une maison à vendre que je crois être celle appartenant auparavant à la famille Holland, ce que l'historique du monastère ne mentionne pas, cependant. Le 5 août 1910, les religieuses arrivaient à Ottawa, recevant l'accueil le plus cordial de la part du R.P. Conrad, Capucin et des Soeurs Grises.

Trois ans plus tard, les Visitandines font construire un autre Monastère qui remplacera l'ancien, les frais en étant assumés, encore une fois, par la Communauté de Wilmington. C'est la maison que l'on voit aujourd'hui. Mère de Viry mourut le 11 avril 1922. D'autres Maisons de cet Ordre ont été fondées au Canada: à Sainte-Anne-de-la-Pocatière et plusieurs décennies auparavant, celle de Lévis-Québec.

Rappelons avant de terminer que ce fut Mgr Duhamel qui permit la venue ici de cette communauté mais il devait mourir avant de pouvoir l'accueillir.



Divers

— Le directeur du musée Guimet, de Paris, M. Moret, parle à l'Alliance française, qui se réunit dans la Salle du Comité des chemins de fer, au Parlement.

— Une véritable malédiction s'attache à la ville de Hull. Encore une fois, après de multiples incendies dont certains causent d'énormes dommages, en immeubles, en biens et en vies, huit personnes sont tuées et un grand nombre blessées dans une explosion qui se produit à la fabrique de la General Explosive Co., située sur les rives du Ruisseau de la brasserie. À un quart de mille de là, habitations et gens reçoivent la terrible répercussion de l'explosion produite à la suite d'incendies allumées par des enfants jouant avec des allumettes.

— Le Collège de technologies agricole et alimentaire est créé à Alfred, Ont.

— Le 10 janvier 1910, fondation du journal «Le Devoir».

— Les Indiens Pieds Noirs vendent 115,000 acres de terrain au gouvernement de l'Alberta, pour \$14. l'acre.

— Au début d'avril, imposantes funérailles à Hull du chef de police et pompiers de la ville, Ludger Genest. Il faut lire dans «Le bon vieux temps à Hull» d'Edgar Boutet, le conflit qui opposa le chef Genest, destitué en 1894 et le Conseil de la ville. Un an plus tard, Genest est réinstallé dans ses fonctions de chef de la police, des pompiers et surintendant de l'aqueduc, le tout payé \$700 par année comme salaire.

— Mgr Beaudou, né en Belgique, ardent défenseur des Franco-Manitobains, ancien évêque de Prud'homme, arrive au Canada en 1910 avec ses parents qui avaient été grandement impressionnés par l'Exposition sur le Canada.

— Francis J. Audet représentera l'Institut canadien-français d'Ottawa aux fêtes du 75ième anniversaire de la fondation de la Société St-Jean Baptiste, qui sera fêtée à Montréal.

— Alfred D. DeCelles, Conservateur de la bibliothèque du Parlement fédéral, et président de l'Alliance française publie, en 1910, dans le journal «Le Temps» un feuilleton: Papineau (1786-1871).

— Finissons sur une note gaie. Il est inutile de dire, à partir de maintenant, et en parlant de prévisions absolument irréalisables: «Cela se fera quand les poules auront des dents». À l'American Music Hall de New-York, on exhibe une poule «la plus laide du monde», du nom de Mitzi. Elle a des dents, un nez retroussé et mastique sa nourriture.



Le 28 août 1910, les paroissiens de St-Charles se réunissent devant l'église pour fêter le curé Fillaudeau qui revient d'un voyage dans l'ouest canadien.

Cracéuseté: Emmanuel Foisy

CHAPITRE XII

1911 Le recensement qui se fait, comme on sait, chaque dix ans, donne la population, en 1911, comme étant 7,206,643 habitants. Un quart de la population totale d'Ottawa de 90,520 est composé de Canadiens français.

Les épidémies que l'on attribue à la mauvaise qualité de l'eau, forcent les autorités à trouver des moyens de fortune. Les cas de fièvre typhoïde sont si nombreux que le Musée géologique, angle Sussex et George, doit être loué pour y loger les malades. Dès le début, on y soigne sept malades. De son côté, l'hôpital de l'île Porter reçoit ceux souffrant de la picote. En mars 1912, cet hôpital soignera une quarantaine de cas de variole. Vers la fin de juillet 1912, le nombre de cas de fièvre typhoïde augmentera si rapidement qu'il atteindra 508 malades et, une semaine après, 843 cas. Les hôpitaux, y compris celui installé temporairement rue Sussex, sont pleins et même l'Hôpital protestant a dû installer des tentes pour ses malades. Trois personnes meurent dans une même journée et, le 7 août, le nombre des décédés s'élève à dix. En tout, 46 personnes moururent, 1,014 ayant été atteintes par cette maladie.

On crut, à un certain moment, que la maladie était enrayée mais elle reprit de plus belle; la population dut se remettre à faire bouillir l'eau. Affolées, les autorités municipales décident, malgré le coût élevé, d'installer un filtre mécanique à l'île Lemieux. Une sérieuse enquête découvre que les conduites d'eau présentent des fissures importantes, le travail d'installation n'ayant apparemment pas été tout à fait terminé. Le docteur Chevrier et ses aides travaillent d'arrache-pied, mais la typhoïde continuera à faire des ravages et atteindra 957 cas à la mi-août.

Une des premières victimes de cette maladie fut M. Errol Bouchette, conservateur de la bibliothèque du Parlement. Il mourut à 50 ans le 13 août 1912 à l'hôpital de la rue Water.

Secrétaire de la Société Royale, homme de lettres, membre du Club des Dix, cet avocat était né en 1863 et avait épousé Alice Pacaud, fille de feu l'hon. E.L. Pacaud, Conseiller législatif. Il avait été rédacteur en chef de «L'Électeur» de Québec. Il avait écrit en 1903 un roman «Robert Lozé». Il habitait le 243 de la rue Chapel. Les funérailles eurent lieu à l'église du Sacré-Coeur. Il laissait sa femme, trois fils et deux filles: Édouard, Robert, Alfred, Françoise et Alice.

L'épidémie diminuera d'intensité à l'automne de 1912, mais les autorités s'ingénièrent à trouver de l'eau plus pure que celle de la rivière Ottawa. On proposa même celle du lac MacGregor.

Revenons à l'année 1911. Mgr Charles Gauthier, archevêque de Kingston, nommé depuis quelques mois au siège archiepiscopal d'Ottawa, est intronisé ici le 22 février 1911 à la basilique Notre-Dame, cérémonie à laquelle assistent trois archevêques et sept évêques. Sir Wilfrid Laurier et d'autres importants personnages remplissent l'église. Le sermon est prononcé par Mgr Énard, vraie pièce d'éloquence, rapporte-t-on. L'Hon. Charles Murphy lit une adresse en anglais. À cause de la présence de Mgr Fallon à cette cérémonie, l'ACFEO et la Société St-Jean Baptiste n'envoient pas de représentants et refusent de souhaiter la bienvenue au nouvel archevêque, anglais de culture et de langue bien que son nom soit français. Cependant, Mgr Routhier parla en français, offrant des vœux à son nouveau chef. J.U. Vincent protesta que cette adresse contenait seulement les souhaits de bienvenue du clergé et non pas de la population canadienne-française. J'ai noté qu'à cette intronisation, de vieux citoyens d'Ottawa assistaient, dont l'architecte Lecourt dont j'ai souvent mentionné le nom.

Dès le début de son règne ici, Mgr Gauthier fut, peut-être involontairement, le sujet de vives controverses. J'ai déjà dit que l'époque était à la contestation car, depuis quelques années, les Canadiens français avaient résolu d'insister auprès des autorités ontariennes pour que le français soit enseigné de plein droit aux enfants. La nomination d'un homme de langue et de culture irlandaises était, à leur point de vue, extrêmement maladroite, remplaçant Mgr Duhamel, ardent champion de nos revendications.

Charles-Hughes Gauthier, naquit en 1843 à Alexandria, Ontario, fils de Gabriel Gauthier et de Mary MacKinnon. Il étudia au collège de Régipolis, Kingston et fut ordonné prêtre en 1867. Il fut professeur de rhétorique, curé de différentes paroisses ontariennes, et chanoine à Brockville. En 1898, il fut sacré archevêque de Kingston par Mgr Duhamel, à qui il devait succéder ici en 1911. Il mourut le 19 janvier 1922. Des paroissiens de Notre-Dame se souviennent encore très bien de lui. Sa langue et sa

culture étaient, en effet, tout à fait anglaises et il parlait le français avec un accent que les uns disent léger et que d'autres qualifient de très prononcé. Il fut discret — les circonstances demandaient cela — simple et doux mais son inertie même prêta à des critiques. On se souvient d'avoir observé sa silhouette caractéristique le long de la rue St-Patrick. Il marchait lentement, allant acheter des bonbons chez «la vieille Madame Beauchamp», rue Dalhousie. Il distribuait ces friandises aux enfants qui allaient à lui lorsqu'il remontait vers la cathédrale. Il souriait doucement et ses dents d'or brillaient. Ces petits détails insignifiants en soi, nous montrent un homme paisible, qui souffrit sans doute beaucoup de la situation qui lui était faite car le choix de cet archevêque était certainement une erreur à l'heure où on en décida.

Depuis la mort de Mgr Duhamel en 1909, le clergé anglophone avait tout mis de l'avant pour favoriser la nomination d'un Anglophone comme chef d'un diocèse qui, depuis soixante ans, avait été confié à un Francophone. Il citait la paix et la tranquillité qui résulteraient d'une telle nomination, la loi de l'alternance, l'augmentation du nombre de prêtres anglais que cela apporterait et, surtout, le fait qu'un diocèse situé dans une province anglaise, même si ce diocèse contenait une majorité de Francophones, se devait d'être dirigé par un évêque anglais.

De leur côté, avant même la création de l'ACFEO, les Canadiens français avaient poussé fortement à la roue pour que le diocèse soit dirigé encore par un Canadien français. L'Union Saint-Joseph présenta une pétition de plusieurs milliers de noms au délégué apostolique. Il y eut quantité de lettres, mémoires, plaidoyers à cet effet. Rien n'y fit. Mgr Gauthier fut nommé par Rome, cédant probablement sous les pressions répétées du clergé anglophone dont Mgr Fallon, évêque de London, et le curé Whelan, de l'église St-Patrick d'Ottawa, étaient les plus zélés participants. Il faut rappeler ici que Rome pensait certainement que l'anglicisation des catholiques en dehors de la province de Québec, était naturelle et souhaitable. Mal lui en prit. Cette malheureuse nomination fut immédiatement le sujet d'ardentes controverses et celui qui en souffrit le plus fut ce pauvre Mgr Gauthier, pris entre la chèvre et le chou. Cependant, pendant les onze ans qu'il passa ici, le prélat fit preuve, d'habitude, d'une discrétion qui lui était dictée par les conflits entourant le Règlement XVII. Il fut souvent invisible, silencieux, dépassé par les événements. Il fit de bien timides demandes au gouvernement ontarien pour que plus de français soit permis dans les écoles. À des requêtes répétées pour qu'il tente de rétablir l'ordre et la paix dans son diocèse, Sa Grandeur se tint coi. Il fut alors accusé de favoriser par son inertie la cause de nos ennemis, composés d'orangistes et d'Irlandais catholiques. Enfin, en 1917, l'ACFEO et la Société St-Jean

Baptiste, par son président E.R.E. Chevrier, envoyèrent à Rome la requête de 10,000 Canadiens français, demandant que Mgr Gauthier soit remplacé par un Canadien français ou que le diocèse soit divisé en deux. J'ai dit que Mgr Gauthier était doux, paisible et, peut-être, de bonne foi. Après avoir relu ce qu'on a écrit sur lui... je ne sais plus, et vous non plus, probablement.



Je parlerai de deux constructions importantes de l'époque que nous étudions: le Musée Victoria et l'édifice Connaught.

En avril 1911, le gouvernement fédéral acheta les constructions qui se trouvaient, depuis longtemps, du côté ouest de la rue Sussex, en bordure de la rue Mackenzie, à la hauteur de la rue George. Une grande excavation suivra la destruction de maisons et aussi de commerces dont plusieurs étaient tenus par des Canadiens français. On élèvera là le grand édifice de pierre qui existe encore maintenant et qui abrite les Douanes et Accises: l'édifice Connaught.

D'autre part, depuis 1908, on construisait, à l'extrémité sud de la rue Elgin, un grand musée de pierre, qui fut terminé en 1911. Le docteur Brock en fut le premier directeur. Il devait loger les fossiles, les animaux préhistoriques ou vivant actuellement sur notre territoire, les poissons qui hantent nos rivières, les richesses que renferme notre sol, les travaux et le folklore des Indiens, etc.

À l'époque où le Musée Victoria fut terminé, un jeune homme revenait d'Angleterre où l'avait mené une bourse Rhodes. Cette bourse, Marius Barbeau, étudiant en droit à Laval, l'avait obtenue parce que le premier en liste, Louis St-Laurent, ne l'avait pas acceptée. Le Barreau cessa d'être un attrait pour Barbeau car très vite se développa une véritable passion pour l'anthropologie et ce fut cette discipline qui le rendit célèbre. Ainsi, en 1911, commença une carrière extrêmement fructueuse. Son bureau au Musée Victoria devint le centre d'une véritable ruche d'activités allant d'une superbe et rare collection de musique folklorique jusqu'aux documents décrivant les moeurs et coutumes des autochtones. Longtemps après sa retraite, Barbeau occupait son bureau dans ce musée qui, pendant plusieurs années, cessa de remplir les fonctions pour lesquelles il avait été construit. À l'époque de la Première Grande Guerre, le gouvernement fédéral s'en servit pour loger les bureaux de l'administratiojn des services de guerre. En 1916, le Parlement ayant été la proie des flammes, l'édifice logea temporairement la Chambre des communes et le Sénat jusqu'à ce qu'en 1920 le nouveau Parlement soit terminé. À sa réouverture, le Musée ne comprit plus les services géologiques, qui furent logés cependant sous le même toit. Pendant un certain temps, la galerie

nationale occupa une partie du Musée. L'énorme totem de la rotonde continue d'être encore aujourd'hui un centre d'attraction et on parcourt avec admiration ses salles où sont réunies les richesses de notre faune et de notre sol.

★ ★ ★

Le gouverneur général Grey fut remplacé, en 1911, par le duc de Connaught. Il s'embarqua pour l'Angleterre en août. Les autorités municipales exprimèrent des regrets de ce départ, disant que le Gouverneur général avait toujours été un ami de la ville «surtout lorsqu'il avait demandé de détruire les mouches». Je veux bien croire que cela a été écrit par «Le Temps» avec, en coin, un sourire de papier-journal. Le duc et la duchesse de Connaught arrivèrent à la gare Union de la rue Broad, le 14 octobre. Recevoir un fils de la Reine Victoria, frère de feu Édouard VII donc oncle du présent roi, était tout un honneur. On se mit en frais. Le Premier ministre, l'honorable Robert Borden et son cabinet furent là pour accueillir le couple vice-royal. Sir Wilfrid Laurier et Lady Laurier étaient aussi de la partie.

★ ★ ★

Les élections fédérales eurent donc lieu en cette année 1911 et virent la défaite du parti libéral dirigé par Sir Wilfrid Laurier. La question de la réciprocité avait tenu la clé du succès ou de la défaite. Bien avant la date de l'élection, les journaux étaient pleins du pour et du contre, selon que l'annonce était payée par l'un ou l'autre parti. Rappelons brièvement ce dont il s'agit. De 1855 à 1865, le Canada et les autres colonies de l'Amérique britannique du Nord jouirent d'un traité de réciprocité avec les États-Unis, qui amena la prospérité. Cependant, après 1865, les Américains refusèrent de renouveler le traité parce que, en partie du moins, ils étaient vexés de ce que le Canada avait donné asile aux prisonniers et saboteurs venant des États du sud, pendant la guerre civile. En 1911, Laurier reçut secrètement du Président Taft l'assurance qu'il était prêt à négocier un traité. Malheureusement, Taft et d'autres politiciens américains se vantèrent publiquement que ce traité ferait tomber le Canada dans le giron américain. Ce fut du gâteau politique pour les Conservateurs qui exploitèrent la situation à son maximum et crièrent partout, pendant la campagne électorale, que les libéraux vendraient le pays à nos voisins. La population prit peur. . . Laurier fut battu bien qu'il eut déclaré, à plusieurs reprises, que le Canada retirerait de grands bénéfices du pacte réciprocité. Mais, les Torys avaient riposté que ce traité aurait pour résultat la limitation des salaires et l'inflation. Le 21 septembre, le peuple fit entendre sa voix. Les électeurs suivirent les résultats en se massant devant l'édifice du «Temps» d'Ottawa qui, entre-temps, amusait les gens en leur montrant des vues animées. Les Conservateurs prirent le

pouvoir avec une forte majorité, Robert Borden, âgé de 57 ans, à leur tête. Il était né à Grand-Pré. Huit ministres du cabinet Laurier furent battus. La ville d'Ottawa tourna au bleu elle aussi et élit à la Chambre des communes MM. Fripp et Chabot. Le nouveau cabinet comprit, entre autres, L.P. Pelletier aux Postes et Bruno Nantel au Revenu de l'Intérieur. Sir Wilfrid restera chef de l'Opposition et le sera jusqu'à sa mort en 1919.

★ ★ ★

En vrac, quelques nouvelles... Au début de décembre, C.S.O. Boudreault est nommé président général de la Société St-Jean Baptiste, C.A. Séguin étant premier vice-président général. Du côté théâtre, une troupe française vient au Théâtre Russell jouer «L'Aiglon» avec Mme Claude Ritter, «Le maître de forges» et «La maîtresse de piano». C'est vers cette époque qu'un violoniste de douze ans, Paul Mathé, donne la mesure de son grand talent. D'autre part, l'Institut canadien-français fonde un club littéraire. MM. Séguin, Loranger et Séguin font partie du comité spécial chargé d'élaborer le programme de ce club. M. le chanoine Lebel, professeur, y donnera des conférences — Le lieutenant-colonel Landry est nommé président du Sénat. On sait qu'il offrira sa résignation quelques années plus tard et acceptera la présidence de l'ACFEO, se mêlant de très près aux luttes scolaires — Au Club Rideau, l'Hon. T.P.B. Casgrain donne une réception pour fêter la nomination de l'Hon. Philippe Roy, nouveau Commissaire du Canada à Paris. Il succède à feu l'Hon. Hector Fabre — Le nouveau directeur du journal «Le Temps» est Maurice Arby, anciennement de «La Patrie». — Parlons mode: les femmes élégantes portent des chapeaux dits «gratte-ciel». Ce sont de hautes pyramides de plumes qui s'élèvent hardiment vers le ciel. On n'est donc pas étonné qu'au théâtre on demande aux dames d'enlever leur chapeau. — Le 17 avril 1911, eurent lieu à l'église du Sacré-Coeur, les imposantes funérailles de Sir Elzéar Taschereau, ancien Juge en chef de la Cour Suprême, présidées par Mgr Gauthier (voir Tome III, page 255). — En septembre, mourait M. J.B. Myrand, 82 ans, arrivé ici vers 1867. Maître de poste au Sénat jusqu'en 1909, il était le père de Mgr Myrand, curé de Ste-Anne, et de Philippe Myrand, marchand. Il laissait sa veuve et aussi quatre filles: Mme Rouillard, de Québec, Mlles Adèle, Corrie et Hedwidge, d'Ottawa (voir Tome II, page 97).

★ ★ ★

Divers

— L'Hôpital du Sacré-Coeur est fondé à Hull par les Soeurs de la Providence.

— À Vancouver, on inaugure la première patinoire de glace artificielle au Canada.

— L'Université de l'Alberta ouvre ses portes. — L'église St-Patrick, à Ottawa, fête ses cinquante ans d'existence. Mgr Guigues avait béni la pierre angulaire le 6 octobre 1872, en présence de Sir John A. Macdonald. En 1902, une nouvelle table d'autel avait été installée le jour de la St-Patrick. Elle était très belle, faite de marbre et d'onyx.

— La première retraite fermée fut organisée au Scholasticat St-Joseph.

— Les bijoutiers Birks s'installent à Ottawa, rue Sparks. Henry Birks et fils occupaient le 101 Sparks depuis cette date mais dernièrement (1983) la maison si réputée pour la qualité de ses articles en argent et la beauté de ses bijoux a déménagé ses pénates dans le nouveau Centre Rideau.

CHAPITRE XIII

1912 Charles Hopewell cède sa place comme maire de la ville à Nelson Porter, courtier en immeubles, qui donne son nom à l'île où se dresse le nouvel hôpital pour varioleux que la ville fait construire. Si cette île de la rivière Rideau trouvera ainsi une fonction qu'elle gardera pendant quelques décennies et même de nos jours en accueillant dans deux immeubles, les personnes âgées, une autre île, celle-là dans la rivière Ottawa, est vouée au divertissement de la population. Il s'agit de l'île Kettle. À la mi-juin, on y inaugure un restaurant et un théâtre «Le Gaieté» ainsi qu'un carrousel, une galerie de tir, etc. En partant du quai de la reine rue Sussex, le bateau «Quinte Queen» s'y rendra, amenant de joyeux excursionnistes.



Il y avait, rue Sussex, près de Rideau, du côté ouest, une église ou plutôt une chapelle anglicane qui datait de 1860. «The Chapel of Ease», comme on l'appelait, brûla en janvier 1912. Cette petite église se trouvait à côté des bureaux du journal «Le Temps» et du grand magasin A.E. Rae qui furent, pour un temps, en grand danger d'être endommagés par les flammes.

Une autre tragédie, celle-là d'importance et avec d'énormes pertes de vie, se produit le 14 avril et nourrira les conversations pendant de longues années. Il s'agit du naufrage du superbe navire Titanic réputé le plus beau, le plus solide bateau, pratiquement insubmersible. Et, pourtant, un iceberg eut raison de cette invulnérabilité et envoya au fond de l'eau le grand navire; la liste officielle des disparus mentionne 1,490 victimes parmi lesquelles se trouvaient des financiers, hommes d'affaires, banquiers et leurs épouses couvertes de bijoux et de fourrures. La mort nivèle tout et s'attaque aux riches comme aux pauvres... et aux artistes aussi car un sculpteur français, Paul Chevré, se trouvait à bord. Il apportait avec lui un buste de Laurier qui devait être placé au nouvel hôtel

Château Laurier. Le sculpteur eut la vie sauve mais le buste de l'ancien Premier ministre fut englouti avec le navire qui le portait. Encore aujourd'hui, en 1983, des efforts sont faits pour trouver le Titanic qui repose quelque part à une profondeur de deux milles, aux environs de Terre-Neuve au fond d'un océan souvent déchaîné dont les eaux grises roulent en tonnerre et ne veulent pas lâcher leur proie.



La gare Union et le Château Laurier sont terminés en 1912. Les plans de la gare sont de B. Gilvert, modifiés par Ross et MacFarlane. Petit à petit, les lignes de chemin de fer qui atteignaient les gares un peu partout en ville, choisirent de terminer leur course à la nouvelle gare. Inaugurée au début de juin 1912, elle devait, peu d'années après, contenir dans ses murs bien des gens désolés et voir bien des pleurs couler car ce fut de là que partirent pour le front de nombreux jeunes soldats pendant les deux Grandes Guerres.

À l'heure qu'il est, Ottawa ne possède qu'une gare et elle est située dans un endroit peu commode, au sud de la ville. Là, se trouvaient il y a longtemps, les terrains qui constituaient les cours à bois des Hurdman. Lorsque la gare Union s'élevait en plein centre de la ville, la population s'en servait abondamment. Presque en face des édifices du Parlement, elle accommodait les employés fédéraux, les députés et les sénateurs qui trouvaient là un endroit tout proche, à leur convenance. Elle avait une immense salle des pas perdus et un couloir qui allait de cette grande salle au Château Laurier. Sa silhouette se dresse encore au centre de la ville qui l'a classée monument historique, mais ses fonctions sont autres. C'est maintenant un centre de conférences et on a grandement changé l'intérieur de cette ancienne gare. Cette année — 1983 — on a inauguré dans cet immeuble une fresque, oeuvre de Sir Frank Brangwyn (1867-1956) qui pendant soixante-dix ans, avait orné l'édifice du Grand-Tronc à Londres. Le Canadien-National, propriétaire de l'immense ouvrage, en a fait don au gouvernement canadien en 1971.

Maintenant, la population qui voyage le fait dans sa propre voiture, ou en autobus ou avion. Une minorité seule se sert des chemins de fer, du moins pour venir ici ou en repartir. Les chemins de fer servent surtout à transporter des marchandises et aussi des matières nocives et dangereuses qui semblent attirer les malheurs et les déraillements, causant des terreurs prolongées aux villes et villages que la ligne traverse. Mais, tout cela constitue le progrès, paraît-il!

Quant au Château Laurier, construit sur le style d'un grand château avec tourelles, pignons etc. il fut tout de suite populaire et

fut cause du déclin de l'hôtel Russell qui avait eu longtemps ses années de gloire.

L'apparence de la grande place entre le Château et la gare change tout à fait en cette année 1912. On comble le triangle qui existait depuis longtemps et la place entière est pavée telle qu'on la voit maintenant. À la fin de 1912, ce travail d'importance est terminé et donne au centre de la ville un aspect entièrement nouveau.

★ ★ ★

Ce fut le 12 septembre 1912 que la paroisse St-Charles reçut son deuxième curé. Le R.P. Fillaudeau fut remplacé par François-Xavier Barrette qui avait été consacré prêtre en 1905 par Mgr Duhamel. Il était né à Joliette. Si on attache toujours le nom de Mgr Myrand à la paroisse Ste-Anne, celle de St-Charles est liée au nom du curé Barrette qui y oeuvrera pendant 49 ans. Cent pour cent canadien français, passionnément attaché à sa langue et à sa foi, il se jeta dans les luttes scolaires qui s'intensifièrent à partir de cette année 1912; il n'y eut pas de plus ardent défenseur des nôtres que le fameux curé Barrette, de St-Charles. Dans l'ouvrage que M. Léo Paquette prépare sur sa paroisse, il dit, très justement, que sous une rude enveloppe le curé possédait un coeur charitable et avait une affection sincère pour ses paroissiens. J'aurai certainement l'occasion de citer son nom dans les pages qui suivront mais, dès à présent, je veux mentionner que, en octobre 1954, il fut élevé au rang de prélat domestique, l'année précédant le cinquantenaire de son ordination sacerdotale. Il se retira en 1961 remplacé par l'abbé Alfred Boyer, et mourut l'année suivante.

Comme paroissiens de St-Charles pendant les années que nous étudions, mentionnons la famille Gauthier (Pierre, l'organiste, et son fils Charles, rédacteur au «Droit»), celle d'Aurélien Bélanger, la famille Foisy dont un membre, Hector, fut également organiste, les Champagne (Isidore fut directeur de la chorale), les Dagenais qui comptent encore M. Anasthase Dagenais, âgé de 87 ans, les familles Jolicoeur, Leduc, Major et Valiquette.

★ ★ ★

Curieux, le passant s'arrête souvent au coin de la rue Main et du chemin Beckwith, pour lire ce qui est écrit sur une plaque bilingue, apposée à de gros piliers de pierre appelés «Brantwood Place Gates». Ces piliers, marquant l'entrée de la première subdivision projetée par la ville d'Ottawa, datent de 1912. La clôture a disparu mais les poteaux de clôture, classés historiques, furent dédiés, en 1948, à la gloire des soldats disparus pendant les deux Grandes Guerres.

★ ★ ★

Le 7 mars 1912, le rapport Merchant est publié, dans lequel on cite l'incompétence des instituteurs comme étant la cause principale de l'infériorité de l'enseignement du français dans les écoles primaires. On mentionne le fait que l'anglais n'est pas bien enseigné et le remède est appliqué par le gouvernement Whitney. . . c'est le Règlement XVII. J'ai cru les événements de ces années assez importants pour leur consacrer tout un chapitre en donnant de la continuité à tout ce qui s'est passé jusqu'à ce que les conflits s'apaisent quelque peu, c'est-à-dire jusqu'en 1920 environ, une huitaine d'années environ. Le lecteur ne trouvera donc pas des renseignements sur les problèmes scolaires sous les différentes années, mais ramassés dans un seul paragraphe dont les pages sont mentionnées à la Table des matières.

★ ★ ★

On pourrait croire que maintenant le dur village de Bytown n'est plus qu'un souvenir lointain, mais son ombre redevient réelle, s'éclaire et revit lorsque, le 7 février 1912, une des premières novices reçues par les Soeurs Grises après 1845, meurt à l'âge de 84 ans. La jeune Hagan, mentionnée à la page 206 de «Bytown» était née à Ste-Marie de Monnoir, au Québec, en 1829. Elle était la fille d'un instituteur qui tenait école privée rue Sussex. À 16 ans, première novice de langue anglaise (elle devint vite parfaitement bilingue), sa carrière d'éducatrice commence sans tarder. Elle participe à la fondation du pensionnat en 1849 et, en 1873, devient supérieure du couvent du Sacré-Coeur, rue Rideau, charge qu'elle occupera de longues années avec un dévouement inlassable et une réelle bonté. Hommages et éloges entourèrent le modeste tombeau de Mère Thérèse de Jésus lorsque Dieu la rappela à Lui après une vie féconde. Les funérailles, présidées par Mgr Gauthier, eurent lieu dans la chapelle du couvent du Sacré-Coeur, accompagnées d'une musique choisie avec soin par Henri Lefebvre, directeur de la chorale. L'orgue était tenue par Mlle Bélanger.

★ ★ ★

Les tensions internationales s'accroissent fortement et l'Angleterre veut augmenter ses moyens de défense contre un ennemi, l'Allemagne, puissante et redoutable. Elle insiste pour que les colonies contribuent aux préparatifs. On se souvient que les Libéraux, sous Laurier, avaient résisté à cette pression, mais le gouvernement Borden, lui, est prêt à contribuer trente-cinq millions de dollars à la construction de navires, construction qui se fera en Angleterre. Il est aussi question de la mise sur pied d'une flotte canadienne et aussi d'une contribution importante aux dépenses que la mère patrie devra encourir pour s'armer. Le gouvernement ne réussit pas, cependant, à faire passer aucune de

ces résolutions, l'opposition venant, bien sûr, du parti libéral, Laurier en tête, mais surtout d'Henri Bourassa.



Le 22 juillet 1911, un hebdomadaire «La Concorde» paraissait, rédigé en collaboration par la Compagnie de publication «La Concorde».

La Bibliothèque nationale est censé posséder deux numéros de ce journal: ceux du 22 juillet 1911 et du 25 mai 1912. Cependant, le dossier que j'ai consulté ne contient que le numéro du 25 mai. Il semblerait que ce soit là le dernier numéro de ce journal qui annonce alors la parution d'un autre hebdomadaire «La Justice» dont le premier numéro parut le 1er juin 1912. J'ai noté de grandes similitudes de pensées entre les deux hebdomadaires; il se pourrait que MM. Morisset et Tremblay aient collaboré à l'un et à l'autre. En parcourant attentivement l'unique exemplaire de «La Concorde» j'ai noté un article parlant de l'ostracisme qui existe envers les Canadiens français dans les cours de justice de l'Ontario. «La justice n'existe que pour ceux qui parlent anglais» écrit-il. Il note que l'écusson qui domine le fauteuil de tout juge ontarien porte la devise du Royaume-Uni: Dieu et mon droit. Le journal en souligne l'ironie.

En juin 1912, un hebdomadaire est donc fondé par Jules Tremblay et Maurice Morisset. «La Justice», imprimé aux 457-459 rue Sussex, paraît à partir du 1er juin et la Bibliothèque nationale en conserve tous les numéros.

Au début, les deux fondateurs signent à tour de rôle des articles importants en première page. Mais, à partir du 11 juillet 1913, l'article par Maurice Morisset est seulement accompagné d'autres écrits signés d'un pseudonyme ou d'un prénom. Peut-être Tremblay se cache-t-il sous cet anonymat car je ne crois pas qu'il ait quitté le journal. Cependant, dans ce numéro de juillet, des pages entières sont consacrées au discours prononcé par Jules Tremblay au ralliement des Franco-canadiens du Nouvel Ontario, à Sturgeon Falls, le 24 juin 1913.

Dès les débuts de «La Justice», qui contient alors huit pages bien remplies et dont l'abonnement coûte un dollar par année, Tremblay en situe clairement l'optique: on traitera de questions sociales, d'économie politique, d'instruction publique et d'affaires municipales. Le journal ne s'occupera à peu près jamais des questions de politique fédérale. On ne flattera personne et on sera d'une impartiale franchise.

Il va sans dire que les questions scolaires occupent une place importante par la suite et que le détestable évêque de London, Mgr Fallon, fait souvent l'objet de commentaires. On ne se gêne pas

pour critiquer «The Ottawa Printing Co. Ltd» et son directeur C.S.O. Boudreault qui, dit-on payent leurs taxes aux écoles publiques. Par contre, «La Justice» publiera en entier le discours d'Henri Bourassa au Congrès de la langue française à Québec et ceux, par la même occasion, des sénateurs Poirier et Belcourt.

Le journal parle assez peu ce qui se passe à Hull; il consacre presque toutes ses colonnes aux activités des nôtres à Ottawa, mentionnant abondamment les faits et gestes des différents mouvements comme «Le Ralliement», nouvellement fondé, la Société des Débats français et nommant les Canadiens français qui y oeuvrent. L'hebdo. est donc une source précieuse de renseignements pour le chercheur qui y note le peu de cas que l'on fait du journal «Le Temps» et les critiques que «La Justice» adresse au journal «Le Droit» pour un prêt qui lui avait été versé par l'ACFEO, et autres méfaits. On n'aime guère les Chevaliers de Colomb dont l'attachement à nos droits est mis en doute par «La Justice». On voit par là l'indépendance de pensée et d'esprit que professe un hebdo. qui s'était donné au départ une telle ligne de conduite.

Vers le milieu de 1913, on voit que le journal commence à être à bout de souffle et, probablement, d'argent car il ne présente que quatre pages au lieu de huit. Faut-il s'étonner de cela? Comment une population francophone d'environ 25,000 à l'époque peut-elle encourager deux quotidiens («Le Temps» et «Le Droit») et un hebdo., de manière à leur permettre de vivre tous les trois. Deux devront disparaître et «Le Droit» survivra.

À l'automne de 1914, «La Justice» laisse tomber sa balance et ferme boutique mais, curieusement, le dernier numéro que possède la Bibliothèque nationale (25 septembre 1914) ne mentionne aucunement cette fin subite et les raisons de sa fermeture.

Ainsi disparaît un hebdomadaire sérieux, bien écrit, dans un français correct et sans bavure.

Je viens de mentionner la fondation, le 9 novembre 1912, du groupe «Le Ralliement» dont Mgr Gauthier était président d'honneur et l'aumônier le R.P. Conrad, supérieur du Monastère des Capucins à Ottawa. Cette société littéraire et patriotique comprenait, on s'en aperçoit, des traducteurs, des intellectuels, tous gens intéressés à la culture. A.H. Beaubien en fut le premier président, remplacé un peu après par Maurice Morisset. J.A. Archambault est directeur des travaux, C.H. Carbonneau est secrétaire, remplacé par René Séguin. H.P. Arsenault est vice-président. En 1913, D.T. Robichaud deviendra trésorier.



L'Institut canadien-français fête ses 60 ans d'existence le 17 novembre 1912. Les célébrations commencent, comme d'habitude, par une messe à la cathédrale Notre-Dame, chantée par Mgr Gauthier. L'orgue est tenu par Amédée Tremblay et le choeur est dirigé par Henri Lefebvre, maître de chapelle au Sacré-Coeur. Le R.P. Rouleau, dominicain, prononce un sermon très remarqué. Au banquet qui se tient au Château Laurier, Rodolphe Girard, président de l'Institut, a, à sa droite, Sir Wilfrid Laurier qui est, comme on sait, patron d'honneur de l'organisme. M. Girard a, à sa gauche, Sir Charles Fitzpatrick, Juge en chef de la Cour suprême. D'anciens présidents assistent à ces agapes fraternelles, dont MM. Gobeil, De Celles, C.A. Séguin, Siméon Lelièvre, le docteur Valade, Samuel Genest, Auguste Lemieux, A.T. Genest et Alp. Charron.



Rappelons qu'en 1874, le contracteur Pierre Rocque avait construit, à côté de l'église Ste-Anne, une salle qui s'appela tout d'abord Salle des Francs-Canadiens. Elle servit de centre de ralliement pour les oeuvres paroissiales et patriotiques, oeuvres aussi de charité pendant les temps durs, de manifestations familiales également. On dut remplacer l'ancienne salle par une nouvelle, au même endroit. Elle fut inaugurée au début de l'année 1912 et fut témoin de remarquables discours, appels à la solidarité, démonstrations de toutes sortes pendant les luttes scolaires. La scène servit également au théâtre amateur dont le public était extrêmement friand à l'époque. Parmi les hommes de valeur qui secondaient et épaulaient le curé Myrand, J.A. Séguin doit être tout spécialement nommé pour son énergie et la forte impulsion qu'il donna au Cercle social paroissial dont il fut le président pendant de longues années. Jules Tremblay dit de lui qu'il était une des forces maîtresses de la paroisse. Né en 1867, à Saint-André Avellin, M. Séguin était fonctionnaire au ministère des Travaux publics. Il avait épousé, en 1886, Zélia Gagnon qui lui donna douze enfants. Sa mort survint le 8 novembre 1922 après une très courte maladie. Il avait 54 ans.



En vrac, quelques nouvelles: Décès d'Édmond Gauthier, né à Trois-Rivières. Il vint à Ottawa vers 1887 et ouvrit une compagnie de pompes funèbres dont s'occupent maintenant ses deux fils Édmond et Henri. M. Gauthier habitait le 296 de la rue Creighton — Décès aussi de l'ancien inspecteur des écoles bilingues de l'Ontario Téléphore Rochon, auteur du «Système phonique». «La Justice» rend un bel hommage à M. Rochon «ardent éducateur et défenseur énergique de nos droits» dont la fille était l'épouse d'Aurélien Bélanger — Le Dr R. Chevrier est président du Bureau

de santé de la ville, et le fils de l'ancien maire Martineau travaille au Bureau municipal d'hygiène — Le 19 juillet, la cantatrice Juliette Gauthier, fille de M. Louis Gauthier et soeur de l'artiste Éva Gauthier, fait ses débuts à Rome comme chanteuse d'opéra. — Une invention qui n'a l'air de rien mais qui réchauffera, à la lettre, les gens frileux: l'invention de la couverture chauffée à l'électricité — Décès à 80 ans, le 3 janvier 1912 d'Élie Renaud, à sa résidence du 325 de la rue Clarence. Son fils, Élie, propriétaire d'une importante boulangerie, ferme son établissement pour quelque temps en signe de respect pour son père décédé — Décès de Mme Éric Quéry née L. Gareau, 158 Friel. Son mari travaille au Ministère des chemins de fer et canaux — Décès de Flavien A. Chabot, 57 ans, de la paroisse Notre-Dame (139 de l'Église). Il était l'oncle du Dr Chabot et le père d'Adolphe et d'Hyacinthe — J.H. Paré, du journal «Le Temps» est nommé vice-président du Club des journalistes — Décès, en août, de Soeur Marie St-Dominique, 41 ans, née Lavina Latrémouille, fille d'Octave Latrémouille, marchand-épiciier. Elle laisse cinq soeurs dont Mme Ernest Legendre, Mme L.G. Roy, Mme Eugène Beaupré et Mme Hector Châtillon — Décès également, en septembre, de Mme Émile Robitaille, née Amanda Laframboise. Elle est l'épouse du propriétaire de l'hôtel Sirdar, 191 rue Rideau. Elle laisse dix enfants: Oscar, Eugène, Léo, Lionel, Paul, Mme C.E. Rochon, Corinne, Simone, Laurette et Cécile. La défunte était la soeur d'Arthur M. Laframboise, propriétaire de l'hôtel Albion et d'Albert J. Laframboise, employé chez Garland & Fils — Décès en septembre d'Eugène Verreault, 64 ans, 255 Wilbrod — Décès de Joseph Letellier, marchand de chaussures, à 49 ans. Il habitait Hull mais son commerce était à Ottawa — Mort de Mme T. Lemay 54 ans épouse du marchand très connu de la rue Sussex. Elle était née Céline Dubé.



Divers

— Souvenir de l'ère napoléonienne: le prince Louis Murat, 61 ans, petit-fils de l'ancien roi de Naples, frère du vainqueur d'Austerlitz, meurt à Paris.

— Un incendie ravage le village de Pointe-Gatineau. Il prend au magasin d'Alphonse Béland. Rappelons que le maire du village est M. Lafortune.

— Louis Cyr, l'homme le plus fort du monde dit-on, et qui s'était retiré de l'arène en 1904, meurt à Montréal à 49 ans.

— À Hull, Hormidas Dupuis l'emporte sur le Docteur Archambault comme maire. Le 8 mars, à Hull, un accident de chemin de fer fait cinq victimes et un bon nombre de blessés. Un convoi de marchandises avait télescopé un train de passagers.

— Une terrible explosion se produit en Haïti, à Port-au-Prince. Une poudrière explose, met le feu au palais présidentiel et le président Leconte périt dans l'incendie ainsi qu'environ 400 personnes.

— L'abbé Deguire, le très populaire curé de St-Joseph d'Orléans, meurt subitement le 16 août. Il était né en 1864. À l'échelle internationale, on déplore le mort du général Booth, fondateur de l'Armée du Salut.

— Depuis de nombreuses décennies, les sportifs d'Ottawa peuvent pratiquer le sport du tennis à un club qui a été fondé en 1912 et qui se trouve au pied de la rue Donald, dans Overbrook. Situé au bord de la rivière Rideau, il offre aussi des courts pour le squash, une piscine et l'hiver, l'hospitalité de ses grandes pièces réchauffées par un réconfortant foyer. Un étroit pont de bois, que les sportifs trouvaient bien commode, joignait auparavant les deux bords de la rivière évitant le détour par le pont Cummings. Ce petit pont a disparu.

— La troupe du «Ottawa Little Theater» fut fondée en 1912 et se réunit à différents endroits jusque, en 1928, elle occupe l'église Eastern Wesleyan Methodist, rue King Edward, un peu au nord de la rue Rideau. Elle y est encore.

— À Ste-Rose de Lima, Monsieur Isaac Racine (96 ans) et son épouse (91 ans) célèbrent le 75ième anniversaire de leur mariage. Cinq de leurs enfants sont encore vivants. Les jubilaires ont 258 descendants. Je mentionne tout spécialement cet événement car il est assez extraordinaire.

L'AVENIR EST A CEUX QUI LUTTENT

LE DROIT



Page frontispice du premier numéro du journal «Le Droit» fondé le 27 mars 1913.



R.P. Charles Charlebois, o.m.i., fondateur du journal.

CHAPITRE XIV

1913 Au début de janvier, Samuel Genest est nommé président du Bureau des écoles séparées, nomination importante pour les Canadiens français qui trouveront en cet homme énergique, un défenseur courageux comme rarement on en rencontre.

Peu de jours avant sa nomination, Samuel Genest s'était insurgé contre le mutisme des journaux anglais quand il s'agissait d'appuyer les candidats canadiens-français aux élections municipales. En ce début d'année, avec l'appui du journal «Le Temps», E.J. Laverdure se présente à la mairie contre J.A. Ellis mais il est battu. M. Laverdure sera, peu de temps après, élu vice-président de l'Association conservatrice d'Ottawa, battant le docteur Parent, candidat à ce poste. Sont élus à la mairie les échevins Parent, Beaulieu, Desjardins, Labelle, Laroche et Racine. Genest reproche à Napoléon Champagne et au docteur Parent de s'être prononcés contre une juste répartition des taxes scolaires, cela en vue de s'attirer les votes des anglophones.

★ ★ ★

Le journal «Le Droit» ayant été fondé en mars 1913 pour défendre nos droits, directement menacés par le fameux Règlement XVII de 1912, j'ai cru bon de parler de sa fondation dans le chapitre consacré à nos luttes scolaires. C'est donc là que le lecteur trouvera des détails sur les débuts du seul quotidien de langue française qui existe actuellement en Ontario.

★ ★ ★

Un institut qui fut très populaire comme foyer pour jeunes filles et centre d'enseignement, est fondé ici en 1913 par Mère Saint-Thomas d'Aquin et le chanoine Plantin, de la cathédrale Notre-Dame d'Ottawa. L'oeuvre fut canoniquement érigée par Mgr C.H. Gauthier en 1919. À ses débuts, la Congrégation des

Soeurs de l'Institut Jeanne d'Arc s'installa aux 20-22 de la rue Water. Elle déménagea plus tard dans l'immeuble de la rue Sussex, ancien hôtel Revere où les Soeurs accueillirent les jeunes filles qui cherchaient un foyer. L'Institut offrait également des leçons de sténographie et de dactylographie et les cours de français de Mère Saint-Thomas d'Aquin étaient réputés de par la ville.



Une invention moderne, que l'on prend pour acquise, mais qui a grandement amélioré la circulation, fut faite par James Hoge en 1913. Il s'agissait des feux automatiques qui succédaient à ceux actionnés à la main vers 1910 à Détroit, aux USA. Cependant, au Canada, ce ne fut que pendant les années Vingt que cette signalisation fut installée. À Ottawa, le Conseil de ville approuva, le 6 décembre 1927, les premiers feux de circulation à deux endroits: à l'angle des rues Sparks et Bank ainsi que Metcalfe et Sparks.



Tout n'est pas rose sur la colline car de longs débats ont lieu sur cette fameuse question de l'aide à l'Angleterre, question dont j'ai déjà parlé. Pendant deux semaines, en 1913, les discours en Chambre des communes ont l'allure d'un combat aux cent rondes. Des députés, qui n'avaient jamais élevé la voix, prennent la parole et la gardent jusqu'à essoufflement, sur des sujets souvent très éloignés des débats en cause, à savoir le choix entre la théorie des Conservateurs affirmant que le Canada serait incapable de construire des navires de guerre et le versement de trente-cinq millions de dollars à l'Angleterre pour ce faire. Les Libéraux, eux, Sir Wilfrid en tête, désiraient plutôt créer une marine canadienne, avec des navires de guerre de dimension raisonnable et un programme d'entraînement des marins qui les monteraient. Churchill, se mêlant de ce qui ne le regardait vraiment pas puisqu'il s'agissait ici d'une discussion au niveau du Canada, donnait naturellement toute son approbation à la thèse conservatrice. Disons que tout cela se termina par la mort du «Navy Bill» le 30 mai 1913. Il avait été accepté par la Chambre des communes, mais rejeté par le Sénat.

«Le Temps» encore libéral en 1913 et admirateur de Laurier, relate cette «scène honteuse» à la Chambre. Une manoeuvre du gouvernement empêchera donc le chef de l'opposition de parler mais, un peu plus tard, il pourra prendre la parole. Le journal mentionne les magnifiques envolées oratoires de Sir Wilfrid, et dira: «Jamais il n'a été plus beau à voir, dominant de toute sa taille et de tout son génie ceux qui n'avaient pas hésité à faire fonctionner la machine politique pour appliquer un baillon sur sa bouche». À l'époque, le journal ne manque jamais d'applaudir aux succès du

chef de l'opposition. En mai, à Toronto, Laurier parle devant 10,000 personnes et fait «un des plus beaux discours de sa carrière».

L'attitude du journal «Le Temps» au moment où un autre quotidien de langue française est fondé et où un hebdomadaire «La Justice» lui enlève certainement des lecteurs, surprend, mais on sent là les sursauts d'une oeuvre qui s'achève. Ainsi, dit Maurice Arby, son rédacteur en chef, «Le Temps» a maintenant une clientèle accrue; il achète par conséquent de nouvelles machines à composer, etc. Il est vrai que son apparence s'améliore nettement. Il y a davantage de photos et elles sont plus claires. À part cette annonce par Arby, le journal garde toujours l'anonymat quant à ses collaborateurs. Même les éditoriaux ne sont pas signés et il me sera difficile de trouver qui étaient les journalistes travaillant à ce journal. Au contraire, les vigoureuses opinions du «Droit» paraîtront toujours, dans la page éditoriale, au-dessus d'une signature, de même que les articles spécialisés qui parsèmeront ses pages.

Nous apprenons d'ailleurs, par ricochet, que Maurice Arby est secrétaire du comité municipal, ce qui explique probablement pourquoi les nouvelles sur l'hôtel de ville sont si détaillées et si nombreuses dans «Le Temps».

★ ★ ★

J'ai souvent mentionné le nom d'Alphonse Desjardins, sténographe à la Chambre des communes jusqu'en 1917 et fondateur des Caisses populaires. Le 27 avril 1913, il assistait à l'installation de la caisse Notre-Dame d'Ottawa — il habitait ce quartier, rue St-Patrick — et prononçait une conférence à cette occasion. C'est dans un modeste magasin rue Clarence que l'organisme d'épargne et de prêt eut ses débuts, le gérant du magasin étant aussi celui de la caisse. On raconte que les précieux documents étaient déposés dans une boîte en fer-blanc, coffre-fort rustique et sûr, qui préluait bien pour l'avenir de cette caisse qui est l'une des mieux gérées d'Ottawa. Elle voulut toujours une rassurante continuité dans le travail de son gérant et le meilleur exemple en est M. Louis J. Billy qui s'en occupa pendant 41 ans jusqu'à sa retraite en 1954. Mon père, grand admirateur de la caisse Notre-Dame, fut membre de la Commission de crédit pendant de nombreuses années.

★ ★ ★

Pendant plusieurs années, l'Institut canadien-français se réunissait au Monument national mais, en mai 1913, des divergences de vue sur les conditions d'hébergement firent l'objet de vives controverses. Des mots aigres-doux furent prononcés entre C.S.O. Boudreault, directeur du Monument et Rodolphe

Girard, président de l'Institut. Il fut décidé que ce dernier trouverait ailleurs un local plus conforme à ses goûts et, probablement, à son budget.

Ce fut en cette année 1913 que mourut un des membres fondateurs du Monument national, le marchand Alfred L. Pinard, qui tenait un commerce florissant rue Rideau. Né à St-David de Yamaska en 1847, il avait été ici président de l'Association St-Jean Baptiste. On sait que son fils mourut à plus de cent ans il y a quelques années seulement, pensionnaire de la Résidence St-Louis, tenue par les Soeurs Grises à Orléans.



En février, Mgr Bruchési s'élève contre l'immoralité du tango et autres danses nouvelles. Il proteste énergiquement contre l'immodestie des vêtements féminins, même à l'église où on montre trop généreusement les épaules et les bras recouverts de manches courtes, modes destinées à donner des idées (comme s'ils n'en avaient pas suffisamment) aux hommes portant des regards prolongés sur ces belles impudiques... Monseigneur dit que de telles modes indécentes peuvent porter le prêtre à refuser la communion à ces femmes, lesquelles si elles sont trop échancrées au haut du vêtement, ne montrent certes pas leurs chevilles car les jupes traînent à terre. Que dirait ce bon archevêque s'il voyait aujourd'hui les robes-soleil, les dos nus, les shorts très courts? On frissonne à cette pensée! Et, les têtes nues? Cette mode introduite il y a une trentaine d'années ne l'était pas partout car je me souviens de m'être fait vertement rabrouer alors par une vieille Italienne dans une église de Rome; d'un air courroucé, elle désignait ma chevelure, en murmurant, les yeux furibonds: «pagnuelo, pagnuelo...» Pour calmer son courroux, je mis, sur ma tête, un petit carré de mouchoir... et tout fut dit.



Ce fut en 1913 que A.N. Castonguay ouvrit son studio de photographe au numéro 331 1/2 de la rue Dalhousie. Il fut extrêmement populaire pendant de longues décennies et il existe peu de Canadiens français qui ne possèdent, dans leurs albums de famille, de belles photographies des leurs, prises par M. Castonguay qui vécut très âgé.



Le théâtre, populaire ici en tout temps, l'est particulièrement pendant ces années d'attente anxieuse qui précèdent la guerre. La Société des Débats français de l'Université d'Ottawa présente, au théâtre Russell, «Les anciens Canadiens». À la salle Ste-Anne, J. Provost, Jos. Laflamme, Léonard Beaulne, Ernest St-Jean et J.W. Gélinas jouent dans «Jean sans nom». Les élèves du Conservatoire

Lasalle donnent «Britannicus» au théâtre Russell, au bénéfice du Centenaire Cartier. Dans la pièce «Le Chevalier de Lagardère», Léonard Beaulne interprète le rôle de Passepoil.

D'ailleurs, d'autres manifestations attirent une population qui se groupe, se serre les coudes et encourage, en ces années difficiles, les réunions où les nôtres peuvent montrer leur esprit d'équipe. Ainsi, l'Union St-Joseph, sous Olivier Durocher, son Président général, fête ses cinquante années d'existence avec beaucoup d'éclat. Après la procession, il y a messe en plein air au carré Ste-Anne. Le chant de la Messe en cinq parties de Gounod est sous la direction de Napoléon Mathé; le chœur comprend 300 voix. Cette superbe messe sera répétée aux fêtes de la St-Jean Baptiste. Le banquet a lieu sous la présidence du Dr J. Archambault, médecin général de la Société, à l'auditorium du Parc Royal; 1,500 convives y assistent dont Sir Wilfrid Laurier, les Honorables Belcourt, Coderre et beaucoup d'autres. Des fondateurs de l'Union dont les noms ont été mentionnés aux pages 76 et 77 du Tome II, il ne reste, en 1913, que MM. Jean-Baptiste Champoux et Léonard Desmarais.



En 1913, l'Association St-Jean Baptiste, plus souvent appelée Société St-Jean Baptiste, fête ses soixante ans d'existence à Ottawa. Elle avait été fondée à Montréal en 1834 par Ludger Duvernay, et à Bytown ce fut en 1853, l'année même où Joseph-Balsura Turgeon fut premier maire de langue française de la petite ville, presque un village à l'époque.

M. C.S.O. Boudreault, l'infatigable, est président général de l'Association à Ottawa. Les vice-présidents sont C.A. Séguin et J.B. St-Laurent. Les autres membres du Bureau de direction sont J.A. Patry, secrétaire, H. Ménard, secrétaire-correspondant, C.J. Bettey, trésorier et aussi Francis Larocque, Cyrille Bélanger, J.I. Dionne, L.J. Bourdon, J.O. Leblanc, J.D. Lavergne, A.E. Charron, E. Terrien, J.A.N. Mercier et J.A. Grenon.

Les réunions ont lieu au Monument national du 21 au 24 juin. Une parade historique conduit les participants à travers les rues de Notre-Dame, de la Côte de sable et de Ste-Anne jusqu'à l'Oval de l'Université où est chantée une messe en plein air par Mgr Charles-Hughes Gauthier. Le sermon est donné par l'abbé H. Chartrand, curé de St-Joseph d'Orléans. Un orchestre de 60 musiciens dirigé par M. Albert Tassé accompagne un chœur de 400 voix qui exécute la messe de Gounod, sous la direction de M. Napoléon Mathé. À 3 heures de l'après-midi, concert de gala au Monument national par l'Association Philharmonique de St-Hyacinthe, une fanfare de 60 musiciens. Le soir, à l'aréna, avenue Laurier, grand ralliement de

tous les Canadiens français. Le docteur Chabot souhaite la bienvenue, Paul G. Ouimet de Montréal chante le «O Canada», le sénateur Belcourt parle sur «Le français en Ontario», M. A.E. Charron récite «Notre langue», Adjutor Rivard, président de la Société du Parler français, l'hon. Henri T. Ledoux, président général de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique, l'abbé Sylvio Corbeil, principal de l'École normale de Hull et, finalement, M. Armand Lavergne, député, prennent la parole tour à tour. Dans chaque intervention, il est question des droits de la race française dans l'Ontario.

Le lundi 23 juin a lieu la grande parade militaire de la Brigade internationale des Gardes indépendantes du Canada et des États-Unis et, l'après-midi, au champ de tir de Rockcliffe, concerts militaires par les différentes fanfares, suivis d'un souper-causerie. Le soir, au théâtre Russell, «Les vengeances» de Pamphile Lemay est présenté par le cercle Marie-Jeanne, de Hull, sous la direction de C.E. Marchand. Le mardi, procession d'automobiles, suivie d'un pèlerinage des Gardes indépendantes à Notre-Dame de Lourdes, chemin de Montréal. Puis, il y a différents exploits sportifs à l'Oval de l'Université. Le tout se termine au terrain de l'Exposition, rue Bank, par un concert militaire, feu d'artifice et chant de «O Canada».

Rappelons que les paroisses d'Ottawa, de Hull, de Gatineau et d'Aylmer avaient pris part à la parade historique et avaient présenté des chars allégoriques sur des thèmes tels Dollard des Ormeaux, Mlle de Verchères, Jacques Cartier, etc.

Je vous ai donné de nombreux détails sur cet événement parce que mes parents gardaient soigneusement une brochure assez importante qui contenait le programme et je l'ai feuilletée avec attention. On y voit les portraits de Mgr J.O. Routhier, chapelain, du sénateur Belcourt, de l'hon. J.O. Rhéaume, de MM. J.U. Vincent, C.S.O. Boudreault, Ovila Séguin, J.B. St-Laurent, J.A. Patry, des curés Barrette et Thériault, directeurs du Comité d'organisation. On voit aussi une série de photos des militaires impliqués dans les parades: le brigadier-général Barthe, le capitaine Norbert Aubin, le major Charles E. Lemieux, le major W.A.J. Bédard, le colonel L.G. Roy, le lieutenant Ernest Glaude et la photo des présidents de sections.



En vrac, nouvelles d'Ottawa pour cette année 1913: Décès de Mme Eugène Martineau, 77 ans, veuve de l'ancien maire d'Ottawa. Née Bourgeois, à Ottawa, elle habitait le 59 de la rue Bolton et laissait deux fils dont Joseph, et trois filles: Clothilde, Joséphine et Marie-Julie. — François-Xavier Brunet, né en 1868 à St-André

d'Argenteuil, fils d'un voiturier, vient à Ottawa avec sa famille en 1873, étudie au Collège St-Joseph et au Grand séminaire. Ordonné prêtre en 1893, vicaire à Masson, Thurso, Aylmer, curé à Mayo et à Bourget, il est, en 1904, secrétaire de Mgr Duhamel. Le 29 octobre 1913, il est sacré par Mgr Gauthier premier évêque de Mont-Laurier. — Deux wagons du Pacifique-Canadien déraillent près de Britannia, à l'ouest d'Ottawa. Ils quittent les rails et culbutent dans l'eau du lac Deschênes. Les passagers peuvent, pour la plupart, se sauver de la noyade mais, tout de même, huit personnes perdent la vie et une soixantaine sont blessées. — Un incendie important prend au sous-sol du magasin de chaussures Letellier, en avril, et cause beaucoup de dommages aux immeubles voisins, à l'angle des rues Sussex et Rideau. — Le même mois, on pense à traverser l'Atlantique en aéroplane. S.F. Cody, aviateur anglais veut tenter cette expérience. Le «London Mail» annonce qu'un prix de \$50,000 sera donné au premier aviateur à traverser l'océan en soixante-douze heures. Plus près de nous, c'est l'automobile qui est un objet d'inquiétude chez ceux qui tiennent le volant. Les mauvais chemins des environs de la ville, la boue, les ornières causent de nombreux ennuis aux chauffeurs qui doivent souvent demander aux habitants des fermes environnantes et à leurs chevaux de tirer de leur fâcheuse position une voiture en difficulté.

Décès d'Albert Godin, en avril. Il était libraire rue Dalhousie, magasin populaire; tout le quartier connaissait les demoiselles Godin qui étaient probablement les soeurs d'Albert et qui habitaient la rue Water (Bruyère) en face de l'hôpital. — J.P. Lemoyne de Martigny, employé civil, 55 ans, meurt le 8 janvier 1913. Il habitait le 361 de la rue Wilbrod. — Une famille très éprouvée fut celle de M. de La Salle, rue Guigues, près de Dalhousie. Un petit garçon de deux ans mourut à la fin de mars 1913 et, la même année, le jeune Robert se noyait.

Ancien président de l'Union St-Joseph, habitant rue St-André, Joseph Patry meurt en juin 1913. Il est le père du sympathique et dévoué secrétaire général de l'Association St-Jean Baptiste, J.A. Patry. — Mme E. Robert, épouse d'un entrepreneur d'Eastview meurt en mai, et le docteur J. Édmond Roy décède le même mois.

Sir Richard W. Scott, ex-secrétaire d'État, meurt le 23 avril 1913 à l'âge de 88 ans. Je mentionnerai, dans le chapitre «Luttes scolaires», nos ennemis, les catholiques d'une autre langue que le français, alliés souvent aux Orangistes. Cependant, il ne faut pas généraliser et, plusieurs fois au cours des années de lutte, des hommes importants de langue anglaise prirent la défense des nôtres et furent de sincères amis. Tel était Sir Richard. Sénateur, un des membres les plus admirés du parti libéral, il était ardent catholique et fut, on s'en souvient, un des premiers maires

d'Ottawa, précédant, en 1852, le terme de Joseph-Balsura Turgeon (Voir Tome II, page 77). Ses funérailles eurent lieu à l'église St-Joseph au milieu d'un imposant cortège d'amis. Il laissait deux fils: D'Arcy Scott et W.I. Scott et quatre filles: Mme G. Desbarats, Mme Fletcher de Vancouver, Mlles Nancy et Francis Scott, d'Ottawa. Lady Scott était décédée depuis quelques années.

À la fin de ce chapitre, je devrais mentionner qu'en ces années troublées, il y a un nombre impressionnant de suicides; un père ou une mère entraîne souvent ses enfants dans la mort avant de disparaître à son tour; une vie sentimentale troublée pousse les jeunes gens à s'enlever la vie. On se demande pourquoi cette époque est ainsi marquée par une absence totale de confiance dans l'avenir. L'inquiétude s'empare t-elle des personnes, déjà perturbées par une vie personnelle malheureuse, à l'approche de la catastrophe qui bouleversera le monde entier? On s'interroge...



Divers

— C'est en marchant, distrait, sur les rails de chemin de fer que Louis Hémon est frappé par un train et tué en 1913 à Chapleau, en Ontario. Il avait 33 ans. Le 12 juin 1938, eut lieu l'inauguration d'une plaque commémorative à la gare de Chapleau, près du cimetière où reposent les restes du romancier français, auteur de «Maria Chapdelaine». La soeur et la fille du romancier étaient arrivées au Canada quelques jours plus tôt, invitées par Les Amis de Louis Hémon. Elles avaient visité la région de Péribonka avant de se rendre au cimetière de Chapleau jeter une poignée de terre de France sur la tombe de Hémon, tandis que la soeur de l'écrivain cueillait quelques fleurs pour les apporter à la mère de Louis, vieille dame restée en France et âgée à l'époque, de 87 ans. Le 13 juin, Mlles Hémon étaient à Ottawa et étaient reçues dans les salons de l'Institut Jeanne d'Arc. Les journalistes les interrogèrent. Le représentant du journal «Le Droit» trouva ces dames gracieuses et d'un charme bien français. La soeur de Louis Hémon, bien qu'âgée, était petite, vive et parlait beaucoup tandis que la fille de l'écrivain était, au contraire, grande, avec l'apparence d'une Anglaise, ce que sa mère était, d'ailleurs. Dans le numéro de janvier-mars 1975 de la Revue de l'Université d'Ottawa, le R.P. Paul Gay a parlé de la vie mouvementée de Louis Hémon, ennemi des conventions et a donné beaucoup de détails généralement ignorés ou oubliés sur ce personnage énigmatique.

— En 1913, dans la petite chapelle de la rue Murray, si chère au cœur des gens du quartier, un mariage était célébré qui tenait encore fortement en 1983. L'Italien Giuseppe épousait sa chère Domenica, dans cette jolie église que les groupes ethniques

fréquentaient, écoutant une messe dite dans leur langue. Le couple — lui, 92 ans, elle 90 ans — habite rue Preston, dans le quartier italien. Dans un monde où tout se défait, une telle fidélité à la parole donnée doit être soulignée.

— Une terrible tempête sur les Grands lacs cause le naufrage de soixante-sept navires; 251 personnes périssent.

— C'est en 1913 qu'un employé du Ministère de l'Intérieur trouva, à deux milles de Baie Constance, une épée rouillée qu'un archéologue identifia comme étant du temps de Champlain. Peut-être Champlain lui-même ou quelqu'un de sa suite descendit-il à terre en ce jour d'il y a trois cents ans, pour explorer les rives? Je me demande où est cette épée maintenant? La même année, 1913, on retrouve à Pierre, capitale du Sud Dakota, une plaque enterrée là en 1743 par La Vérendrye. — Le 12 septembre 1913, décès du Français Henri Meunier, roi du chocolat, propriétaire depuis 1895, de l'île d'Anticosti qu'il avait payée \$160,000. Il s'était marié en 1911 seulement avec Rhyra de Seillière, fille d'un baron. Lorsque j'ai rencontré le fils d'Henri, à St-Léonard, près du château de Chantilly, là où la famille possédait une maison de campagne et une meute pour chasse à courre, on me parla beaucoup de cette île d'Anticosti qui avait été dans la famille depuis de nombreuses années. On sait que la famille Meunier est propriétaire du magnifique château de Chenonceaux, en France.

— En octobre 1913, décès de Théodore Dubois, ancien directeur du Conservatoire de Paris et auteur des «Sept paroles du Christ», belle oeuvre que des chorales d'Ottawa, dont celle dirigée par M. Charlebois, ont souvent chantée au temps de Pâques dans les différentes églises de la capitale.



1913-1930 — Samuel Genest, président de la Commission des Écoles séparées d'Ottawa.

CHAPITRE XV

1914 L'année marque surtout le début de cette guerre contre l'Allemagne, à laquelle personne ne croyait et qui durera quatre cruelles années. L'héritier de l'empereur d'Autriche est tué avec sa femme en Serbie, le 28 juin. Un mois plus tard, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie, puis à la Russie, à la France, à l'Angleterre et au Japon. L'Allemagne entre dans cette danse macabre à côté de l'Autriche. Les États-Unis se joindront aux alliés en 1917. À la fin, le terrible bilan se chiffrera à 8,700,000 militaires et civils tués, dont 55,000 soldats canadiens. Le premier régiment canadien à partir pour combattre sera le Princess Pats.

Je ne saurais entrer ici dans des considérations qui m'amèneraient trop loin sur la participation des Canadiens français à cette armée dont la seule langue de commandement était l'anglais; je pense, cependant, que le Livre du souvenir qui se trouve dans la Tour de la Paix, à Ottawa, contient un bon nombre de noms français dans la liste de ceux qui donnèrent leur vie pour une cause juste. Ma théorie à l'effet que les nôtres firent amplement leur part, trouve dans ces pages marquées du sceau de l'héroïsme, une pleine justification.



Les élections provinciales eurent lieu à la fin de juin 1914 et le parti conservateur fut réélu, bien qu'ayant perdu des votes dans les comtés où les francophones étaient nombreux. Le conservateur Napoléon Champagne fut battu dans Ottawa-Est, remplacé par Albert Pinard, libéral. Peut-être par dépit, Champagne se rangea du côté de J.U. Vincent qui attaqua «Le Droit», l'ACFEO et, surtout, le sénateur N.A. Belcourt que Vincent était loin de porter dans son cœur. Mais, cela relève de nos luttes scolaires et j'en parle ailleurs.

Quelques mois plus tard, le Premier ministre ontarien Whitney mourut, remplacé par W. Hearst.



En 1914, on commença à recruter des candidats en vue de fonder ici une compagnie de zouaves. Alphonse Drouin (voir Tome III, p.237) ancien zouave, habitait St-Jean Baptiste et ce fut dans cette paroisse que le mouvement fut mis sur pied en mars, première compagnie de zouaves en Ontario. Les présidents honoraires de la nouvelle association furent des zouaves authentiques: Alphonse Drouin et Paul Dumais, faits Chevaliers de l'Ordre de St-Grégoire en cette même année 1914. Il y avait, à Ottawa, deux autres de ces braves jeunes gens qui volèrent au secours du Pape en 1868: Mgr Routhier, vicaire général du diocèse d'Ottawa et M. Joseph Vincent (Tome II, pages 144 et 145).

Personne n'a pu identifier pour moi la photo que je vous présente ci-dessous, et qui m'a été remise par une aimable lectrice. Elle date certainement d'avant les années Vingt puisqu'on aperçoit, à la gauche, l'historien Benjamin Sulte (mort en 1923) qui, apparemment, se prépare à sortir de sa poche des notes qu'il lira par la suite. On voit là, au centre, Mgr Routhier, le chanoine Campeau, le chanoine Plantin, ainsi qu'un zouave, peut-être M. Dumais qui, me dit-on, était un homme âgé vers ces années. S'agit-il d'une photo prise lors de la fondation de la nouvelle compagnie, comme pourrait le laisser croire le solide zouave qui semble en vedette à la gauche de Mgr Routhier? Si un de mes lecteurs peut éclairer ma lanterne et renseigner ma lectrice, je lui en serais reconnaissante.



Par la suite, les zouaves au pittoresque costume, prirent part, à Ottawa, à toutes les manifestations religieuses et patriotiques et figurèrent avec avantage dans tous les défilés. J'ai peu de détails sur

un corps de zouaves fondé, dit-on, en 1915, dans la paroisse Notre-Dame de Lourdes, par M. W. Lafrance, plus tard commandant.

Une très bonne troupe qui fut, elle aussi, de toutes les parades, religieuses et patriotiques, fut celle des cadets de l'Académie de La Salle, fondée en 1914 par le directeur de l'Académie, le Frère Romuald. Cette troupe fit sa première sortie officielle le 24 mai 1914 au milieu de spectateurs enthousiastes qui ne lui ménagèrent pas leurs applaudissements. Elle était d'une tenue impeccable, disciplinée, habilement dirigée par le capitaine J.A. Wilfrid Labelle. Le Frère Dufour dit, très justement, que ce corps de cadets, et sa fanfare dirigée par le Major C.A. Day, eurent bientôt une réputation d'excellence, soulignée lors de l'inspection annuelle qui se faisait souvent sur la colline du Parlement et qui donnait lieu à d'élogieux commentaires de la part des journaux de l'époque.



Il est étonnant de voir combien, à l'époque, les journaux «tournent capot» selon que le propriétaire est libéral ou conservateur. Ainsi, «Le Temps», toujours fervent admirateur de Sir Wilfrid Laurier, attaché aux réalisations du parti libéral depuis sa fondation, se retrouve conservateur en politique pendant cette année 1914. Le sénateur N.A. Belcourt avait été le principal actionnaire du journal jusqu'à présent. Mais, il était libéral, et le parti avait été défait en 1911. Maintenant, A.E. Rae, de l'importante maison du même nom, installée dans l'immeuble qui s'appellera Daly plus tard, achète le journal dont Omer Chaput devient directeur-gérant. On ne le dit pas mais il saute aux yeux que ces hommes sont du parti au pouvoir. Ils s'en repentiront car «Le Temps» ne fera pas long feu «bleu». Il semble, d'ailleurs, que ce journal se fait des ennemis pendant cette période troublée. «La Justice» s'en prend souvent à lui, et «Le Droit» ne le prise guère. Il fait mieux de disparaître. C'est ce qu'il fera en 1915. Rappelons que l'hebdomadaire «La Justice» disparaît en 1914, tel que mentionné ailleurs.



Le 3 novembre 1914, décès du docteur Coyteux-Prévost, populaire médecin dont j'ai parlé dans le Tome III. Il laisse deux fils, Alfred et Rodolphe, et trois filles, Mme Raymond et Mlles Ida et Eva.

En septembre, décès de M. Éric Quéry, né à Sorel, réviseur d'épreuves au Bureau de traduction de la Chambre des communes depuis 1874. Il laisse, entre autres, deux fils: Élie et Éric fils. — La mère de C.S.O. Boudreault, directeur de la «Ottawa Printing Company» meurt à Québec, à 85 ans. Elle laissait quatre fils: C.S.O., Joseph, André et Achille. — En décembre, mort de Félix Ménard, 68

ans, 226 rue St-Patrick. — Décès également de M. Charron, né à Bytown en 1851. — En juin, l'ancien député conservateur à Ottawa et à Toronto Honoré Robillard meurt à 80 ans. — En novembre, décès de L. Quirouette, 48 ans, 277 St-Patrick. Né à Québec en 1865, marié ici en 1885, il laisse plusieurs enfants: Louis, Édouard, Alfred, Marie-Anne, Rosa, Marguerite et Germaine.



En 1914, Mgr Gauthier préside à la bénédiction du nouveau cloître des Visitandines, communauté dont j'ai raconté la fondation en 1910. D'autre part, une autre communauté vient s'installer à Ottawa. Les chanoinesses régulières des cinq plaies de Notre-Sauveur étaient venues au Manitoba en 1895, à la demande de l'archevêque. Elles arrivèrent ici vers 1914 et occupèrent une maison du 121 Chapel où, quelquefois me dit-on, Mme A.B. Lacerte montait des pièces de théâtre, peut-être au bénéfice de cette communauté que l'on désignait simplement comme «Les Chanoinesses». En 1928, ces religieuses prirent la direction de l'Orphelinat Ste-Thérèse, à Hull. La maison mère se trouve à Lyon, France.



Encore une fois, la fête de la St-Jean Baptiste est fêtée avec éclat et des personnes d'un certain âge se souviennent encore de l'ode symphonique qui fut présentée à cette occasion au théâtre Russell: «Christophe Colomb», chef-d'oeuvre de Félicien David, déjà joué au début de juin. Paul J. Ouimet de Montréal avait alors chanté le rôle titre. Le 24 juin, cependant, il ne put se libérer et Georges Ardouin de Hull le remplaça. Le ténor Eugène Leduc chantait également dans cette oeuvre, ainsi que Del Val Richard, «le petit mousse», un bambin de talent avec de rares qualités vocales. Le concert avait été organisé par Napoléon Mathé et la direction de l'oeuvre confiée à M. C.J. Charlebois.

À propos de musique, il semble que, maintenant, la chorale de Notre-Dame d'Ottawa est de nouveau dirigée — mais peut-être est-ce seulement pour un temps — par Napoléon Mathé, avec Amédée Tremblay comme organiste car, comme d'habitude, on apprend par les journaux le programme des chorales d'église pendant les fêtes religieuses importantes. Celle de Notre-Dame a pour solistes Rodolphe Guibord, Achille Fortier, Hormidas Breton et Charles Pinard.

Le 23 mai 1914, on fête les cinquante années de sacerdoce de Mgr Routhier, vicaire général du diocèse, et ancien curé de Notre-Dame, remplacé en 1911 par le chanoine Campeau. Mgr Routhier, dont la bonté et la sérénité cachaient une âme agissante, encouragea et soutint les nôtres dans leurs luttes scolaires.



Divers

— En juin, Ottawa reçoit la visite de François Coppée, et de Sir Conan Doyle, célèbre auteur de romans policiers.

— Mme Thomas Ahearn, présidente de la «Ottawa Women's Historical Society» choisit, en 1914, l'emplacement où s'élèvera la statue de Champlain au parc Nepean. À cette occasion, l'historien Benjamin Sulte prononce un discours qui fut, dit-on, splendide.

— Le théâtre Clancy ouvre ses portes, rue Bank, près de Gladstone. Plus tard, il prendra le nom de «Rialto».

— Le navire «Empress of Ireland» sombre dans le fleuve St-Laurent, en face de Pointe-au-Père, après avoir heurté un autre navire. Il y a plus de mille pertes de vie. Autre catastrophe, celle-là en Alberta: cent quatre-vingt-neuf hommes sont tués dans un accident à la mine de Hillcrest.

— Le prieuré de St-Benoît-du-Lac est fondé en 1914 par quelques Bénédictins du monastère de Saint-Wandrille, près de Rouen. Le 30 novembre de la même année, le Supérieur, Dom Vannier, se noyait accidentellement.

— «Le Droit» nous apprend qu'un M. Louis de Noailles qui travaillait à Ottawa comme traducteur à la Chambre des communes depuis quatre ans, quitta le Canada à la déclaration de la guerre et fut tué à Ypres, en novembre 1914. Il était naturalisé canadien. Était-il un parent des maréchaux, ducs de Noailles, de qui descendait Adrienne, épouse du marquis de La Fayette dont la vie a été écrite par André Maurois? Des recherches passionnantes pourraient être faites sur ce sujet. . . si le temps, notre maître à tous, le permettait!



1916 — Dames gardiennes des écoles Brébeuf et Ste-Anne: Mme Labonté, qui tient la clé, est probablement la présidente du groupe. Elle est la mère de Mme Henri Laframboise. Les autres dames sont Mme Langlois, épouse d'un conducteur de tramway; Mme Guénette, épouse du forgeron; Mme Marquis, mentionnée ailleurs; Mesdames Blanchet, Richer, Spénard, Choquette, Chiquette, Charbonneau, Neveu et Boisvenu. Il est possible qu'il y ait erreur dans cette nomenclature de noms, ce dont je m'excuse.

CHAPITRE XVI

1915 On ne peut s'étonner qu'en ce début d'année, la guerre en Europe fasse les manchettes des journaux. De grands articles à gros titre proclament les victoires mais aussi les défaites des Alliés. «Le Temps» en particulier y consacre sa première page tandis que «Le Droit», lui, s'intéresse tout particulièrement aux conflits scolaires sans négliger toutefois les nouvelles qui nous viennent du front. On apprend que les Allemands ont arrêté le cardinal Mercier coupable d'avoir écrit une lettre pastorale à ses ouailles, les Belges. On sait que l'héroïque cardinal viendra à Ottawa quelques années plus tard. Lorsqu'un citoyen d'Ottawa meurt ou est blessé au champ d'honneur, «Le Droit» le mentionne. Ainsi, meurt au front Conrad Baril, fils de J.A. Baril d'Ottawa, et frère de Wilfrid Baril, traducteur à la Chambre des communes, et de J.R.A. Baril, secrétaire de la Commission du Service civil.

L'état de guerre est bien en évidence à l'ouverture officielle de la session à la Chambre des communes lorsque le duc de Connaught, comme aussi les nombreux députés et sénateurs qui font partie des forces armées, apparaissent en uniforme, ce qui donne à la manifestation un tout autre caractère que l'habituelle réunion mondaine.

Ottawa reçoit aussi la visite de ceux qui ont vu l'affrontement entre Alliés et Allemands et nous en parlent. À l'Alliance française, Eugène Brioux donne une conférence sur «Ce que j'ai vu pendant la guerre» devant Sir Wilfrid et Lady Laurier. Souvent aussi, le Gouverneur et son épouse, qui parlent tous deux parfaitement bien le français, viennent honorer l'auditoire de leur présence. Henri Lavedan, de l'Académie française, parle devant les membres de l'Alliance française, qui sont très nombreux. Par centaines, ils envahissent la salle du Château Laurier où se tiennent d'habitude les réunions.

Le Monument national a aussi son quota de conférenciers. Benjamin Sulte parle des «Oeuvres de Champlain»; sous les auspices du Cercle Duhamel de l'ACJC, Armand Lavergne donne une conférence: «Les deux langues au Canada». Il y a ce qu'on appelle «Les soirées de famille» au Monument national; on y entend des poésies, des pièces de théâtre, et de la musique. Le public est très friand de ces rencontres. Cependant, les finances du Monument national ne sont pas brillantes et, en janvier, on élit MM. J.U. Vincent, Tertulien Lemay, Cyrille Pothier, J.B. Couillard et Oscar Leclerc au Bureau de direction car ce sont là des hommes au courant d'une bonne gestion. Ils réussiront peut-être à redresser la situation.

À propos de musique, le théâtre Russell reçoit, à la fin de décembre 1915, l'incomparable Melba sur qui on ne tarit pas d'éloges. Et, le Cercle social de la paroisse Ste-Anne d'Ottawa continue son excellente présentation de pièces de théâtre amateur. J'ai pu lire, aux archives de Ste-Anne, la charte provinciale de cet organisme paroissial, datée du 26 mars 1915. Pour le Cercle, apparaissent MM. Joseph-Adélarde Séguin, Odilon Létourneau, Wilfrid Cyprien Lacelle et Raoul Bélanger, fonctionnaires fédéraux, et Joseph-Isaïe Dionne, imprimeur. MM. Séguin, Létourneau, Lacelle et Bélanger sont nommés directeurs provisoires de la Corporation. Le théâtre Russell présente aussi des pièces en français dont «Rédemption» d'Octave Feuillet, jouée, entre autres acteurs, par Émile Desrosiers et Raoul Mercier. La même année, Léonard Beaulne présente «Les deux Harpagon» et «Le moulin du chat qui fume».



Rue Wellington, s'élève en 1915, une nouvelle église St-François d'Assise dont s'occupent les Capucins. Elle est grande et imposante, solide ensemble de belles pierres grises (voir Tome III, page 144). La population était alors fortement attachée à ses pasteurs, saints religieux et prêtres dévoués dont on voyait les robes brunes parcourir les rues de la ville en quête de l'âme charitable, le chapelet de bois entourant la ceinture faisant un cliquetis dont se souviennent encore certaines personnes. Ces Capucins portaient de longues barbes et leurs pieds étaient nus dans des sandales; leur seul vice — si vice il y a — était leur goût pour le tabac à priser. Mon père, marchand à l'angle des rues Garland et Ladouceur, en savait quelque chose. Aujourd'hui, les terrains entourant la belle église ont été considérablement morcelés. Les expropriations, les ventes à la ville et aux écoles séparées les ont grugés. Finalement, en 1976, les Capucins vendirent, pour \$1.00, leur église et les lots avoisinants à la Corporation épiscopale d'Ottawa. À l'heure qu'il est, une partie de

l'église a été gardée et constitue l'arrière d'un Centre communautaire.

★ ★ ★

En 1915, Napoléon Champagne, commissaire, remplit les fonctions de maire intérimaire jusqu'à ce que Taylor McVeity soit élu en janvier 1916. Aussi, en 1924, Champagne occupera, pour un temps, le fauteuil du maire jusqu'à ce que le boulanger Balharrie soit maire en janvier 1925. On peut dire qu'il n'y eut pas de maire canadien-français élu par la population depuis Thomas Payment (1899 et 1900) jusqu'à 1926, année de la fin de cette étude, et probablement bien au-delà. Pendant très longtemps, le maire d'Ottawa fut donc constamment de langue anglaise.

★ ★ ★

Pendant la Première Guerre mondiale, la Turquie se rangea du côté de l'Allemagne. Elle paya cher cette collaboration. La défaite de son alliée devint aussi la sienne car ce fut la fin de l'empire ottoman, immense sous le règne de Soliman le Magnifique au seizième siècle.

Autrefois royaume indépendant, l'Arménie était partagée depuis presque un siècle entre l'U.R.S.S., la Turquie et l'Iran. En 1915-16, les Arméniens vivant en Turquie se révoltèrent et furent durement réprimés. Leurs descendants proclament qu'un million de leurs compatriotes furent alors massacrés, et c'est la raison pour laquelle une haine dresse contre tout ce qui est turc les Arméniens d'aujourd'hui, dispersés à travers le monde. Ils veulent que les Turcs admettent leurs crimes, mais désirent aussi rattacher l'ancienne Arménie devenue turque à la portion plus petite qui se trouve en U.R.S.S. Ce préambule a pour but d'expliquer les assassinats qui, depuis quelques années, ont secoué le monde diplomatique mais aussi la paisible population d'Ottawa. En avril 1982, un membre de l'Ambassade turque fut atteint par des balles et demeure paralysé; un autre fut tué instantanément dans sa voiture il y a peu de temps. Et, c'est le groupe terroriste pour la libération de l'Arménie qui avoue être l'auteur de ces crimes.

On voit donc des centaines d'Arméniens parader ici par les rues et se rendre à l'Ambassade turque, située à deux pas de mon propre logis, rue Wurtemberg. Tenus en respect par un corps policier vigilant, les manifestants parlent avec vigueur dans des microphones, réveillant tout l'arrondissement et amenant les gens sur leur balcon pour voir ce qui se passe. Ces démonstrations, quelquefois assez violentes comme il y a quelques années, prennent leur source dans les événements de 1915 et c'est pourquoi j'ai cru bon de les mentionner sous cette année-ci.

★ ★ ★

Encore une fois, le souvenir de Bytown hante nos mémoires lorsqu'on lit que la fille de Pierre Rocque et de Sophie Normandeau, Soeur Emma Rocque née à Ottawa en 1840, meurt ici en 1915, après avoir rempli des charges importantes dans la communauté. On se souvient que son père était un contracteur très connu; il construisit plusieurs immeubles importants qui existent encore aujourd'hui.

M. et Mme Sévère Cloutier fêtent leurs noces de diamant. Lui, a 86 ans, et elle est âgée de 80 ans.

En 1915, décès de A.D. Richard, ancien échevin, frère de Lucippe et d'Émery Richard et père d'Hector et d'Édmond. Il habitait le 49 de la rue St-André. — Funérailles à Ste-Anne, le 11 février, de J.A. Archambault, père de l'abbé Ludger Archambault et de M. Émile Archambault. Le journal donne encore tous les noms de ceux qui assistent aux funérailles et la liste en est quelquefois assez longue, comme l'est celle des amis de Joseph Pageau, 96 Water, décédé en février. — Décès de Mme Arthur Major, née Élodie Lafleur, 80 Water. — Le 24 septembre, «Le Droit» annonce le décès de John A. Gunn, 97 ans, et dit: «Il vint s'installer ici quand la ville ne portait même pas encore le nom de Bytown et n'était qu'un camp de commerçants de bois». Il s'agit évidemment de Wrightstown, le village de Wright existant depuis 1800.



Divers

— J'ai déjà parlé de la construction du Musée Victoria. L'énorme masse semble reposer sur un sol peu stable, ou les pesanteurs sont-elles mal équilibrées? Toujours est-il qu'une inquiétante fissure se produit dans les murs de l'édifice, due à la pression que l'on croit provenir du poids de la tour massive qui surplombe le musée.

— Le 11 septembre, décès du sénateur Sir Charles-Eugène Boucher de Boucherville, né en 1822, médecin et sénateur en 1879.

— On se souvient combien William Cornelius Van Horne, né aux USA, fut impliqué dans la construction de cette ligne de chemin de fer qui reliait le pays tout entier et qui fut terminée en 1885, non sans avoir causé des crises politiques et nombre d'ennuis aux responsables. Président du Pacifique canadien, Van Horne avait mené ce grand projet à bien. Il mourut le 11 septembre 1915.

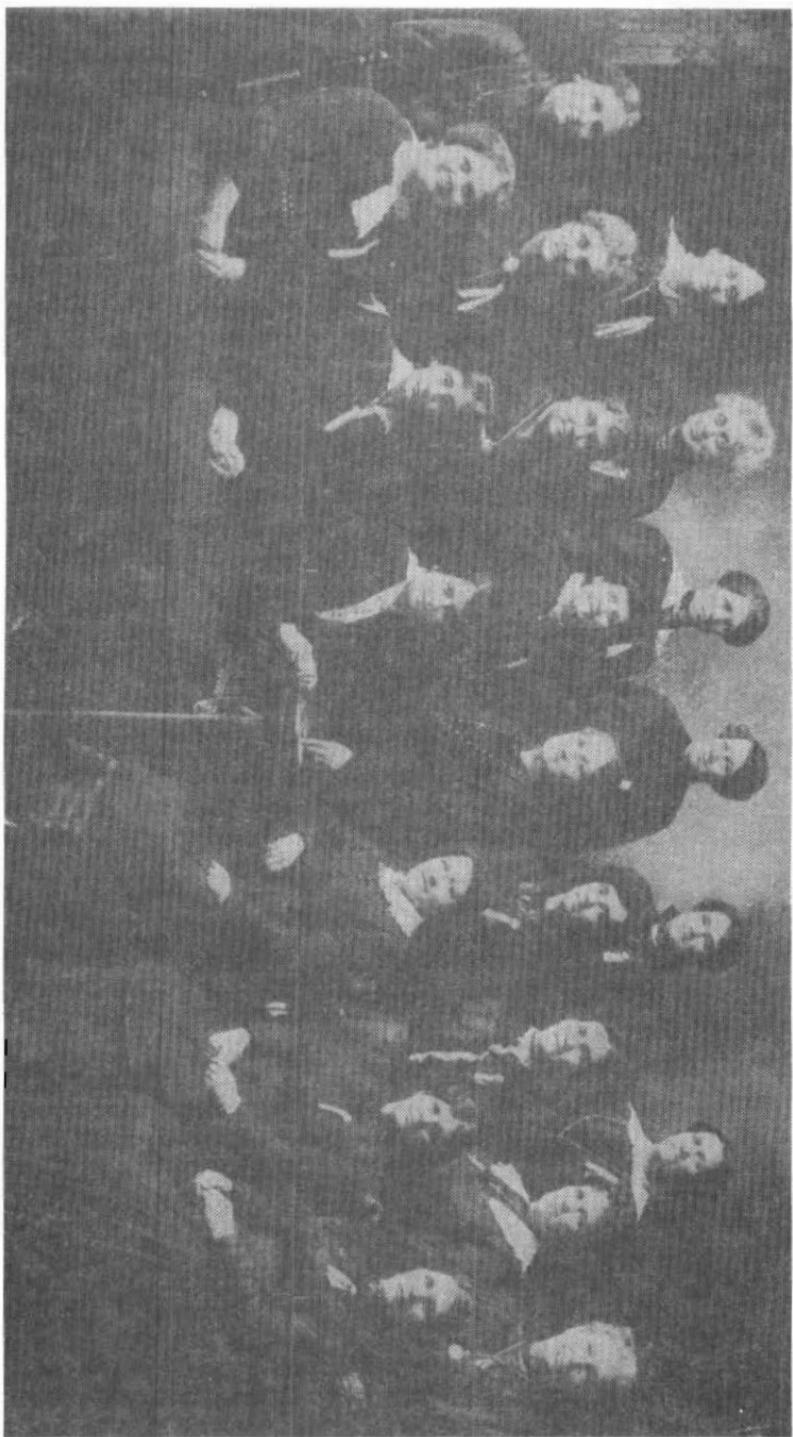
— Le pont de Québec s'écroule pour la seconde fois.

— Ceux qu'intéresse le théâtre apprennent avec stupeur que la célèbre tragédienne Sarah Bernhardt a dû se faire amputer de la jambe droite, blessée à la suite d'une mauvaise chute lors d'un de ses nombreux voyages. Par la suite, indomptée par ce mauvais coup

du sort, elle dut jouer soit assise dans un fauteuil, dissimulant sa jambe artificielle, ou debout sans bouger. On sait qu'elle mourut en 1923.

— Sir Charles Tupper mourut en 1915 en Angleterre. Rappelons qu'il remplaça brièvement Boswell comme Premier ministre du Canada pendant les années Quatre-vingt-dix, son parti subissant la défaite aux mains des Libéraux en 1896. Il resta chef de l'opposition pendant quelques années et démissionna en 1900.

— Le prestigieux Rideau Club, fondé à Ottawa en 1865 et dont le premier président avait été Sir John A. Macdonald, fête en 1915 ses cinquante années d'existence.



1916 — Dames gardiennes de l'école Guigues — De chaque côté de la table, les demoiselles Desloges. Leur mère est debout derrière elles. Mme Richard, mère d'Émile, de Del-Val et d'Arthur fut une des principales participantes de ce groupe de vaillantes mères de famille.

CHAPITRE XVII

1916 Il est neuf heures du soir, le 3 février 1916. Dehors, le froid est vif et sec. Dans l'enceinte de la Chambre des communes, environ vingt députés occupent leurs sièges, les uns en baillant, les autres lisant, le reste ne valant guère mieux pendant cette fin de journée de plein hiver. La douzaine de spectateurs dans les galeries écoutent la voix monotone du député W.S. Logie, représentant de Northumberland, qui parle des conditions dans lesquelles vivent les poissons de l'Atlantique. Sujet passionnant au point où l'auditoire tout entier est saisi d'engourdissement.

Soudain, la porte de la Chambre s'ouvre avec fracas et un député, M. Frank Glass, d'East Middlessex, hurle par deux fois: «Fire, fire». On le regarde, incrédules, puis sur ses instances et pendant que la sonnerie d'appel retentit et lance ses notes urgentes, tous se lèvent et se dirigent vers la sortie. Lorsqu'on aperçut la fumée qui déjà envahissait les corridors, ce fut le sauve-qui-peut général. L'incendie avait pris naissance dans la salle de lecture, au sud de la bibliothèque. Avec une rapidité foudroyante, le feu se répandit et, vers neuf heures et demi, la Chambre des communes brûlait comme un cierge. Puis, ce fut le tour du Sénat et, finalement, l'édifice tout entier fut la proie des flammes avivées par le temps de ce début de février. Les langues de feu s'élevaient le long de la Tour de la paix, menaçant la solidité des cloches et illuminant d'un éclat fulgurant les aiguilles de l'horloge. Vers minuit, l'horloge sonna les douze coups et, au même moment, la grosse cloche de la tour tomba de toute sa hauteur, mettant un point final à ce qui avait été un chef-d'oeuvre d'architecture gothique. L'édifice construit de 1859 à 1865 était en cendres.

Plusieurs personnes périrent dans ce désastreux incendie et d'autres furent en mauvaise posture. Sir Robert Borden, Premier ministre, travaillait dans son bureau; il dut se traîner à genoux, un

mouchoir sur la bouche pour échapper à la fumée dense qui envahissait le rotonde au moment où il voulut la traverser en vitesse. Il fut relevé et poussé vers la sortie par un page ou un messenger vigilant. Sept personnes périrent, dont deux dames qui étaient les invitées de Madame Albert Sévigny, épouse de l'Orateur de la Chambre: mesdames Mabel ou Mabelle Morin et Henri Bray. Ces deux dames voulurent récupérer leurs fourrures et ne purent, par après, s'échapper à cause des poutres enflammées qui s'écroulaient. Deux députés, Thomas MacNutt et la Dr Cash de Yorkton, furent cernés par les flammes mais réussirent à s'échapper en s'accrochant à des serviettes nouées bout à bout et suspendues aux fenêtres. M. Bowman K. Law, député pour Yarmouth, N.E. périt dans les flammes. Une des victimes de l'hécatombe fut Alphonse Desjardins, qui travaillait à la Chambre des communes. Ses funérailles eurent lieu à Notre-Dame d'Ottawa, le deuil conduit par ses fils Horace (longtemps pharmacien angle Dalhousie et Clarence) et Lucien.

La catastrophe aurait pu faire plus de victimes. Heureusement, le Sénat ne siégeait pas ce soir-là. De plus, le discours sur les poissons manquait d'attraction populaire et l'auditoire ce soir-là était mince. S'il avait été question de mesures de guerre, par exemple, ou d'un autre sujet passionnant le public, les morts et blessés auraient été beaucoup plus nombreux. D'autre part, un joyau d'architecture fut sauvé par la vigilance et la promptitude d'action d'un employé de la bibliothèque, M. MacCormac qui eut la merveilleuse idée de fermer le rideau de fer qui protégeait l'entrée de la bibliothèque. Un temps, il fut question de créditer Arthur Meighen, futur Premier ministre, pour cette bonne action mais, finalement, on constata que M. MacCormac était le responsable de ce geste.

Quelle était la cause de l'incendie? Dès le lendemain du désastre, on imputa cette catastrophe aux Allemands car on était en pleine guerre et on voyait des espions partout. Il paraît, d'ailleurs, qu'un journal américain avait été averti que l'on tenterait d'incendier le Parlement canadien. On ne tint aucun compte apparemment de cet avertissement. Mais, la population fut très inquiète. La sécurité fut renforcée autour des édifices publics, car même le chef des pompiers avait affirmé que le feu avait été mis. On déclara avoir vu des étrangers à l'allure suspecte déambuler furtivement dans les corridors du Parlement, peu avant l'incendie. Avec le recul du temps et l'absence de preuves du contraire, on vint à la conclusion qu'une cigarette ou un cigare allumé avait mis le feu aux journaux de la salle de lecture: il s'était propagé à la vitesse de l'éclair au milieu des papiers et documents. On ne connaîtra jamais la cause exacte.

Le lendemain, les représentants du peuple se réunissaient au Musée Victoria où, pendant quatre ans, se tinrent les délibérations. Alors comme maintenant peut-être, le Sénat avait la réputation de faire preuve d'une certaine léthargie et d'un état de somnolence chronique; a-t-on souri en apprenant que ces vieux messieurs distingués siègeraient dans la pièce où, auparavant, on exhibait les fossiles préhistoriques?

Si l'intérieur était complètement dévasté, une partie des murs restait debout. On décida, cependant, de tout démolir et de reconstruire le Parlement entièrement. Pour tailler les blocs de pierre qui serviraient à la reconstruction, on installa un vaste chantier du côté ouest de la rue Sussex. Des familles qui habitaient rue St-Patrick, dans des maisons qui se trouvaient dans le prolongement de la rue menant au pont Interprovincial, se souviennent encore de cet amoncellement de grosses pierres. Les Cossette, les Gravel (grands-parents d'Édouard Guay, à la belle voix grave), Mlle Albina LeSueur (future Mme Emmanuel Pinard), les Tourangeau et la famille Gauthier à laquelle appartiennent Mlle Marie-Antoinette Gauthier et Mme Éliane Pelot née Gauthier, habitaient là. Plus tard, la famille DeCelles vint vivre dans une de ces maisons; le chef de cette famille travaillait à l'Imprimerie nationale, tout près. Aux jours d'aujourd'hui, toute cette section de même que celle de la rue Sussex, en face de la cathédrale, ont disparu et une grande excavation constitue les prémices d'un futur musée national.

Pour en finir avec la description, assez brève tout de même, de l'incendie qui détruisit notre Parlement, disons que la ville conserve quelques vestiges du pénible événement: le musée Bytown montre dans ses vitrines l'aiguille de l'horloge, le drapeau récupéré par le docteur Renaud et aussi une statuette en bronze tandis que, derrière les édifices actuels du Parlement, on trouve la grosse cloche tombée de la Tour de la paix en cette tragique soirée de février 1916.

★ ★ ★

C'est en 1916 que le chanoine René Martin, alors vicaire à Hull, devint secrétaire particulier et maître de cérémonies des archevêques d'Ottawa, charge qu'il occupa jusqu'en 1935. Né à Pont-Château, comté de Soulanges, en 1890, fils de menuisier, membre d'une famille de dix enfants, il étudia à Rigaud et au Grand Séminaire de Montréal. Ordonné prêtre par Mgr Emard, évêque de Valleyfield, l'abbé Martin fut cérémoniaire sous trois archevêques: Gauthier, Emard et Forbes. En même temps, de 1926 à 1932, il fut chapelain de l'Institut Jeanne d'Arc, organisa l'oeuvre pontificale de la Propagation de la foi dans le diocèse et, avec les Soeurs Blanches d'Afrique, il fonda, en 1927, la Sainte-Enfance. Il

fut aussi le premier responsable du Tribunal matrimonial. À son départ de l'archevêché, en 1935, il étudia le Droit canonique à l'Angelicum de Rome pendant deux ans, fut supérieur du Grand et du Petit Séminaire à Ottawa jusqu'en 1945. Nommé chanoine honoraire en 1942, il devint curé de Notre-Dame de Lourdes de Cyrville de 1947 à 1956 et, finalement, aumônier du Monastère du Précieux-Sang jusqu'en 1969 lorsqu'il se retira, continuant cependant à vivre au monastère. Son grand âge le força à se retirer plus tard à la Résidence Saint-Louis, d'Orléans, où il mourut le 17 août 1983.

La distinction et la dignité souriante de ce prêtre, humble entre tous, étaient légendaires; je relate ici une petite anecdote à son sujet. Des élèves des Soeurs Grises se souviennent d'avoir reçu, dans leurs classes, la visite du jeune abbé Martin. Questionné sur son récent, et premier voyage à Rome en compagnie de l'archevêque, il racontait que le prélat, après avoir demandé au Pape la permission de lui présenter son secrétaire, introduisit le timide jeune homme auprès du Saint-Père. Celui-ci lui mettant sur la tête, une main paternelle, lui dit, en souriant: «Vous êtes si jeune... et vous venez de si loin!»



Durant ces années pénibles pendant lesquelles la guerre et nos luttes scolaires secouent d'inquiétude une population qui avait joui d'une rassurante prospérité et d'un climat politique relativement serein, le théâtre continue de présenter une évasion vers l'irréel, vers le rêve. On se détend, on oublie quelque peu l'atmosphère pesante créée par les conflits de toutes sortes. À cette époque, le théâtre était rarement sombre et désespérément pessimiste comme maintenant. On ne sortait pas de là avec un goût de cendre dans la bouche et en pensant que le monde était perdu à jamais, peuplé d'ombres grimaçantes. Surtout, le bon français était à l'honneur; aucun acteur ne se serait déshonoré en parlant un langage roturier, parsemé de «joual», d'ailleurs inconnu à l'époque. Que les temps ont changé!

La Société des Débats français de l'Université d'Ottawa était des plus active dans le domaine du théâtre. Joachim Sauvé étant président, les jeunes étudiants se nomment Eugène Gaulin, Raoul Mercier, Émile Boucher, Louis Lebel, Edgar Boutet et Anthime Délisle, entre autres. Ils organisent des conférences mais aussi jouent au théâtre Russell dans, par exemple, «Les Boulinard».

Le Cercle social Ste-Anne consacre aussi beaucoup de ses activités aux spectacles. On présente «Jeanne la Maudite» avec E. D'Aoust, Lilly Rolla, Armand Leclair et Rose-Alma. Mais, c'est la guerre et une pièce à tendance patriotique ne peut que mousser

l'engouement de la population pour les préoccupations de l'heure. Tandis qu'à Paris on joue des pièces comme «La Flambée» de Kistemaekers, où on flétrit l'espionnage et ses terribles conséquences, on donne ici, en 1915, «La Patrie avant tout» avec Hector Laperrière, Joseph Laflamme, J. Provost et Raoul Déziel. C'est le Cercle St-Jean, dirigé par M. F.E. St-Jean et Léonard Beaulne comme adjoint, qui présente cette pièce, un grand succès. La décennie qui va de 1910 à 1920 verra aussi du théâtre romantique comme «Le maître de forges», «La châtelaine de Shenstone», «Le roman d'un jeune homme pauvre», «Le rosaire» et les oeuvres délicieuses de Miguel Zamacoïs telle «Les bouffons», etc. N'oublions pas surtout «Les deux orphelines», «La porteuse de pain» et, bien sûr, «Aurore, l'enfant martyr» qui attirait un public épouvanté par la méchanceté de la marâtre. Une soeur de mon père qui jouait au théâtre sous le nom de Madame Janine (elle s'appelait Mme Brouillette) était la marâtre, à Ste-Anne je crois, et se tenait à quatre pour ne pas rire lorsque l'auditoire, surtout les enfants, s'écriait, voyant Aurore forcée de manger une beurrée «piégée»: «Non, non, n'en mange pas. . . c'est du savon!»

★ ★ ★

Pendant cette année 1916, deux hommes dont l'activité et la charité étaient proverbiales, disparaissent: M. Emmanuel Tassé, souvent mentionné dans les différents tomes de cette histoire, meurt à la mi-avril (Funérailles à St-Joseph) tandis que M. F.R.E. Campeau, homme énergique, impliqué dans quantité d'organismes, disparaît également en 1916. J'ai souvent décrit l'activité débordante de cet homme de bien. Mais j'ai cependant vivement regretté de n'avoir pas mentionné, à la page 244 du Tome II, qu'en plus de Joseph-Albert, de Joseph-Paul, de Jean-Maurice et de Louis-Joseph Roger, les enfants d'Albert (1876-1948 — donc petits-enfants de F.R.E. Campeau) comprenaient aussi quatre filles dont les noms suivent: Éliane (Mme R. Mineau) décédée, Mlle Gabrielle, Germaine (Mme Henri Richard) et Françoise, veuve de Gérard Cousineau.

L'année 1916 voit aussi la disparition de Napoléon Bourassa, peintre, homme de lettres et l'un des fondateurs de «La Revue canadienne». Il avait épousé Marie-Azélie Papineau, et était le père d'Henri Bourassa. M. Bourassa mourut à Lachenaye le 27 août et fut inhumé à Montebello. En 1916 meurt également Mme Antoine Rattey, née Justine Tessier, 67 ans, 215 rue Water.

À Ottawa, une personne douée qui fera beaucoup parler d'elle, Madame Germaine Guèvremont, jeune épouse d'Hyacinthe, fonctionnaire aux douanes, vivra ici quelques années avant de se diriger avec son mari vers Sorel où elle entreprendra une carrière littéraire remarquable. Du côté littéraire,

mentionnons l'ouvrage de M. Antonin E. Proulx, employé à la Bibliothèque Carnegie, contenant trois pièces de théâtre; on me dit qu'une de ces pièces fut jouée ici pendant ces années. Sous les auspices du Cercle d'Youville, Mme Hughenin qui écrit dans les journaux sous le pseudonyme de Madeleine, donne une conférence au pensionnat du Sacré-Coeur, rue Rideau. Mme Hughenin est secrétaire de la Fédération nationale féminine St-Jean Baptiste et directrice de «La bonne parole». L'Institut canadien-français présente souvent à ses membres d'excellentes conférences. En 1916, Jules Tremblay parle du poète Théophile Gauthier.



En Europe, la guerre fait rage. La bataille de la Somme où les alliés se servent, pour la première fois, de chars blindés, donne espoir lorsque le succès couronne les efforts acharnés de plusieurs mois de combats. Mais, de nombreux soldats du fameux Royal 22ème et d'autres bataillons sont tués ou grièvement blessés. Le Canada voit ses effectifs militaires diminués, l'enrôlement est fortement encouragé mais suffit à peine. Dans les industries, les femmes remplacent, petit à petit, les hommes pour leur laisser la possibilité de s'enrôler. Les renforts encore une fois ne sont plus suffisants et la conscription, redoutée de tous, s'en vient à grands pas. Borden et ses ministres, de même que Gustave Lanctôt, par exemple, qui s'est enrôlé, parcourent la province de Québec à la recherche d'appuis. Laurier, qui s'oppose à la conscription, encourage les Canadiens français à aller volontairement défendre la France à défaut de l'Angleterre. Wade rapporte les paroles d'Armand Lavergne à ce sujet: «La France est attaquée en Ontario, et c'est là qu'il faut gagner la bataille». On voit par là que pour les nôtres le problème plus urgent se situe au niveau de la province plutôt qu'au-delà des mers. À l'automne de 1916, le contrôle de nos troupes passe à Sir George Perley, ministre canadien des forces d'outre-mer; une légère détente se produit alors. Si on revient à 1915, on verra que, les troupes canadiennes étant sous le commandement britannique, Sir Robert Borden se plaignait de n'être pas informé du déroulement de la guerre et des projets concernant nos soldats. Il reçut une invitation de Londres et s'y rendit, assistant au Conseil des ministres. À cette occasion, on félicita le Canada du courage de ses troupes qui s'étaient bien défendues à Ypres lorsqu'elles avaient été attaquées avec les gas empoisonnés.

On fait donc tous les efforts possibles pour augmenter, ici, le recrutement et financer l'envoi des soldats. Ainsi, Place Connaught (Place de la Confédération), on a installé une énorme caisse enregistreuse qui tient compte du progrès de l'achat des

obligations. Pour contribuer encore davantage à l'effort de guerre, les gouvernements ordonnent l'application d'une totale prohibition, prenant pour acquit que le citoyen qui devra se priver de whisky mettra cet argent à la disposition de son gouvernement. On ferme les tavernes et on défend la vente des boissons alcooliques. L'Ontario adopte cette loi de même que les autres provinces. Il va sans dire que les ventes sous le comptoir, et les «blind pig» prolifèrent. La prohibition, adoptée comme mesure temporaire, dura trente ans, tandis que l'impôt sur le revenu, aussi déclaré temporaire, dure encore.

Les suffragettes avaient crié à tous les échos leur ardent désir de pouvoir voter. Elles l'obtiennent maintenant par ricochet car le gouvernement, désireux s'attirer le vote de ces femmes pendant l'élection cruciale qui précédera la conscription, leur accorde en 1917 le droit de vote, à condition qu'elles aient de la famille dans les forces armées. Je cite encore Wade: «On comptait que les femmes appuieraient la conscription, d'abord par gratitude pour le privilège de voter puis dans l'intérêt de leurs parents d'outremer».

Un gouvernement de coalition est formé. Les élections ont lieu à la fin de 1917 et le gouvernement d'union reçoit une majorité impressionnante. Le candidat conservateur d'Ottawa, le docteur J.L. Chabot se présente ici contre Laurier et le bat, mais comme Laurier se présente également dans Québec-Est, il reçoit là-bas une majorité imposante. Le Québec vote en bloc contre la conscription. L'isolement s'en suit et la province n'est, par conséquent, pas représentée dans le nouveau gouvernement. La question du séparatisme prend de l'ampleur. Le jeune abbé Groulx parle des méfaits du pacte confédératif comme opposé aux intérêts des Canadiens français hors Québec.

La conscription est en place et les hommes désignés doivent se présenter en janvier 1918 pour l'enrôlement forcé. Une chose curieuse se produit et je la note avec surprise. Tant en Ontario qu'au Québec et aussi dans les autres provinces, on demande des exemptions, à cause de ceci et de cela; partout, également, les jeunes se sauvent dans les bois et se cachent pour ne pas se battre. Cependant, rappelons que le Québec avait été vilipendé, honni, ridiculisé, etc. par les Canadiens anglophones pour son manque d'enthousiasme à se laisser enrôler à toute force. Et, maintenant, les provinces anglaises, elles aussi, demandent qu'on les exempte de servir... Cela fait réfléchir!

Éventuellement, le gouvernement se vit forcé d'annuler les exemptions d'abord approuvées car le recrutement à travers le pays était encore une fois trop faible. Plusieurs milliers de cultivateurs venant de tous les coins du pays vinrent à Ottawa protester contre la mesure gouvernementale, se réunirent au

théâtre Russell pour entendre Borden, qui ne céda pas, cependant. Ceux qui étaient pour la conscription sans exception durent se détourner, à regret probablement, de leur tête de nègre favorite, les Canadiens français, pour s'attaquer à ces sortes d'objecteurs de conscience qu'étaient les cultivateurs à la dimension du pays et autres jeunes gens qui ne désiraient pas s'enrôler pour une raison ou une autre. Après ce revirement que Borden constata probablement avec amertume, le gouvernement fédéral essaya de se concilier les bonnes grâces des Québécois, en permettant aux soldats francophones de se grouper dans des bataillons déjà formés par bon nombre de leurs compatriotes. Cette mesure, et d'autres du même genre, permirent au recrutement québécois de prendre de l'essor. En juin, plusieurs milliers d'entre eux étaient sous les armes. On continuait, cependant, à pourchasser à travers le pays les jeunes gens qui s'étaient sauvés. Si pris, ils étaient sévèrement punis. Entre-temps, le Royal 22ème se couvrait de gloire, la bravoure de ses membres étant récompensée par la Croix Victoria. Heureusement, la fin de la guerre était proche car à mesure que les mois se déroulaient, Borden se rendait compte que le recrutement volontaire avait donné de meilleurs résultats que la conscription, curieuse chose! L'armistice fut signée le 11 novembre 1918. Par la suite, dans le Canada anglais, on préféra oublier ce qui s'était passé mais le Québec, lui, garda un souvenir certain des moqueries et des insultes qu'on lui avait prodiguées, tandis que le reste du pays montrait pourtant, à l'épreuve, une répulsion moins compréhensible à se lancer dans le feu de l'action et se faire tuer pour Albion.

Pour en finir avec cette question de la Première Guerre Mondiale, qui eut de si profondes influences sur la qualité de la vie à Ottawa, constant sujet de mon étude, je vous donnerai ci-après un tableau que j'ai retrouvé, par hasard, dans «Le Droit» de novembre 1934. Ce n'est pas un secret que je m'intéresse particulièrement à la participation de mes compatriotes, les Francophones, à tous les aspects de l'existence ici; on retrouvera un exemple frappant de cet intérêt dans la reproduction d'une liste, incomplète dit-on, des Anciens de l'Académie de La Salle qui participèrent au conflit mondial. Sans pour autant diminuer les mérites de l'Université d'Ottawa, il faut dire que, depuis le début du siècle, l'Académie constituait un noyau de jeunes de formation solide, conscients de leurs devoirs envers leur langue, leur foi et leur pays. Voici cette liste, telle que publiée:

CONFRÈRES ENSEVELIS DANS LA GLOIRE

Marie-Louis Conrad Baril
Jules Lavallée
Romuald Leduc
Donat Pelletier
Elzéar R.A. Valiquette

NOS SOLDATS

Aubry, Jean	Labonté, Thomas	Morin, Valmore
Auclair, François	Lacelle, Héliodore	Naubert, Benjamin
Audette, J. de Gaspé	LaFlamme, Joseph	Nezan, Louis
Bachand, Charles	Lachance, Ernest	O'Neil, Michael
Baril, Willie	Lachance, Louis	Paquette, Joseph
Bédard, Ernest	Lajoie, Urgel	Paré, Eddie
Boudreault, Emery	Lapierre, E.	Paré, Émile
Brisebois, Rodolphe	Lapointe, Joseph	Patrice, Thomas
Brisson, Florimond	Lapointe, M.D.H.	Payette, Alphonse
Cantin, Robert	Larocque, Hector	Pelletier, Joachim
Castonguay, Ernest	Larose (Caron- Larose) Edouard	Pinard, Victor
Chapdelaine, Narcisse	Lebel, M.D. William	Plouffe, Arthur
Chevrier, Raoul	Leclair, Aimé	Renaud, M.D. Alexis
Courtemanche, M.	Leclair, Roland	Renaud, Ernest
DeGrandmont, Alcide	Leclerc, Albert	Richer, Edmond
De la Durantaye, R.	Leclerc, Omer	Roberge, Léopold
Delcorde, Edmond	Lefebvre, Lionel	Robitaille, Oscar
Desrivières, Arthur	Lemaire, Ernest	Roy, Henri
Duhamel, Joseph	Lemieux, Léon	Séguin, Ivanhoe
Dupont, Sylvio	Lemieux, Albert	Spénard, Alf.-Joseph
Fortier, René	Lépine, Arthur	St-Denis, Roméo
Fortier, Wilfrid	Marineau, Roméo	St-Laurent, Ernest
Frédéric, Arthur	Martin, D'Arcy	Ste-Marie, Gaston
Globensky, Léon	Martin, Hector	Tison, Jean
Gravel, Christophe	Mercier, Fortunat	Tison, Paul
Guillaume, Joseph	Morin, Adélar	Trépanier, Wilfrid
Jolicoeur, Wilfrid		Trudel, Edgar

NOS MARINS

Dumoulin, René

Lesieur, Eugène

NOS AVIATEURS

Boudreault, Antonio	DeNiverville, Albert	Mercier, Raoul
Brazeau, Achille	Emond, Charles	Robitaille, Eugène
Charbonneau, Joseph	Lachance, Vernon	Séguin, Horace
Courtemanche, V.	Leclerc, Joseph	Tassé, Emmanuel
D'Auray, Louis	Lecourt, Edmond	Trudel, Georges

Pour conclure, ce résumé des événements qui occupèrent le Canada pendant les deux dernières années de la guerre n'est pas complet, certes, mais j'ai voulu en parler car, de concert avec l'inquiétude de la population pour ses fils qui allaient se battre, la question scolaire était certainement plus près de son cœur et se passait dans son propre milieu. Il est temps d'en parler: le prochain chapitre décrira nos luttes scolaires.

NOS LUTTES SCOLAIRES

Les événements si importants pour notre survivance qui se déroulèrent autour du Règlement 17 m'ont semblé nécessiter une continuité dans leur déroulement. C'est pourquoi ce paragraphe leur est consacré dans son entier.

Quelles furent les différentes étapes du durcissement manifesté par les unilingues anglais envers les Canadiens français. Robert Choquette, dont à maintes reprises j'ai consulté le livre bien documenté «Langue et religion», fait remonter cet antagonisme à la pendoison de Riel. Olivar Asselin y voit plutôt une crainte engendrée par le désir des nôtres de se grouper et la place toujours plus importante prise par eux dans des domaines aussi diversifiés que la culture, le commerce, les professions libérales et la politique. Depuis la Confédération, et en dépit de l'exode des Québécois vers les États-Unis, le nombre de francophones arrivant en Ontario augmenta considérablement. Il ne s'agissait plus ici de Canadiens perdus dans les bois du Nord de l'Outaouais, gens de métier, honnêtes, travailleurs, très peu sûrs d'eux-mêmes sans l'aide d'un Montferrand pour les défendre. Il ne s'agissait pas, non plus, des bons Canadiens français venus ici durant les décennies pendant lesquelles Bytown se bâtissait; ceux-là étaient davantage occupés à gagner leur vie dans une petite ville rude et dure. Non, ceux qui vinrent après 1865 environ, étaient instruits, traducteurs, journalistes et fonctionnaires doublés souvent de littérateurs. S'ils étaient gens de métier, ils étaient des maîtres dans leur travail d'ébénisterie ou de menuiserie. À partir de 1896, le Premier ministre fut un Canadien français, fier, digne, distingué et nous faisant grandement honneur.

Je pense que c'est la qualité des nouveaux venus aussi bien que l'énergique volonté des nôtres d'obtenir leurs droits dans cette province dite anglaise, — tout cela concrétisé dans la création de l'ACFEO en 1910 — qui firent que protestants, orangistes et catholiques irlandais prirent peur.

Il fallait freiner l'importance que prenaient ces anciens Québécois venus ici apporter leur culture, leur foi mais surtout leur langue, dans une province que les autorités considéraient comme devant être anglaise de langue et de mentalité. Pour abattre cet arbre aux racines si profondes, faire plier les branches jusqu'à ce qu'elles se brisent, c'était à l'instruction des petits qu'il fallait s'attaquer. Et, c'est ce que l'on fit. La création de l'ACFEO hâta le processus d'anglicisation. Le gouvernement de l'Ontario envoya dès 1911 un inspecteur chargé de juger la qualité de l'instruction dans les écoles primaires où étudiaient les petits Canadiens français. On fit l'inspection des classes tenues par des laïcs, des religieuses et les Frères. Dans l'ensemble, Mr Merchant sembla

satisfait. Il fit de grands compliments, comme le rapporte Soeur Paul-Émile, félicita les enseignants sur la qualité de leurs leçons, leur demanda, en passant, d'enseigner certaines matières en anglais plutôt qu'en français. Puis, il retourna à Toronto et fit son rapport.

Coup de tonnerre! Robert Choquette se sert d'une autre expression, tout aussi imagée: la hache tomba sur le cou des Franco-Ontariens. Le 13 avril 1912, le premier ministre Whitney développe devant les députés la nouvelle politique du gouvernement en fait d'éducation. Deux mois plus tard, une Circulaire d'instruction no 17, dite Règlement 17, devenue loi, est émise par le gouvernement ontarien. En résumé, la voici:

Dans les écoles bilingues, l'enseignement de l'anglais commencera dès l'entrée du bambin à l'école. Cependant, les communications entre instituteur et élève pourront se faire en français si le petit ne comprend pas l'anglais mais pour se familiariser avec cette langue il devra suivre des cours spéciaux. Cette concession est permise pendant une, deux ou peut-être trois ans. Mais, après cela, les leçons en français seront limitées à une heure par jour et les communications entre instituteur et élève se feront toujours en anglais. De plus, deux personnes seront chargées de la mise sur pied du Règlement 17: un inspecteur surveillant de langue anglaise et un inspecteur tout court pour le français, ce dernier étant sous l'autorité du premier, donc sans pouvoir réel, on peut dire. C'était le «double inspectorat».

Dans tout l'Ontario, mais surtout à Ottawa où la résistance fut très vite concrétisée, ce fut d'abord la stupeur, puis une levée de boucliers. L'ACFEO réagit aussitôt; le Conseil des écoles séparées d'Ottawa envoya une délégation à Toronto et il y eut, sans tarder, quantité de protestations, de lettres adressées au gouvernement ontarien et la province de Québec, par la voix de ses journalistes et de ses hommes politiques, appuya ses compatriotes de l'Ontario. Sir Richard Scott, notre grand ami dont j'ai parlé ailleurs, mêla ses protestations aux nôtres.

Catholique et d'appartenance libérale, Gustave Évanturel représentant depuis 1912 de Prescott à Toronto, depuis la mort de son père, introduisit le sujet de l'éducation bilingue à la Législature ontarienne. Rien n'y fit. Whitney avait pour acolytes les Orangistes, les unilingues anglais mais aussi le clergé catholique irlandais, Fallon en tête.

Le Règlement 17 fut légèrement modifié en août 1913. Le double inspectorat était aboli, remplacé par des inspecteurs répondant directement au Ministre de l'éducation. La lecture, la grammaire et la composition françaises pouvaient désormais être:

enseignées en français mais, encore une fois, pas plus d'une heure par jour, sujet, toutefois, à la demande expresse des parents.

En face de ce Règlement 17 dit nouveau mais qui ne change pas grand-chose, les hésitations ne prennent que peu de temps. Rien à faire... il faut résister. Le Conseil des écoles séparées d'Ottawa informe le gouvernement qu'il n'obéira pas au Règlement 17. Immédiatement, les subventions versées à l'organisme lui sont enlevées. Le Dr Pyne, ministre de l'Éducation de l'Ontario ne mâche pas ses mots: si les Canadiens français veulent avoir leurs écoles, ils payeront double taxe. Si les instituteurs n'observent pas les règlements, on les mettra dehors.

La lutte véritable est commencée. Nous sommes au mois d'octobre 1912. C.S.O. Boudreault, président de l'ACFEO et le secrétaire Grenon prononcent de vibrants discours à St-Eugène. De fait, l'ACFEO envoie ses membres un peu partout pour expliquer les motifs de la résistance. Tous les curés francophones de la ville s'impliquent de même que les prêtres de l'archevêché dont la position est assez délicate car l'archevêque Gauthier est anglophone. En chaire, le curé Myrand fait une déclaration patriotique, traitant le «Citizen» d'ignorant et d'irresponsable car il va sans dire que le «Citizen» fait paraître des articles fustigeant les opposants à l'implantation d'un règlement hautement juste et raisonnable. À St-Charles de Clarkstown, à Cyrville, à St-François d'Assise, la résistance prend forme.

La fondation du «Droit» vient à point pour rassembler les dissidents. Publié pour la prochaine fois en mars 1913, le journal sera l'organe de la résistance et il remplira son rôle, sans faiblir, jusqu'au bout. La fondation du «Droit» est l'oeuvre tout d'abord du jeune père Oblat Charles Charlebois, et de l'ACFEO, étroitement liés pendant de longues années. Sans beaucoup d'argent, installé au-dessus d'un garage rue York, dans une salle où se concentraient tous les services en plus d'une presse sur laquelle s'affairait un homme remarquable de dévouement et d'abnégation, Eugène Beaudry, le «Droit» est imprimé par C.S.O. Boudreault. Le Syndicat d'oeuvres sociales Limitée, propriétaire du journal, rassemble une pléiade d'hommes énergiques, décidés et sans peur: Onésime Guibord, le président, dont Laurent Tremblay a décrit dans «Entre deux livraisons» l'inlassable attachement à la cause et la discrète générosité. Viennent aussi A.T. Charron, le juge Constantineau, J.U. Vincent, N.A. Belcourt, les inspecteurs d'écoles Aurélien Bélanger et Téléphore Charron, Esdras Terrien, Waldo Guertin et Charles Leclerc. À ceux-là, il faut ajouter, bien sûr, les membres de la Commission des écoles séparées d'Ottawa dont le fameux président, Samuel Genest.

Le 27 mars 1913, le premier numéro du «Droit» paraît. Son nom a été trouvé par l'Oblat Arthur Joyal. Sa devise sera: L'avenir est à ceux qui luttent. En l'occurrence, dans l'arène, son adversaire est tout trouvé: c'est le Règlement 17.

Malheureusement, comme dans toute entreprise de ce genre, il y a eut des accrochages, et celle-là fut de taille. Au congrès de l'ACFEO de 1914, J.U. Vincent qui, auparavant, s'était dévoué de tout coeur à la cause des nôtres, prenant la tête de maints organismes, critiqua vertement le «Droit» et l'ACFEO. Il faut dire que, par l'entremise de la Société St-Jean Baptiste, de Montréal, Olivar Asselin étant président, les Québécois avaient amassé, par le truchement du «sou de la pensée française» des sommes d'argent pour aider les Franco-Ontariens. Plus de \$15,000 furent ainsi versés à l'ACFEO qui, par la suite, accorda un prêt au «Droit» qui vivait ses premiers mois de parution avec des moyens extrêmement limités. Vincent protesta que tel n'était pas le but des dons reçus du Québec. Éventuellement, cependant, Asselin déclara qu'en fait l'ACFEO pouvait utiliser l'argent comme bon lui semblerait. Vincent écrivit un livre, approuvant le Règlement 17, réaction bien surprenante de la part d'un homme avec ses riches antécédents. Que s'était-il passé? La réaction du contestataire était-elle liée à une participation désirée et plus importante au sein de l'ACFEO? Ou, s'agissait-il d'une haine ou d'une jalousie ou envie du conservateur Vincent envers le libéral Belcourt? Toujours est-il qu'à partir de ce moment, J.U. Vincent et aussi celui qui avait été commissaire municipal, lui aussi conservateur en politique, Napoléon Champagne, firent groupe à part et n'appuyèrent pas la résistance au Règlement 17 amorcée depuis plusieurs mois par la presque totalité des Franco-Ontariens.

Dans l'intervalle, le fameux Règlement 17 n'était toujours pas appliqué. Mais, la Cour suprême de l'Ontario approuva une injonction proposée par le conseiller Mackell et qui porta son nom. Cette injonction interdisait au Conseil des écoles séparées d'Ottawa de prélever des fonds pour l'installation d'écoles indépendantes — ce que la Commission se proposait de faire — et recommandait le renvoi des enseignants qui ne se soumettraient pas au Règlement 17. Cette injonction eut de malheureuses conséquences comme on verra plus tard.

Aux élections provinciales, les conservateurs, sous la houlette de Whitney, furent reportés au pouvoir malgré la campagne menée par «Le Droit», «La Justice» et des hommes comme MM. Charron, Belcourt, Guibord et Genest, entre autres.

En décembre 1914, un bel esprit de solidarité réunit dans une même assemblée des gens de différentes appartenances politiques: les sénateurs Landry, Dandurand et Belcourt, et puis

l'évêque de Montréal, etc. On recueille des fonds destinés à aider ceux que l'on appelle «les blessés de l'Ontario». À Ottawa, le curé irlandais Whelan, de l'église St-Patrick entre dans la danse. Il blâme le cardinal Bégin, Mgr Duhamel décédé, l'ACFEO et, bien d'autres, applaudit au Règlement 17 et sème chez ses ouailles la discorde et le mépris envers ceux qui n'obéissent pas aux lois ontariennes. C'est un digne disciple de Mgr Fallon qui, de son siège de London, fustige les nôtres, s'agite et voit avec colère que l'objet de toutes ces controverses est «de faire de l'Ontario une province française».

Pour gâter un peu plus les choses si c'est possible, le gouvernement ontarien remplaça, en 1915, la Commission des écoles séparées d'Ottawa, dûment nommée, par ce qu'on appela «La petite commission», formée de Denis Murphy, D'Arcy McGee et Arthur Charbonneau, chargée d'engager des institutrices qui enseigneront selon le Règlement 17. Cependant, avant que cette commission soit nommée, Samuel Genest avait retenu les services de deux jeunes institutrices, les demoiselles Desloges pour enseigner à l'école Guigues. Elles et les autres enseignants, Frères, religieuses et laïcs seraient-ils payés pendant l'année scolaire qui commençait en septembre 1914? Cela était peu probable, mais tous furent à leur poste comme d'habitude. Un certain Doyle avait été secrétaire de la Commission des écoles séparées d'Ottawa mais était maintenant secrétaire de La petite commission. Il essaya d'empêcher la rentrée à l'école de Mlles Desloges puis, ayant subi là un échec, essaya de leur faire signer un engagement pour qu'elles soient payées. Elles virent là le piège, et refusèrent de signer. Le 1er octobre, les choses se corsent. Doyle défend aux jeunes filles d'enseigner à l'école Guigues. Elles doivent se retirer, mais les élèves les suivent; les institutrices ouvrent une école indépendante dans la chapelle de la rue Murray.

Peu de temps après, l'ACFEO organisa une réunion pour manifester l'admiration des contribuables devant le courage des jeunes filles. La chapelle et ses jubés étaient pleins. M. Alex. Grenon de l'ACFEO, le curé Barrette de St-Charles, le docteur Parent, Charles Leclerc, le docteur Rochon, Eugène Labelle, Onésime Guibord exprimèrent tour à tour leur admiration pour Mlles Desloges et réitérèrent la volonté de tous pour «arracher au monstre de l'anglicisation les enfants can.-fr. et les faire instruire dans la langue de leurs pères et dans les traditions ancestrales».

Une chapelle n'était pas très adaptée aux besoins de deux classes. Bientôt, les élèves occupèrent deux grandes salles au coin des rues Guigues et Dalhousie, dans des magasins inoccupés appartenant à M. Alfred Charbonneau. Une classe contenait 48 élèves et l'autre en comptait 42. Les leçons se donnèrent dans ce local du début d'octobre jusqu'aux vacances de Noël. À l'école

Guigues, Frères, Religieuses et laïcs dont Madame Rochon, Mlles Azimia Lalonde et Germaine Rouleau, enseignaient sans être payés. La chose se répétait, bien sûr, dans les autres écoles primaires de la ville mais il semblerait que la résistance la plus forte fut celle entourant l'école de la rue Murray.

Pour remplacer Mlles Desloges que La petite commission accusaient d'avoir été engagées par une Commission qui n'avaient plus aucun pouvoir, Mlles Lafond furent nommées par elle pour enseigner dans deux classes auparavant celles de Mlles Desloges. Assidûment, ces demoiselles vinrent dans ces classes, mais les bancs étaient vides.

Au début de janvier 1916, les parents décidèrent que les jeunes élèves devaient reprendre leurs classes à l'école Guigues. Les mères escortèrent les enfants jusqu'à l'entrée de l'école, chassèrent les Mlles Lafond, et montèrent la garde pour prévenir toute intrusion des inspecteurs de Toronto ou des représentants de La petite commission. C'est ainsi que «Les gardiennes des écoles» entrèrent par la grande porte du courage, dans le souvenir de la postérité. Mais, La petite commission veille. Encore une fois, Mlles Desloges sont sommées de quitter leur poste, sinon elles seront arrêtées et mises en prison. Les jeunes filles continuent leurs leçons et La petite commission envoie quelqu'un pour les chasser. Un policier ou un inspecteur? Je ne sais, mais le fait est que les gardiennes bloquent la porte et personne ne peut entrer.

Le 7 janvier, très tôt le matin, trois policiers envoyés par La petite commission se tiennent devant l'entrée. Les parents arrivent avec les enfants et les deux institutrices. Les hommes se faufilent par la porte, entrouverte pour laisser entrer du personnel. Bientôt, les pères et leurs énergiques épouses se trouvent maîtres de l'école bien qu'un renfort de vingt-cinq policiers ait été sur les lieux. Les autorités se rendent compte que la résistance entraînerait du grabuge. La petite commission donne donc l'ordre aux policiers de se retirer. D'autres efforts furent faits par la suite pour briser le blocus. Une soixantaine de femmes, aidées par leurs maris qui, eux, montaient la garde la nuit, gardèrent les lieux pendant plusieurs mois.

Le 24 janvier, il y eut parade des enfants à travers la ville vers l'hôtel de ville. Brandissant des pancartes, ils demandaient que leurs instituteurs soient payés. Le maire ne refusa pas, mais ne fit rien.

Le 3 février 1916, les instituteurs n'ayant pas été payés depuis plus vingt mois, dix-sept écoles de la ville fermèrent leurs portes et 4,300 enfants furent privés d'instruction. Les élèves des écoles Guigues, Brébeuf, Garneau et St-Jean Baptiste paradèrent à

plusieurs reprises durant ces mois de grève pour alerter l'opinion publique sur les conflits scolaires.

Pendant ce temps, pour ne pas que les écoles soient envahies par l'ennemi, les gardiennes veillaient. Je reproduis dans ces pages des photos montrant les gardiennes des écoles Guigues (page 164), St-Charles (page 184), et Brébeuf-Ste-Anne (page 158), mais je n'ai malheureusement pas pu me procurer celles des vaillantes dames des autres écoles. Comme on le voit, les gardiennes portent de longues jupes de serge foncé, des vestes serrées et confortables et, surtout, elles arborent un chapeau de bonne proportion qui demande à être ancré sur la tête par une solide et longue épingle. Ah! ces épingles à chapeau dont on a tant parlé et qui servent aux gardiennes à tenir tout intrus en respect! Nulle épée de mousquetaire n'aurait pu se comparer à ces longues et fines lames brandies au bout du bras. «Approchez, approchez donc, semblaient-elles dire... et je vous piquerai au bon endroit». Toujours est-il qu'armées ou non, ces vaillantes dames réussirent à garder l'école pour les élèves canadiens-français.

Les personnes âgées qui, au moment de ces pénibles années, étaient d'âge scolaire m'ont confié que les demoiselles Desloges, menacées d'être arrêtées si elles continuaient à enseigner, donnèrent leurs leçons aux enfants en s'installant dans des salons particuliers, des caves et d'autres endroits retirés, loin du regard fureteur des inspecteurs et policiers lancés sur leurs traces.

Pour aider les instituteurs, on organisa un euchre dans l'école même. Ce fut un franc succès. Les paroisses Ste-Anne, Sacré-Coeur, St-Charles, Ste-Famille et St-Jean Baptiste prêtent leur concours. Mme P.E. Marchand, de la Fédération des Femmes canadiennes-françaises, donne un chapelet monté en or. Les prix sont exposés dans les vitrines d'Alphonse Julien et de Mme J.T. Richard, tandis que M. Cousineau, électricien et l'imprimeur Georges Beaugard donnent leurs services pour rien. Mme S.J. Major et Mme E. Bérubé offrent des véhicules pour transporter des meubles. Je mentionne ces menus détails pour montrer que tous sont dans le coup et s'intéressent.

En juin, la Société St-Jean Baptiste organise une distribution de diplômes aux élèves de l'école Guigues. À l'entrée des gardiennes, on chante «Vive la Canadienne». Arthur Paris, Émile Richard, Édouard Boudreault et Lorenzo Demers participent au programme. Des discours sont prononcés par MM. Omer Héroux, Samuel Genest, le commissaire Preston, l'abbé Hébert et le chanoine Campeau.

L'année 1916 marqua donc le point culminant de la lutte scolaire. Le Comité judiciaire du Conseil privé passa jugement sur

la validité du Règlement 17 qu'il déclara légal, ainsi que l'injonction Mackell. Par contre, La petite commission fut déclarée illégale.

La Commission des écoles séparées d'Ottawa, avec Samuel Genest, reprit donc ses activités mais, après plusieurs procès, ne put récupérer les argents qui lui étaient dûs depuis le milieu de l'année 1915. Depuis deux ans, les instituteurs n'avaient pas reçu de salaire. Ils avaient subsisté grâce à la générosité des institutions québécoises, à des subventions individuelles et à des dons de l'ACFEO. Malgré l'injonction Mackell, Genest décida donc de payer les instituteurs à même la somme maintenant versée chaque mois en taxes. Lui aussi reçut une sommation de paraître en cour; accusé d'enfreindre la loi qui voulait que si les instituteurs ne se conformaient pas au Règlement 17, ils ne seraient pas payés. C'était l'injonction Mackell. Un irlandais catholique d'Ottawa, un certain J.J. O'Meara, demanda l'emprisonnement de Samuel Genest qui fut arrêté, passa un cour, défendu par N.A. Belcourt. Pour ne pas se compromettre, Genest resta complètement muet. Constamment menacé de poursuites judiciaires, on raconte que Genest se cacha pendant deux semaines dans le grenier de la maison habitée par Joseph St-Germain, commissaire d'école. Le petit Charles St-Germain raconta plus tard qu'armé d'une fourche «payée 25 sous» il défendait l'entrée de l'école St-Jean Baptiste en compagnie de sa mère et d'autres enfants. Ils empêchaient ainsi l'inspecteur d'entrer pour s'assurer de l'application du Règlement 17.

Mgr Fallon essaya de mousser les objections de l'épiscopat canadien de langue anglaise lors d'une réunion à Ottawa en janvier 1917. Vers le même temps, le sénateur Landry, devenu président de l'ACFEO, accusa Mgr Gauthier, lui aussi muet comme carpe, de n'avoir rien fait pour aider à la cause des écoles et d'encourager, par son mutisme, les revendications de Fallon qui voulait mettre tout le monde en prison, y compris les religieuses. Quelle étrange situation qui fait se dresser, en face les uns des autres, les évêques anglophones irlandais et les évêques canadiens-français dont l'un des plus ardents fut Mgr Latulipe, admirable de dévouement et les évêques Béliveau et Charlebois. De plus, le cardinal Bégin écrivit au Saint-Père, une très belle lettre dans laquelle je relève cette phrase: «Aucune loi, aucune mesure, aucune vexation n'empêcheront les familles françaises de croître et de déborder hors des frontières de la province de Québec». J'ai noté ailleurs que le Vatican semblait fortement favoriser la pratique de la langue française dans le Québec seulement, le reste du Canada devant adopter la langue anglaise.

Mais, pendant l'année 1917, des signes de fatigue se dessinent des deux côtés des barricades. Les combattants sont las. Il faut régler la question du français dans les écoles primaires et

l'implantation du fameux Règlement 17 qui, curieusement, pendant toutes ces années, n'a jamais été appliqué grâce à la constante vigilance des Franco-Ontariens.

De plus, en cette année 1917, des inspecteurs anglophones présentent un rapport sur les écoles Brébeuf, Sainte-Anne, St-Jean Baptiste, St-Roch, Garneau, St-Pierre, Duhamel, et Guigues, notant le bon anglais que parlaient la plupart des élèves, la tenue, le programme et la discipline régnant dans ces écoles.

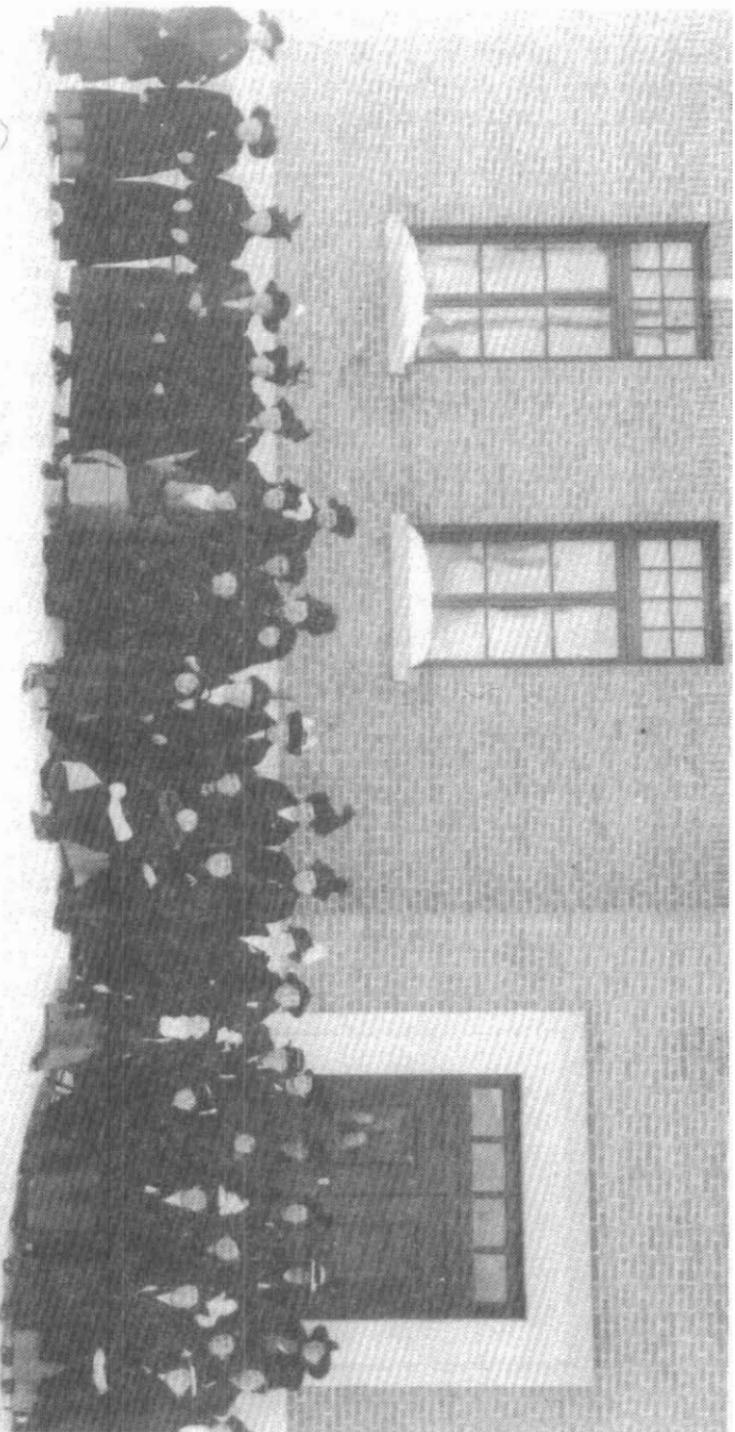
Des deux côtés, on se calmait en 1918, d'autant plus que la fin de la guerre avait montré combien l'armature d'un pays pouvait être fragile et que des conflits aussi passionnés que ceux que l'on avait vécus menaçaient la vie même d'une nation. D'ailleurs, ceux qui proclamaient «l'anglais seulement» pour l'Ontario semblaient moins sûrs de leur affaire. Les journaux reproduisaient des articles qui n'étaient plus des charges à fond contre les Francophones. De plus, le Vatican, fatigué des élucubrations de Mgr Fallon, lui avait dit de se taire. De plus en plus, on trouvait le Règlement 17 une loi inique et cela, souvent, de la part d'Irlandais catholiques. On déplorait les pressions auxquelles avaient été soumis les Franco-Ontariens. Tout cela, pour dire que la fin approchait quoi qu'il y eut des soubresauts comme l'affaire de Pembroke dans les années Vingt. Alors que les choses se calmaient à Ottawa, qui avait été le centre des conflits, ceux-ci se firent plus vifs à l'extérieur de la capitale.

Le sénateur Landry était décédé, le sénateur Belcourt avait repris la direction de l'ACFEO. Puis, il y eut la «Unity League». Il s'agissait d'un petit groupe de Torontois, souvent des professeurs d'universités, qui s'intéressaient aux misères des Franco-Ontariens et voulaient qu'il existe maintenant de la compréhension entre Français et Anglais. Elle travailla de concert avec l'ACFEO à forger un climat d'entente. Faut-il mentionner ici que les Québécois, pour aider la cause ontarienne, avaient depuis un certain temps, refusé d'acheter d'après le catalogue Eaton alors faisant des affaires d'or dans la belle province. Cette mesure effrayait les hommes d'affaires de Toronto et elle fut probablement aussi une des raisons du changement d'attitude des Ontariens anglais. Toujours est-il que, avec ces puissants alliés, les Canadiens français se sentaient plus forts et, lorsque le clergé anglophone d'Ottawa fit savoir qu'il approuverait la nomination d'un archevêque canadien-français à la succession de Mgr Gauthier, la satisfaction fut complète. Il est ironique de penser que l'artisan de ce changement d'attitude chez le clergé anglophone était le curé Connell de l'église St-Joseph; on se souvient que l'évêque de London, Mgr Fallon, avait été pendant quelques années du début du siècle, le pasteur de cette même église.

Méfiant, les Canadiens français continuaient cependant à demander l'abolition du Règlement 17. Il y avait un nouveau Premier ministre à Toronto, M. Ferguson qui d'abord récalcitrant, en vint tout doucement à accepter d'étudier la question des écoles. À l'automne de 1925, une commission nommée par Toronto comprenant Louis Côté, le Dr Merchant et un Orangiste le juge J.H. Scott fut chargé d'une enquête. Le résultat fut que le français serait enseigné dans les écoles primaires et que les écoles secondaires seraient bilingues. Des inspecteurs canadiens-français surveilleront les écoles françaises; l'école normale de l'Un. d'Ottawa est approuvée.

Le fameux Règlement 17, qui n'avait jamais été appliqué par les Francophones de tout l'Ontario, mais tout spécialement à Ottawa, centre de la résistance, fondait comme beurre dans la poêle. À toutes fins pratiques, il était mort mais restait sur ses pattes jusqu'à ce qu'il soit officiellement déclaré nul vingt ans plus tard. À l'époque, on ne lui fit pas de belles funérailles. Il avait été un mort-né!

Vous remarquerez que j'ai évité de trop décrire le conflit scolaire dans ses implications politiques. J'ai laissé cela à d'autres qui l'ont fait mieux que moi. Cependant, j'ai voulu, comme c'est mon habitude, mentionner le côté humain et la participation de la population qui, cette fois, s'impliqua à fond dans la résistance. Elle ne laissa pas cette défense de ses libertés uniquement aux présidents d'organismes et aux politiciens mais prit en mains sa propre destinée. C'est cela qui est remarquable et si, à l'heure actuelle, les enfants canadiens-français étudient, en toute liberté, leur langue chantée par les poètes, c'est grâce en grande partie au courage et à la vaillance de leurs mères et de leurs pères. Il faudrait leur rappeler cela quelquefois.



1916 — Dames gardiennes de l'école Saint-Charles, rue Springfield. Parmi elles, mentionnons Mesdames Joseph Richer, présidente, Herménégilde Major, Benjamin Leduc, Félix Arbour, Joseph Dagenais, Frank Valiquette, Telmont Gauvreau, Isidore Champagne, Hector Folsy, J.M. Lemieux, J.B. Jetté, Mme Guèvremont, et d'autres dames que nous n'avons pu identifier. La photo a été prise dans la cour de l'école.

Courtoisie: M. Emmanuel Folsy.

CHAPITRE XVIII

1917 La population d'Ottawa approche des 100,000 habitants dont plus d'un quart sont de langue française.

Au début de cette année-là, le docteur Desrosiers se présente à la mairie, mais est défait par l'avocat Harold Fisher.

Les autorités municipales sont confrontées avec un problème causé par la prolifération des véhicules automobiles dans les rues de la capitale. Ce nouveau genre de circulation constitue un véritable danger pour les enfants qui, jusqu'à présent, n'ont eu que les cours et les rues comme terrains de jeux. La ville décide donc d'installer des endroits réservés à la jeunesse qui peut s'y divertir sans risquer de tomber sous les roues des automobiles. Les parcs Plouffe, Lansdowne, King-Edward, Bingham, Mechanicsville et Gladstone sont aménagés à cette fin.



À cause de la guerre, on ne peut fêter les cinquante années de la Confédération. Elles le seront en 1927. Cependant, la vie sociale ne perd pas pour autant ses droits. Mme Brodeur, épouse d'un Juge de la Cour supérieure et président du Comité de secours Franco-Amérique, reçoit dans sa demeure à un bridge de 38 tables, au profit des oeuvres de guerre.

Le conflit mondial n'est pas seul à occuper les esprits et les coeurs. Une vive controverse oppose les autorités de l'Université à ceux qui voudraient la voir adopter la seule langue anglaise. L'avocat D'arcy Scott, dont le père avait pourtant été un sincère ami des Canadiens français, lance une charge à fond de train contre l'Université. Cette maison d'enseignement devrait agir, dit-il, d'après l'esprit du fondateur, Mgr Guigues, qui l'avait créée pour servir la population anglophone. Le Père Georges Simard conteste vivement cette théorie et explique, avec preuves à l'appui, que le

Collège de Bytown, ancêtre de l'Université, avait été fondé, de fait, à l'usage surtout des Francophones. Il faut lire à ce sujet de forts intéressants articles du journal «Le Droit» des 22 et 31 janvier 1917.

★ ★ ★

L'Association des anciens élèves de l'Académie de La Salle est fondée en 1917. Arthur Patry, Waldo Guertin, Charles Lemieux, Hector Laperrière et Albert Perras en assumeront tour à tour la direction jusqu'en 1926. Pendant la période 1916-1924, l'abbé Joseph Hébert sera chapelain de l'Académie suivi, en 1925-26, par Mgr Campeau.

Le club de hockey LaSalle remporta, pendant cinq années consécutives, le championnat de la Ligue intermédiaire d'Ottawa et du District. C'est dans l'ouvrage du Frère Dufour que j'ai puisé tous ces renseignements.

★ ★ ★

En 1917, la paroisse St-Jean Baptiste est morcelée; celle de St-Gérard Magella est fondée et confiée aux Pères Rédemptoristes. La nouvelle église sera rue Bayswater et ouvrira en octobre. M. Conrad Nizan, dont l'épouse est née Bisson, en sera le maître de chapelle. En 1937, les Pères Rédemptoristes vendront leur scholasticat de la rue Bayswater aux Soeurs de Sainte-Marie de Namur, pour leur servir de noviciat et de maison mère. Ces religieuses enseignantes appartenaient à une congrégation fondée en Belgique; elles vinrent d'abord aux États-Unis puis au Canada en 1885. C'est en décembre 1886 qu'elles s'établirent dans le diocèse d'Ottawa, tout spécialement à Vankleek-Hill, Saint-Eugène, Masson, Chapleau et à Sainte-Rose.

★ ★ ★

À sa fondation en 1917 le Conseil national des Recherches occupait deux étages de bureaux rue Queen. D'autres laboratoires ne tarderont pas à être installés à divers endroits de la capitale. Lord Bessborough étant alors Gouverneur général, ce sera seulement en 1932 que le gros immeuble de la rue Sussex sera complété au coût de trois millions.

Pour le moment, c'est le duc de Devonshire qui occupe Rideau Hall. Le duc de Connaught, troisième fils de la reine Victoria et sa femme, une princesse de Prusse, avaient quitté le Canada à la fin de 1916. La duchesse de Devonshire était la fille du Marquis de Lansdowne, Gouverneur général du Canada de 1883 à 1888, et futur vice-roi des Indes.

★ ★ ★

La «Women's Historical Society of Ottawa» fondée un peu avant le début du siècle, s'installe maintenant dans l'ancien bureau

d'enregistrement, rue Nicholas, petit immeuble en pierre qui existe encore, curieusement isolé au milieu d'une intense circulation. Le musée de la Société y sera jusqu'en 1947.

Un grand concert sacré est donné à l'église du Sacré-Coeur, dirigé par Henri Lefebvre. On chante, entre autres, «Les sept paroles du Christ» de Théodore Dubois. Le duc et la duchesse de Devonshire assistent. Les solistes sont M. et Mme Antonio Tremblay, le ténor Victor Lefebvre et la baryton Paul Ouimet, ce dernier étant aussi président de la chorale. Pendant le programme musical, Wilfrid Charrette joue l'orgue et Jules Tremblay récite des vers de son cru, intitulés «Ballade Ste-Cécile».

★ ★ ★

Décès, en 1917, de Mme Hilaire St-Jacques, fille de Flavien Rochon, sculpteur sur bois, et de son épouse née Bastien (voir photo dans le Tome III, page 69).

Avec sa mère, William Lyon Mackenzie King, futur Premier ministre, habitait les appartements Roxborough, rue Laurier. Une affectueuse entente existait entre la mère et le fils et la mort de Madame King, en 1917, porta un rude coup au jeune homme qui ressentira longtemps cette perte cruelle. Il parlera souvent de sa mère, gardera dans sa demeure de la rue Laurier, un grand portrait d'elle et parce qu'il croyait aux sciences occultes, il essaiera de communiquer avec elle au-delà de la mort. — Décès aussi du sculpteur Louis-Philippe Hébert dont nous possédons à Ottawa plusieurs ouvrages importants, telles les statues de plusieurs Hommes d'État et celle de la reine Victoria sur la colline du Parlement (voir Tome II, page 125 et suivantes) et, surtout, l'admirable statuaire de la cathédrale Notre-Dame d'Ottawa. — Un artiste d'une autre discipline se noie en 1917 à Canoe Lake, en Ontario. Tom Thomson peint des scènes canadiennes caractéristiques de la beauté des forêts de notre pays.

Mariage, en 1917, de Paul-Alfred Leprohon et de Clothilde Richard, fille de Jos. Émery Richard, de l'Imprimerie nationale. — À l'église du Sacré-Coeur, le sénateur Pascal Poirier épouse, en secondes noces, Mathilde Casgrain, soeur du sénateur. Le couple habitera le 520 de la rue King-Edward. — En avril 1917, mariage de Gabrielle, fille du sénateur N.A. Belcourt, avec l'avocat Paul Leduc.

Divers

— En 1982, en ouvrant une voûte à Halifax, on trouva trois tonnes de documents sur la terrible explosion qui détruisit toute une partie de cette ville en 1917. Deux navires étaient entrés en collision dans le port, l'un d'eux contenant une grande quantité d'explosifs — La ligue de hockey national est fondée — La plus

grande usine d'acier au monde ouvre à Toronto — Médéric Martin, original, débonnaire et populaire, est maintenant maire de Montréal — L'année précédente, le Père Charles de Foucaud, saint missionnaire, porteur de la bonne parole chez les tribus africaines, est assassiné à Tamanrasset.

— Le dimanche 13 mai 1917, trois petits bergers rassemblent leur troupeau avant de revenir vers leur hameau, situé à quelques kilomètres de Fatima, au Portugal. L'église vient de faire entendre l'appel des cloches. Il est midi. Les enfants récitent l'*Angelus*.

Tout à coup, sans raison apparente car le ciel est bleu et sans nuage, des lueurs aveuglantes sillonnent le ciel à plusieurs reprises et aux yeux éblouis des *pastorinhos* une belle dame entourée de lumière apparaît au-dessus d'un petit chêne.

Dans ce Portugal où la jeune république clame «ni Dieu ni religion», il ne fait pas bon de croire aux miracles et, pourtant, quelques mois plus tard, soixante-dix mille personnes assisteront, sidérées, à une «danse du soleil» à l'endroit même où la Vierge est apparue.

Les guérisons miraculeuses se succéderont et l'Église, prudente en la matière, admettra finalement le surnaturel et le caractère miraculeux du phénomène. Mais, auparavant, l'humble chapelle érigée sur les lieux du miracle, sera dynamitée par des vandales, en 1922. Trois ans plus tard, une magnifique basilique, dédiée à Notre-Dame du Rosaire, s'élèvera.

Deux des trois petits bergers moururent de la grippe espagnole en 1918 et furent éventuellement enterrés dans la basilique. La troisième, Lucia, sera religieuse dans un couvent de Coïmbra.

CHAPITRE XIX

1918 Cette année sera remplie de joie mais aussi d'anxiété car la fin de la longue guerre de quatre ans coïncide avec le terrible fléau de la grippe espagnole s'attaquant aux jeunes adultes et faisant d'énormes ravages.

La grippe espagnole a été, à l'époque une véritable catastrophe. Venue d'Europe, elle avait fait son apparition au Kansas en mars, 1918. Cinq mois plus tard, quelques cas se déclaraient au Québec et, en moins de trois mois, tout le Canada était victime de cette épidémie qui était, en réalité, une mauvaise grippe dégénérant très vite en pneumonie. On crut que cette maladie, que l'on savait contagieuse, avait été apportée dans notre pays par neuf marins d'un navire indien, le «Somali» après que le bateau eut jeté l'ancre à une station de quarantaine dans le St-Laurent. Ces neuf marins moururent. En octobre 1918, l'épidémie faisait rage. Les autorités de la ville établirent le couvre-feu et la quarantaine. Les églises et les écoles furent fermées. Montréal fut la ville canadienne la plus durement touchée mais les villages et les réserves indiennes n'étaient pas non plus épargnés. Tous les hôpitaux étaient débordés. À la mi-novembre, sur cinquante-six gardes-malades de l'Hôpital général, vingt-huit furent terrassées. Des hôpitaux d'urgence furent installés avenue Laurier, rue Kent et à Eastview. L'hôtel de ville ouvrit un bureau pour recevoir et enregistrer le nom des femmes et des jeunes filles qui pourraient donner des soins à domicile, les infirmières ne suffisant plus à la tâche. La grippe espagnole continuant à faire des victimes, le maire Fisher, qui dirigeait les activités de l'hôtel de ville avec intelligence pendant cette période troublée, encouragea les citoyens, à plusieurs reprises, à surveiller étroitement l'hygiène dans la maison et sur eux-mêmes, se tenant loin des foyers d'infection. Au cou des enfants, étaient suspendus de petits sacs contenant du camphre, réputé efficace contre l'infection. Bientôt, les cimetières furent

encombrés, les cercueils furent fabriqués simplement de quatre planches car on enterrait vite ceux qui étaient morts de cette contagion. L'épidémie dura tout l'hiver et ne diminua que vers mars 1919.

Ce fut pendant ces mois d'inquiétude que la nouvelle arriva, clamant la fin de la guerre et la signature de l'armistice, le 11 novembre 1918. On vit la ville d'Ottawa faire éclater ses frontières par ses cris de joie car beaucoup de ses fils avaient quitté les leurs en larmes dans cette gare Union qui retentissait aujourd'hui de mille hurrahs d'allégresse. L'armistice fut fêtée ici par un débordement de célébrations à nulle autre pareille. Les soupirs de soulagement furent entendus aux quatre coins de la capitale; un bruit d'une intensité telle que l'on ne se souvenait pas d'en avoir jamais entendu de semblable, remplissait les rues où automobiles pavoisées et véhicules en longue file transportaient des gens clamant leur joie de voir le massacre de quatre années devenir un souvenir. Devant les bureaux du journal «Le Droit» et devant le Monument national tout près, cinq mille personnes s'étaient amassées. Dans une auto stationnée au bord de la rue, Lady Laurier presque aveugle, assistait à cette manifestation. À tue-tête, les gens chantaient dans un pêle-mêle pittoresque, le Magnificat, La Marseillaise, Vive la Canadienne et Alouette. On criait «Vive les soldats canadiens-français, Vive la France, Vive Foch» (on voulut donner son nom à une rue de Hull), et d'autres acclamations qui se perdaient dans cette foule en délire. On clamait son admiration pour les grands chefs militaires: Foch, Joffre, Gouraud, le vaillant cardinal Mercier, héros de la résistance belge, les rois d'Angleterre et de Belgique, etc. On s'embrassait et on pleurait car l'inquiétude créée par la conscription avait mis bien des nerfs au vif. Des représentants de toutes les associations canadiennes-françaises se mêlèrent à la population lorsque celle-ci se dirigea dans un désordre joyeux vers les édifices du Parlement. Par toutes les rues de la ville, l'euphorie continua longtemps.

Par la suite, les journaux relateront pour le plaisir de leurs lecteurs l'occupation des villes allemandes par les troupes alliées et le retour de l'Alsace à la France.

Mais, dans plusieurs demeures, des parents désolés ne se mêlaient pas à la gaieté générale et pleuraient un fils disparu dans la tourmente. La famille Lemieux fut du nombre. Le 29 novembre, en présence de Sir Wilfrid et de Lady Laurier, une messe fut chantée pour le repos de l'âme du lieutenant Lemieux, mort au champ d'honneur, fils de l'Hon. Rodolphe Lemieux. L'armistice était arrivée trop tard pour sauver cette jeune vie.

★ ★ ★

Le théâtre continue à attirer les foules. La troupe d'Ernest St-Jean joue «Une cause célèbre». Mme A.B. Lacerte écrit des drames et les présente sous les auspices de la Fédération des Femmes canadiennes-françaises. Une des jeunes actrices est notre amie Yvette Tremblay qui joue, à un âge très tendre, le rôle d'une nourrice. Mme Lacerte écrit aussi des opérettes dont l'une porte le joli nom de «Castel-Joli». MM. Beaulne, Sanche, Déziel, entre autres, jouent «Coeur de père». Je mentionne seulement quelques titres car le théâtre continua pendant longtemps à recevoir l'appui d'un public fidèle. Madame J.M. Briand fait interpréter, à St-François-d'Assise, «Coeur français». On donne «L'Aventurière» de Augier au théâtre Russell, sous la direction de MM. Charles-Édouard Marchand et de Maurice Morisset, au bénéfice de l'Hôpital général et des oeuvres de guerre. La représentation est sous les auspices de la Fédération des femmes canadiennes-françaises. Les acteurs sont MM. Marchand, Alexandre Dupont, Léonard Beaulne, Raoul Mercier, Oscar Auger, Mlle Reinhardt et Mme Alex. Dupont. Sous la direction d'Alex. Dupont l'Alliance dramatique donne au début de mai 1918 «L'Exilée» de Kistemaekers.

En fait de divertissements, l'incendie qui détruit le fameux pavillon de Britannia, lieu préféré de la population pendant les fins de semaine, désole surtout les familles qui trouvaient là toute une collection d'amusements pour petits et grands. Ce fut pendant un après-midi torride d'août 1918 que le pavillon tant apprécié brûla de fond en comble.



Dans sa Collection classiques canadiens, Fidès a consacré un court ouvrage à Jules Fournier. Nous en parlerons ici car il vécut à Ottawa quelque temps et y mourut en 1918. Né en 1884 à Côteau-du-Lac, comté de Soulanges, il commença très jeune à faire du journalisme, fut reporter à «La Presse» après sa sortie du Séminaire de Valleyfield à dix-huit ans, sans avoir complété ses études classiques.

C'est en 1904 qu'il vint à Ottawa pendant la session du Parlement, étant correspondant du journal «Le Canada». Sa carrière journalistique le conduisit à être rédacteur politique à ce journal puis, en 1908, directeur du «Nationaliste» dans lequel il attaqua violemment le gouvernement québécois Gouin. Ce dernier lui intenta un procès pour libelle diffamatoire. Condamné, Fournier écrivit «Souvenirs de prison». Par après, il ira en Europe et y retournera plusieurs fois. Il relatera sa visite au poète provençal, Mistral, auteur de «Mireille».

Féroce pamphlétaire, se qualifiant lui-même de journaliste-philosophe et de libelliste, Fournier prend à parti une quantité d'adversaires et «leur passe sa plume à travers le corps». Ses têtes de turc sont le Premier ministre Gouin, Crémazie, Fréchette, Chapman, le juge Routhier, les députés, les sénateurs et, en somme, à peu près tout le monde. Voulez-vous savoir comment il décrit les représentants du peuple? «La casquette ou le chapeau rabattu sur la figure, les yeux mi-clos dans une attitude de béat contentement, chacun d'eux, dans la tiède atmosphère de la salle, se laisse vivre doucement, d'une vie reposante et purement végétative, comme une plante — comme un légume».

Fournier clame qu'il n'y a pas de littérature canadienne et nie à Nelligan et à Lozeau d'en faire partie. Pourtant, il écrira une anthologie des écrivains canadiens... Contradiction? Il travaille au journal «Le Devoir» puis fonde, en 1911, un hebdo. «L'Action», qui durera cinq ans. Il se mêle de politique municipale, combat le maire Martin de Montréal et est éventuellement élu échevin de la ville. C'est en 1917 qu'il est nommé traducteur au Sénat mais il meurt peu après à l'Hôpital général, à 33 ans, le 16 avril 1918, peut-être de la grippe espagnole qui avait déjà commencé ses ravages aux U.S.A. le mois précédent. Ses funérailles eurent lieu à la Basilique Notre-Dame d'Ottawa et son enterrement à Montréal.

Jules Fournier avait épousé Thérèse Surveyer dont il eut un fils, Marc. Ce fut Mme Fournier qui, en 1922, s'occupa de la publication de «Mon encrier», recueil de morceaux choisis.



En 1918, la Fédération des Femmes canadiennes-françaises s'organisa en corporation et mit sur pied un organisme qui grandit rapidement avec les années, eut une influence certaine sur la vie culturelle des Canadiens français et, qui plus est, dure encore. On peut remonter à 1914 lorsqu'un groupe de dames se réunit pour confectionner des vêtements, tricoter et, en somme, travailler au bien-être des forces armées en leur procurant chauds lainages et autres douceurs. Quelques années plus tard, Madame P.E. Marchand, qui était l'âme et l'animatrice pensa que l'oeuvre devait prendre un caractère national et la Fédération fut fondée par elle-même, Mmes S.N. Parent, Urgèle Archambault, Paul Leduc, Mlles Yvonne Coutu et Béatrice Belcourt.

À Ottawa, la FFCF fut organisée dans chaque paroisse. L'oeuvre de charité des débuts continua mais on y ajouta d'autres activités, telles le don de livres aux écoles et les encouragements aux oeuvres d'artistes, etc.

Dans la paroisse du Sacré-Coeur, les premières présidentes si on s'arrête aux années Trente furent Mesdames N. Mathé, A.B.

Lacerte, Charles J. Charlebois, P.E. Parent, Eugène Aubry et Léonard Beaulne.

La présidence générale fut assumée par Madame Marchand pendant trente-deux ans; ce n'est qu'à soixante-dix-huit ans qu'elle abandonna les rênes du pouvoir. Je parle de cette pionnière dans la Deuxième partie de ce Tome, mais on aura noté que sa photo apparaît sur la couverture de ce présent ouvrage.

Plusieurs décès parsèment l'année. J'en donne ici quelques-uns: Joseph Bénard, l'avocat Bernardin Boutet. Ce dernier avait pratiqué cinq ans à Ottawa puis s'était établi à Sudbury. Âgé de 33 ans, c'est probablement la grippe espagnole qui l'emporta. Sa jeune femme l'a précédé dans la tombe deux mois auparavant, peut-être de la même maladie. Bernardin est le fils d'Antoine Boutet, 97 Daly. Ses frères sont Edgar, Antoine et le Frère Ange-Marie. — Décès le 9 décembre de Jules Matte, dessinateur au Ministère des Travaux Publics — La mère du curé Myrand s'éteint à l'âge de 88 ans. Elle était née à Québec mais habitait la capitale depuis de longues années. Elle laisse, en plus du curé de Ste-Anne, quatre filles: Mme E. Rouillard, Mlles Odile, Caroline (Corrie) et Edwidge.

Rappelons qu'un des premiers pionniers de Bytown fut le Français Louis Grison dont le fils, Louis-Armand, né en 1831 dans le petit village, mourut en 1918. J'ai parlé de cette famille à la page 326 de «Bytown». Le carrossier Philibert Boileau meurt en avril à 65 ans, ainsi que Joseph Côté qui habitait Ottawa depuis 1871 lorsqu'il vint travailler pour son oncle Olivier Côté, marchand de fourrures. Plus tard, il prit le commerce à son compte. Sa première épouse fut Éliza Lavigne puis, en secondes noces il se maria avec Mathilde Rattey. M. Côté faisait partie de la chorale Notre-Dame depuis trente ans. Il laisse un fils J. Édmond Côté.



Il y avait une décennie que le scoutisme avait été fondé en Angleterre, lorsque, en 1910, le premier groupe de scouts fut mis sur pied à Ottawa. Il s'agissait d'une troupe de langue anglaise. Cette même année, l'abbé Hébert avait fondé l'Oeuvre de la Jeunesse; les membres de ce groupe formèrent la première troupe scout de langue française lorsque, en 1918, de jeunes Canadiens français décidèrent de se joindre à cette oeuvre de jeunesse. La 41ème troupe comprenait donc des jeunes gens sportifs et énergiques, dont le Major Pinard, Ted Chevrier, Roland Roy et Napoléon Potvin. Je ne puis évidemment nommer tous ceux qui, à ce moment-là, entrèrent dans le mouvement scout mais rappelons que le jeune Paul McNicoll âgé de 12 ans en fit partie. Cependant, ce groupe francophone était englobé dans l'organisme anglais et

tout nouveau scout devait prononcer son serment dans cette langue. La paroisse Ste-Anne eut, à son tour, un groupe scout dirigé par Thomas Brisson et la paroisse du Sacré-Coeur emboîta le pas avec le jeune Émond comme chef.

Pendant quelques années, les activités du groupe français furent au ralenti mais reprirent de la vigueur au milieu des années Vingt. Paul McNicoll devint chef et délégué en 1929 et fonda, cette année-là, les louveteaux à Notre-Dame d'Ottawa. En 1932, l'abbé Boyer s'occupa de mettre sur pied une troupe dans la paroisse St-Charles.

En 1933, M. McNicoll fonda une association des chefs et aumôniers canadiens-français. En 1938-39, le commissaire canadien-français fut Monsieur Chéri Laplante. Onze ans plus tard, Paul McNicoll fut nommé Commissaire de tous les scouts canadiens-français. L'autonomie des nôtres fut enfin réalisée en 1935 par la fondation des Scouts catholiques de la province civile de Québec, sous la protection du cardinal Villeneuve. En 1958, une Fédération nationale en deux parties fut fondée.

Avec un zèle inlassable, Paul McNicoll fut toujours impliqué à tous les niveaux de ce mouvement scout. Ce ne fut qu'en 1964 qu'il fut remplacé comme commissaire par M. Robert Bélanger dont l'épouse est la fille du pharmacien Desjardins, rue Dalhousie.



Divers

— L'écrivain Édmond Rostand, célèbre auteur de «Cyrano de Bergerac» et de «L'Aiglon», dont la population d'Ottawa avait vu jouer les pièces à plusieurs reprises, meurt au début de décembre 1918 en France.

— Le Président du Portugal, M. Paes, est assassiné et son meurtrier est exécuté sur place.

— En octobre 1918, à Trenton, Ontario, la manufacture de munitions la plus importante du Canada explose avec force et le village de Trenton est presque entièrement détruit. Cependant, chose curieuse, il n'y eut aucune perte de vie car c'était la fin de semaine de l'Action de Grâce et la manufacture était presque vide. Je suis certaine que cette explosion a dû faire l'objet d'une sérieuse enquête par la police.

— Vers 1918, une quincaillerie populaire qui existera de longues années rue Dalhousie, à l'angle de Clarence, s'installe à cet emplacement. Auparavant, ce commerce était rue Clarence près de Williams. M. Torontow, le propriétaire, était arrivé en 1904 de Russie où il était né et avait fait venir sa fiancée, russe également. Ils s'épousèrent à Montréal. M. Torontow mourut à 98 ans en mars 1984.

— Un petit livre de recettes de cuisine, le «Victory Recipe Book», fut publié, probablement vers 1918 par la Western Methodist Church, fondée ici en 1872 et qui se trouvait au 545 de la rue Wellington. Vers la même époque, le manufacturier de monuments, J.P. Laurin, qui avait succédé à son père à la tête du commerce, faisait imprimer un livre de recettes que consultait souvent ma mère et que je garde précieusement.

— La livraison de lettres par avion se fit, pour la première fois entre Ottawa et Toronto, en 1918. Le pilote était le lieutenant Arthur M. Dunstan, et l'avion s'appelait «Winnipeg».

LA MORT DE SIR WILFRID LAURIER

Nous sommes le 17 février 1919. Dans son bureau du Musée Victoria, le chef de l'opposition travaille lorsque, vers cinq heures, il est pris de vertige et tombe, se blessant au front. Il se remet, ne veut effrayer personne et rentre seul chez lui, rue Laurier, en tramway comme il en avait l'habitude. Il est pâle et sa figure porte la trace de ses souffrances. Heureusement, sa femme, aveugle, ne peut se rendre compte de l'état pitoyable de son mari. Le lendemain, en se préparant à aller à la messe, second étourdissement; il perd connaissance, revient à lui après plusieurs heures, et murmure à sa femme, affolée: «C'est fini». Il meurt le lendemain, à deux heures et demi, ayant le Père LeJeune à son chevet. Il était âgé de 78 ans.

Laurier, jeune, avait failli être emporté par la tuberculose, dont était morte sa mère, d'ailleurs. Malade toute sa vie, son courage lui avait permis de surmonter cette maladie qui l'accabla toujours, et lui fit prendre des précautions qui prolongèrent certainement une existence de labeur ardu, de luttes politiques, d'activités très intenses. J'ai parlé souvent de celui qui fut, de 1896 à 1911, le premier citoyen du pays, et on verra que j'ai, pour cet homme qui nous fit honneur, une admiration sans bornes. Il n'était pas parfait. . . les saints ne sont pas en enfer, comme dit Cesbron, mais au ciel et, sur la terre, vivent de simples mortels, quelques-uns plus utiles à leur pays que d'autres. . . Peut-être quelqu'un écrira-t-il en français une belle «Vie de Laurier». Ceux qui l'ont tenté jusqu'à présent n'ont fait qu'effleurer une existence si pleine; d'autres n'ont guère réussi à écarter l'écran formé par les luttes politiques, pour montrer l'homme tel qu'il était, loyal, sincère, intelligent, cultivé, avec un sens de l'humour sans méchanceté et, par dessus tout, une distinction et un talent oratoire qui faisaient honneur à son pays partout où il passait. Louis Fréchette rapporte que Sir John A. Macdonald disait de Laurier: «Je puis me fier sans crainte à lui; il serait incapable, le voulût-il, de manquer à sa parole». L'historien Lower dit de Laurier qu'on peut trouver peu de failles dans le

caractère de cet homme qui pratiqua la tolérance à un degré rare. J'ai prouvé abondamment que Laurier encourageait toutes les manifestations canadiennes-française qui, à l'époque, étaient nombreuses à Ottawa. Si l'anglais lui était aussi familier que sa propre langue, son cœur vibra au rythme du nôtre. Il disait: «La première place dans mon cœur est pour ceux dans les veines de qui coule le sang de mes propres veines». Sa distinction, son comportement, l'absence totale de gestes et de propos vulgaires attiraient l'admiration. Dans «Les mémoires de Lord Minto» John Buchan dit que Laurier aurait pu siéger à la Chambre des Lords, suprême compliment de la part d'un Britannique. Sir Wilfrid garda toute sa vie le culte de l'amitié; sa correspondance en fait foi. Puis, sa vie matrimoniale fut heureuse, malgré certaines insinuations qui ne peuvent vraiment ternir cinquante ans de fidélité conjugale. Il aimait son épouse Zoé Lafontaine qui l'avait épousé malgré l'avis des siens car, jeune avocat, la modestie des moyens financiers et la mauvaise santé de Wilfrid, ne laissaient aucunement présager un brillant avenir. Je parlerai plus longuement de Lady Laurier lors de son décès en 1921.

Lorsque le couple eut été marié cinquante ans, en 1918, Laurier voulu fêter dans l'intimité, cette longue union; une photo montrant le vieux couple arrivant à l'église du Sacré-Coeur pour assister à la messe ce jour-là, est touchante dans sa simplicité car on y voit le mari à cheveux blancs attentif à aider sa compagne aveugle et alourdie par l'âge.

Le corps du chef d'État, vêtu de l'uniforme Windsor, fut exposé pendant quelques jours au Musée Victoria. Une foule nombreuse et désolée défila auprès du cercueil. Le fauteuil qu'avait occupé Laurier à la Chambre était drapé de noir et couvert de fleurs.

Le 22 février, un long cortège funèbre, formé de 6,000 personnes, à pied ou en voiture, — les enfants des écoles ayant congé — suivait le corbillard dans les rues du centre de la ville jusqu'à la basilique Notre-Dame où Mgr Pietro di Maria présida la cérémonie, Mgr Gauthier étant à Washington pour fêter les cinquante ans d'épiscopat du cardinal Gibbons. Le cercueil, porté par huit policiers, fut placé sur un catafalque pendant que la chorale chantait le suppliant *Miserere*. Ma mère assistait à la cérémonie car mon père, membre de la chorale, avait eu pour elle un billet de faveur. Je conserve le programme de cette messe; il est en anglais seulement. Mes parents nous ont souvent parlé des fastes de ce service funèbre. La façade de la belle église était drapée de noir de même que l'intérieur où descendaient des jubés, bondés de dames en vêtements sombres, de longues tentures noir et or. Le cercueil avait été placé sur un magnifique catafalque d'où s'échappaient aux quatre coins les lourds plis de drap noir.



Sir Wilfrid Laurier et Lady Laurier arrivant à l'église du Sacré-Coeur pour la messe célébrant leur cinquantième anniversaire de mariage en 1918.

La chorale, connue déjà pour la perfection de son exécution, fut à la hauteur. L'orgue sous les doigts talentueux d'Amédée Tremblay, la chorale avec comme directeur Fortunat Champagne, chanta la messe de Perosi. De Montréal, on avait fait venir le célèbre chantre d'église Joseph Saucier qui rendit les «Adieux» de Schubert. Les solistes furent Paul G. Ouimet, Gustave Gosselin, Miville Belleau, Armand Lacroix, M. Beudet et J. Tremblay.

L'oraison funèbre fut faite en français par Mgr Mathieu, évêque de Régina et ami intime du défunt. En anglais, ce fut le R.P. Burke.

Le R.P. Laflamme, curé du Sacré-Coeur, paroisse de Sir Wilfrid, avait fait la levée du corps à son entrée à l'église, remplie à craquer. Le duc de Devonshire, gouverneur général était au premier rang, le ministre des finances Black représentait Robert Borden, absent; la législature du Québec avec Sir Lomer Gouin était composée d'une soixantaine de membres car n'oublions pas que Sir Wilfrid fut cinquante ans député de Québec-est au Parlement d'Ottawa. Le chanoine Pauzé représentait le Collège de l'Assomption, Alma Mater de Laurier.

Lady Laurier n'assistait pas au service funèbre à l'église mais, accompagnée de Robert, son neveu et d'une religieuse, elle était au cimetière lorsque le cercueil y fut déposé en terre. La bénédiction fut donnée par le R.P. Lejeune, assisté de Mgr Myrand et de l'abbé Thériault.

Le couple Laurier n'avait jamais eu d'enfants. À sa mort, Sir Wilfrid laissait, outre sa femme bien-aimée, son demi-frère Carolus, une demi-soeur Mme Lamarche et des neveux et nièces dont ses principaux héritiers Robert et Pauline, enfants de son demi-frère Henri, décédé.

Le dimanche qui suivit le décès, Mgr Myrand, curé de Ste-Anne, confesseur ordinaire de Sir Wilfrid, parla à ses fidèles d'une voix chargée d'émotion. Il décrivit son ami comme possédant un caractère vaste, généreux, sincère et loyal. Pour sa part, «Le Droit» relata en détail tous les événements se rapportant au décès de Laurier, et M. A.D. DeCelles écrivit un très bel article sur lui dans le journal du 23 février. Dans ce même numéro, le professeur J.M. Fleury fit paraître un poème en souvenir de cet homme de qualité exceptionnelle.

Lorsque, par un beau soir d'été, on marche en flânant devant le cimetière Notre-Dame qui longe le chemin de Montréal, à l'est de la ville de Vanier, le regard est instinctivement attiré par des lumières diffuses qui éclairent, avec art et mesure, un gros monument de pierre, placé sur un terre-plein au beau milieu de l'entrée, derrière la belle grille qui ferme le champ de repos. Il

s'agit de la tombe de Sir Wilfrid Laurier, Premier ministre du Canada de 1896 à 1911, un des hommes les plus distingués et les plus intelligents que le Canada ait produit. Ici, repose également l'épouse de l'Homme d'État, Lady Laurier, décédée quelques années après son mari.

Le monument est l'oeuvre d'Alfred Laliberté. Né en 1878, de parents pauvres et sans culture artistique, Laliberté, fils de Joseph Laliberté et de Marie Richard, et à l'instar de son aîné, Hébert, commença, petit garçon, par «gosser» au canif des pièces de bois qui prenaient, tantôt la forme de Saint Antoine de Padoue, tantôt de Léo XIII ou de Wilfrid Laurier qui, vers cette époque, s'installait dans une carrière extraordinairement féconde. Le pays de Laurier était aussi le pays de Laliberté. Ce fut avec une statue grandeur nature du chef libéral, protecteur généreux du sculpteur, que Laliberté gagna son premier prix en sculpture. Après quelques années d'étude au Conseil des Arts, à Montréal, il obtint l'insigne faveur, chance inouïe, d'être envoyé en Europe pour se perfectionner. Avec un solide bagage de connaissances, le sculpteur revint au pays et entreprit de faire des bustes, dont celui en bronze de Louvigny de Montigny. C'est lui qui sculpta les Pères Brébeuf et Marquette qui se trouvent dans les niches à la façade du Parlement de Québec. Il fit un petit monument à la mémoire du fils, mort au front, de l'hon. Rodolphe Lemieux. Il exécuta aussi le monument St-Joseph à l'Oratoire. Notons un fait amusant: Laliberté n'avait jamais étudié le faciès et l'attitude des Indiens d'Amérique. À Paris, cependant, au cirque de Buffalo Bill, il les observa et, plus tard, fit d'eux plusieurs groupes dont quelques-uns se trouvent, je crois, à la Galerie nationale du Canada.

Lorsqu'il fut question de faire élever un monument funéraire sur la tombe de Sir Wilfrid, le nom de Laliberté était donc bien connu. Il avait d'abord été question d'une chapelle mais, avec l'appui de Lady Laurier, Laliberté obtint de faire le monument. Les neuf statues qui entourent le cercueil de pierre furent dessinées dans son atelier de Montréal et coulées dans le bronze à Paris. Ces personnages représentent les neuf provinces de l'époque. Le monument fut terminé en mai 1923.

À la page 94 de «Mes souvenirs», Laliberté raconte ce qui suit: «Voilà que le groupe anglais trouva que j'avais donné trop d'arrogance à la province d'Ontario. Je dus lui donner une expression plus douce». Après avoir lu cela, je suis allée au cimetière pour essayer de trouver cette statue, objet de controverses. Il est difficile de distinguer, sous chaque statue, la province qu'elle représente bien que le nom doit y être inscrit. J'ai donc cherché en vain l'Ontario aux traits aimables. Rappelons que le gouvernement avait causé toutes sortes d'ennuis au sculpteur

avant de lui accorder le contrat et pendant son travail. L'Honorable Rodolphe Lemieux aurait déclaré à cet effet: «Le sacré Laliberté a dû faire exprès pour se venger».

Après une carrière durant laquelle sa valeur de sculpteur fut hautement reconnue, Laliberté épouse en 1940, à plus de soixante ans, Mlle Jeanne Lavallée. Il mourut le 13 janvier 1953 à Montréal.

J'ai lu quelque part un article relatant une visite à l'atelier du sculpteur vers 1927. L'air bonhomme, coiffé d'un bérêt basque, une petite pipe de plâtre aux lèvres, Laliberté était assis dans un vaste fauteuil rouge installé sur une estrade. Ce fauteuil avait une histoire. Il faisait partie du mobilier de Rideau Hall, avant l'arrivée du duc de Connaught qui, lui, mit les meubles antiques au rancart. Je ne saurais dire comment Laliberté s'était procuré le fauteuil où s'assirent successivement depuis 1867 les Gouverneurs généraux du Canada.

Une très belle statue de Sir Wilfrid Laurier a été érigée en août 1927 du côté est de la colline du Parlement. Elle a été sculptée par le canadien Émile Brunet.



William Lyon Mackenzie King remplace Sir Wilfrid Laurier à la tête du parti libéral, à la convention qui le choisit et à laquelle assista Lady Laurier. Petit-fils par sa mère du rebelle Mackenzie, le jeune homme était un mélange de sens pratique, d'opportunisme et de mysticisme. Il avait adoré sa mère, morte depuis peu, avait peur de l'influence des femmes mais était attiré par elles, craignait le mariage mais le souhaitait en même temps, et se battait les flancs après avoir succombé aux charmes des belles et même après y avoir pensé avec trop d'ardeur. Son journal révèle un homme pris de remords après chacune de ses «promenades» dans les rues d'Ottawa. Il était scrupuleux, très incertain de lui-même quand il s'agissait d'exprimer ses sentiments, opportuniste d'un certain côté car il rêvait, dit-il, d'un mariage avec de riches héritières américaines. Mais, ce qui nous intéresse ici, plutôt que les potins à son sujet, c'est sa carrière politique et, en cela, il excellait. C'était le parfait politicien, se délectant des circonstances souvent difficiles dans lesquelles il devait se débattre et étant au mieux lorsque la situation était ou semblait désespérée. Il devint Premier ministre en 1921, le fut de longues années à deux reprises et mourut célibataire dans cette maison Laurier dont il avait hérité et qui est maintenant un musée, rue Laurier.

CHAPITRE XX

1919 Les travaux de construction du parlement incendié en 1916 vont bon train et, cette année-ci, le Prince de Galles, jeune homme populaire et séduisant, âgé de 25 ans, vient ici poser la pierre angulaire de la Tour de la Paix. En même temps, il inaugure le pont de Québec, le plus long du monde, dit-on, après deux malheureuses tentatives pour l'élever au-dessus du large fleuve St-Laurent.

Ce fut pendant ce voyage que le Prince tomba amoureux d'un terrain de 4,000 acres où il installa un ranch à cent kilomètres au sud-ouest de Calgary. Il le garda pendant 43 ans et le visita plusieurs fois pour y chasser et le parcourir à cheval. En 1951, il vint pour la dernière fois vers «le seul terrain qu'il possédait au monde» et le vendit, en 1962, à un fermier voisin pour \$200,000.



La guerre 1914-18 est terminée; les soldats reviennent dans des foyers où on leur fait fête, la grippe espagnole diminue d'intensité pendant les premiers mois de 1919. On respire, enfin! Il faut, cependant, payer les pots cassés. Le conflit a coûté cher et on encourage la population à mettre son argent dans les obligations de la victoire. Le gouvernement paiera un intérêt de cinq et demi pour cent. Les aviateurs Smith et Dobbin, anciens pilotes de guerre, accomplissent un exploit en faveur de cet emprunt: ils lancent leur machine sous l'arche du pont interprovincial. D'autre part, de façon moins dangereuse, une assemblée au Théâtre Français se tient en vue de mousser l'intérêt des gens pour l'emprunt; MM. Belcourt, Charles Leclerc, le docteur Parent, et J.A. Séguin adressent la parole. À ce moment-là, Charles Leclerc est président de la Société St-Jean Baptiste.

Mais, la population, elle, se plaint que le coût de la vie a beaucoup augmenté et à la suite de ces plaintes la Chambre des communes nomme, en mai 1919, un comité chargé d'étudier les prix «extravagants» des vivres, des vêtements et du chauffage. À l'époque, le steak se vend .25¢ la livre, les côtelettes de porc, à .32¢ la livre, un costume d'homme \$25 et des souliers \$10 tandis que le charbon, le plus populaire des combustibles, coûte \$8.50 la tonne. Comme toutes les enquêtes faites auparavant, à ce moment-là, et depuis, le résultat est le même: null! Apparemment, les salaires ne semblent pas suffisants à la population, tout spécialement aux conducteurs, collecteurs et employés de hangars de la compagnie des tramways d'Ottawa. Cinq cent soixante-dix huit employés se mirent en grève. Conducteurs et collecteurs demandent une augmentation de .35 à 60 cents l'heure. La grève dura du 1er juillet au 19 juillet. La confrontation fut dure et les briseurs de grève, employés par la compagnie, causèrent de nombreux incidents fâcheux. La compagnie refusa de réengager cent trente-cinq grévistes qui furent remplacés par des briseurs de grève. Cette grève dut causer beaucoup d'inconvénients aux petites gens comme, par exemple, aux femmes qui, nombreuses, prenaient les tramways tôt le matin pour «faire les bureaux» dans les édifices du Parlement. Le transport en tramway coûtait cinq cents depuis de longues années et le taux resta le même jusqu'aux années Trente.

Un autre mode de transport, celui-là du domaine des oiseaux, fit un bond gigantesque, c'est le cas de le dire, lorsque, le 14 juin 1919, deux hardis aviateurs, le capitaine John Alcock et le lieutenant Arthur Whitten Brown relevèrent le défi lancé en 1913 et dont j'ai déjà parlé. Il s'agissait de voler de Terre-Neuve jusqu'à l'Irlande. L'avion, un bimoteur Vickers-Vimy, à cockpit ouvert — ce qui devait être suprêmement incommode — décolle de St-John et, après un peu plus de seize heures de vol au-dessus d'un océan très houleux, atterrit dans un marécage près de Cliften, Irlande. Le prix de £10,000 offert de nombreuses années auparavant par le «Daily Mail» de Londres est à eux. Ils avaient réussi la première traversée transatlantique sans escale. Moins de dix ans plus tard, Lindberg réalisera la première traversée d'un pilote seul sur cette mer souvent déchaînée qu'est l'Atlantique Nord.

C'est en 1919 également qu'eut lieu la première liaison aérienne pour la poste entre le Canada et les États-Unis. De Seattle à Washington, l'avion prit trois heures pour parcourir cent vingt-cinq milles de distance.

★ ★ ★

Pour revenir sur terre, disons que la gare Union concentrait de plus en plus sous son toit les lignes de chemin de fer qui, auparavant, se rendaient à différents dépôts ou gares à Ottawa.

Celle de la rue Broad existe encore mais, à la fin de 1919, la ligne nord du Pacifique-Canadien n'y va plus mais se rend à la gare Union. Désormais, il ne restera que le train de Pembroke et les trains de cirque qui se serviront de la gare de la rue Broad.

Cette année 1919 vit l'achat par le gouvernement canadien de deux grandes lignes de chemin de fer, le Grand-Tronc et le Canadian-Northern, alors propriétés privées, mais en faillite. Le Canadien-National fut ainsi créé et la direction en fut confiée à Sir Henry Thornton, anciennement ingénieur américain qui avait servi comme directeur général des transports en France pendant la guerre. Débordant d'imagination et d'énergie, Thornton mit sur pied des hôtels, en modernisa d'autres, construisit des navires et aussi des postes de radio pour amuser les passagers, prémices de la Société Radio-Canada d'aujourd'hui. Chaque station de chemin de fer du Canadien-National au Canada possède une plaque en bronze commémorant le souvenir de Thornton.

C'est à cette époque que le premier permis de radiodiffusion fut émis. Ce fut à la station XWA, plus tard CFCF. À l'époque, la population écoutait les programmes au moyen d'un poste radio que l'on ajustait avec un cristal pour que les ondes parviennent aux oreilles de l'auditeur qui devait porter des écouteurs.

Mais la radio, encore dans son enfance, n'avait pas pour les gens l'attrait du théâtre, et cette forme de divertissements qui avaient été une sorte de détente et de réconfort pendant les années pénibles du conflit mondial, ne cessa pas, à la fin des hostilités, d'intéresser un public fidèle. Au Monument national, Mme Simone Rivière et Hector Pellerin jouent, en 1919, «Le chemin des larmes»; la Troupe de l'Alliance artistique présente «Les deux orphelines». À l'Odéon, Émile Boucher joue le rôle du Père Florence dans «Les Rautzau». Charles Marchand, qui fondera plus tard les Troubadours de Bytown, fait partie de la distribution. J.R. Tremblay a le rôle principal dans «Monte Cristo», et Paul Dufault vient chanter au Théâtre Russell, en décembre.

Le Monument national accueille également les mordus du sport. Ainsi, le lutteur Tremblay, précédé d'une réputation enviable, vient faire une démonstration de sa force. Peut-être devrais-je mentionner ici le fameux combat Dempsey-Willard qui se passa loin de nos parages, mais qui fut l'objet d'un intérêt certain. En 1919, à l'âge de 24 ans, Jack Dempsey défait Willard et devient le champion poids lourd du monde. Dans ce combat qui me semble le comble de la brutalité Willard perd six dents et quatre de ses côtes sont brisées par un adversaire qui lui démolit également un os de la joue. En 1926, Dempsey se fera battre à son tour par Gene Tunney. Pour continuer dans cette veine du sport, un énorme scandale secoua le monde du baseball américain

pendant cette année 1919. Lors de la série mondiale, les Cincinnati Reds jouaient contre les Chicago White Sox. Huit joueurs de ce dernier club furent accusés (plus tard, ceci fut prouvé) d'avoir sciemment perdu la partie parce que soudoyés par des joueurs professionnels de la pègre qui avaient gagé sur les Cincinnati Reds. Les joueurs furent suspendus, mais les membres de la pègre ne furent pas inquiétés.



Depuis 1908, il y avait à Ottawa un couvent de Servites. L'Ordre des Servites de Marie (enseignement, prédications et missions) avait été fondé par de jeunes nobles de Florence au 13ème siècle. L'Ordre fut approuvé par Innocent IV (1195-1254). Un couvent de cet Ordre se trouvait rue Booth lorsque le supérieur général le R.P. Lepicier, français, vint le visiter en 1919.

Cette année-ci marque le cinquantenaire de la fondation de l'Orphelinat St-Joseph. Mgr Pietro de Maria qui, en septembre 1918, avait remplacé Mgr Stagni comme délégué apostolique, chanta la messe pontificale à cette occasion. Cette même année, Mère Saint-Albert remplace Mère Éléonore Duhamel à la direction de la communauté des Soeurs de la Charité, charge qu'elle occupera pendant dix ans. Née Odélie Lefebvre, en 1861, à Nicolet, elle avait été l'élève des Soeurs à St-François-du-Lac. Elle enseigna quelques années puis, en 1883, entra au noviciat pour prononcer ses voeux deux ans après. Elle fut institutrice pendant 26 ans dont quelques années à la direction de Notre-Dame du Rosaire à Ottawa. Ce fut en 1919 que la maison mère se dota de sa propre supérieure, de deux conseillères et d'une économiste. Ce fut sous le supérieurat de Mère Saint-Albert que les maisons américaines des Soeurs Grises se séparèrent d'Ottawa, mais cela se passe en 1921, et j'en parlerai alors. En 1919, on fête les noces d'or du couvent de la rue Rideau. À cette occasion, on reproduit, dans «Le Droit» le sermon du Père Laflamme, o.m.i. qui parle sur le thème «L'humble tige du début est devenu un arbre vigoureux».

La façade de la jolie église Ste-Anne reçoit les trois statues qu'elle présente encore aujourd'hui aux yeux des fidèles. Ce sont des paroissiens qui les offrent. Ainsi, celle de Sainte Anne est un don de M. Digonèse, celle de Saint Paul vient de M. Eugène Gaulin et le Saint Pierre est donné par M. Eugène Marion.

La petite église luthérienne, rue Crichton, commencée depuis 1894, est grandement améliorée. Les poteaux qui la soutenaient sont remplacés par un solage et un sous-sol. À cette époque, les sermons se faisaient en langue allemande.

L'année 1919 voit la fondation du Cercle Ozanam à l'Académie de La Salle. Il y avait eu un premier cercle de ce nom fondé en 1901

mais qui, apparemment, n'avait pas duré. De même, on fête le quinzième anniversaire du Cercle Duhamel.

À la fin d'octobre, Ottawa reçoit la visite du cardinal Mercier, primat de Belgique, héros de la résistance durant la guerre qui vient de se terminer. Il est reçu ici royalement. Le maire Fisher lui prodigue de grandes marques de respect. Il est l'hôte du Gouverneur général à un lunch d'honneur et visite l'hôtel de ville; on le nomme citoyen canadien. Dans «Le Droit» du 30 octobre, Jules Tremblay dédie au vénérable patriote, une longue poésie qui commence par «Le souffrance des grands est la rançon des peuples», accompagnée d'une grande photo du cardinal, dédicacée au journal «Le Droit». Partout, le cardinal Mercier doit céder à l'insistance de la population et parler de la Belgique, son pays martyr, de ses douleurs et de ses blessures.



Décès à Ottawa le 2 novembre de Charles-Octave Beaubien, né en 1850, fils du lieutenant-colonel Dr Beaubien et de Catherine-Élizabeth Chenet. Ses funérailles se déroulent à l'église du Sacré-Coeur. — Sir Auguste-Réal Angers, né en 1838 à Québec, sénateur en 1892 et qui fut Ministre de l'Agriculture pendant un court temps, décède aussi cette année-là — Décès, dans un accident tragique, d'Édmond Lemieux, chef de la papeterie au Ministère de la Milice. Né à Québec, il vint très jeune à Ottawa. Après avoir travaillé au Bureau du recensement en 1881, il s'en fut au Ministère de la Milice. Il habitait le 440 de la rue Nelson. Ses funérailles eurent lieu à l'église du Sacré-Coeur.

Mariage, en 1919, du violoncelliste Charles Mathé et de Laurette Morency. Charles descendait d'une famille pionnière dont j'ai parlé dans le Tome II, page 256.

APRÈS L'AUTO, LES AÉROPLANES...

Au coin de Riverdale, près de Main, une plaque a été dévoilée par la «Canadian Aviation History Society» il y a six ans environ, pour marquer la première envolée d'un plus lourd que l'air dans notre région. C'était le 15 septembre 1911. Un aviateur américain, après une démonstration de ses talents, retournait à sa piste d'envol. Il avait fait cette démonstration à l'Exposition d'Ottawa. Cette piste d'envol était tout simplement un pré dans les environs de ce qui est maintenant la rue Riverdale. Des vaches y paissaient. Affolées par l'engin qui, d'ailleurs, avait nom «le diable rouge», les pauvres bêtes se mirent sur son chemin; il dut atterrir dans un fossé, endommageant ses ailes. L'aviateur Hammond s'en tira indemne. La plaque a été apposée sur l'édifice de la «Ottawa Hydro Electric»

et, de l'autre côté de la rue, se trouve encore la vieille maison de ferme des Slattery.

Notons, en passant, qu'en 1912, une jeune femme se tua à la commande de son avion. Harriet Quimby, jolie fille mince et souriante, avait aussi été la première femme automobiliste des États-Unis. On voit qu'après le ballon, la bicyclette et l'auto, les faibles femmes n'hésitent pas à expérimenter le nouveau joujou qu'est l'aéroplane.

En 1913, le «Montreal Daily Star» décida d'envoyer quelques copies de son journal à Ottawa par avion. Le pilote, encore un Américain, du nom de Robinson, devait atterrir au Parc Lansdowne mais sa machine lui donna du souci et il fit cinq atterrissages de Montréal à Ottawa. Un mécanicien, prudent, le suivait en automobile, pour faire les réparations nécessaires. Finalement, à Lansdowne, ce ne furent pas les vaches de Slattery mais la population réunie là en grand nombre pour l'événement, qui empêcha la machine de se poser. Le pilote chercha ailleurs un terrain plus désert, ne le trouva pas, et atterrit sur le terrain Slattery où il faillit frapper un cheval qui s'y trouvait et eut probablement la peur de sa vie en voyant cet oiseau gigantesque et ronronnant, prendre appui sur le plancher des vaches. Le lendemain, Robinson voulant démontrer son savoir-faire, s'éleva pour une courte démonstration. Mal lui en prit! Son engin fut tout de suite en difficulté et il dut se poser brusquement au coin des rues Clegg et Drummond. L'avion fut très abîmé, Robinson s'en tira sans blessure.

On sait que la Première Grande Guerre donna l'occasion à d'intrépides jeunes gens, de montrer la puissance de frappe et la violence que pouvait engendrer un appareil de bois et de toile, incomplètement développé encore mais qui permit aux Alliés des performances extraordinaires. Rappelons, cependant, que l'aviation militaire canadienne n'existait pas comme telle et que les jeunes aviateurs faisaient partie du corps d'aviation britannique.

Connu d'abord sous le nom de «Hunt Club Field», l'aéroport d'Ottawa permit l'atterrissage d'un premier avion, le 19 juillet 1919, lorsqu'un Curtiss JN-4 se posa près du «Ottawa Hunt and Golf Club» à Uplands. L'aéroplane était propriété privée, appartenant à Messieurs Draper et Deisher, de la firme de vente d'automobile Reo d'Ottawa. Très vite, l'aéroport d'Uplands fut le centre des activités de l'aviation commerciale mais des avions du Ministère de la Défense nationale s'y posaient aussi quelquefois. C'est là que Charles Lindbergh atterrit avec son «Spirit of St-Louis» venant de New-York le 2 juillet 1927. En son honneur, on nomma l'aéroport «Lindbergh Field» mais, à la fin des années Vingt, l'appellation «Uplands» lui revint. Il faut dire qu'à l'époque, les pistes étaient

extrêmement raboteuses, donc assez dangereuses et leur apparence s'améliorera beaucoup plus tard.

Je dois mentionner l'installation, pendant les années Vingt, de l'aéroport de Rockcliffe, qui existe encore aujourd'hui, avec une vocation différente toutefois. Alors, des hydravions se posaient depuis quelque temps sur la rivière Ottawa, tout près des rives. Il sembla normal de construire près de là une piste qui servirait aux avions et aux hydravions. Cependant, depuis la venue de Lingbergh, l'aéroport d'Uplands l'emportait en popularité, surtout après la fondation de l'«Ottawa Flying Club» en 1928.

Il est intéressant de noter, au cours des ans, le développement de l'aviation civile à Ottawa et l'usage intensif de Uplands comme base de ses opérations. Le Tome V qui décrira Ottawa à partir de 1926, ne manquera pas de souligner les différentes étapes de cet important aspect des moyens de transport dont est dotée la capitale.

★ ★ ★



Angle Dalhousie et St-Patrick — Magasin de la famille Charlebois, au début du siècle, plus tard occupé par Prime et Phydime Lamoureux.

CHAPITRE XXI

1920 Le 5 février 1920, douze délégués représentant la Société royale, l'Institut royal d'architecture du Canada l'Académie royale canadienne et l'Institut d'embellissement des villes du Canada, se réunissent dans le bureau du Dr Arthur Doughty, archiviste du Dominion. Le but de cette réunion est de discuter d'un projet important: celui d'élever un musée des trophées et souvenirs de guerre du Canada. Une étude préalable avait révélé que ce projet coûterait environ deux millions de dollars. Le site devrait être, naturellement, dans la capitale, mais l'endroit n'avait pas encore été choisi.

Ce musée, l'un des favoris des touristes, est maintenant installé dans un immeuble en pierre du côté ouest du boulevard Sussex, qui avait été construit en 1906 pour contenir les archives, avait été agrandi en 1925 et fut délaissé par elles lorsqu'elles furent logées rue Wellington avec la Bibliothèque nationale. Je ne sais si les souvenirs des guerres occupèrent dès 1920 l'édifice du boulevard Sussex mais, maintenant, le Musée de la guerre prend tout l'immeuble et même un autre bâtiment tout à côté et plus récent.

Par un après-midi de novembre, propice à cette sorte de visite, j'ai déambulé lentement à travers les pièces en compagnie d'enfants aux grands yeux inquisiteurs, de vieux messieurs peut-être des vétérans venus revivre ici les moments de terreur et de gloire qu'ils avaient vécus, et de très peu de femmes. Les enfants, eux, venaient contempler ces jouets à l'échelle humaine que sont les tanks Sherman, les mitraillettes et les canons. L'historien des guerres y trouve aussi son profit car il verra les ancêtres des chars, l'histoire de l'artillerie. Des avions étendent leurs ailes, courtes en comparaison de celles des réactés de maintenant. Il y a ici l'avion Blériot dans lequel le sous-lieutenant Sowrey abattit le zepellin L32 le 23 septembre 1916 et celui du Major Barker, Croix Victoria, as de

l'aviation de la Première Guerre. Né au Manitoba, il se tua à Rockliffe en mars 1930 au cours d'un vol de démonstration. Une partie de la machine que conduisait l'as de l'aviation Bishop est en montre près d'un beau portrait à l'huile du célèbre pilote canadien qui vécut de 1894 à 1956. Ce portrait est l'oeuvre d'Alphonse Jongers qui l'exécuta en 1937.

Pour ceux qui, comme moi, ont horreur de la violence, les guerres étant le summum des catastrophes universelles, il y a là tout de même des objets émouvants comme la tunique du Major général Brock, commandant en chef des forces anglaises et canadiennes du Haut-Canada, qui fut tué à la bataille de Queenstown Heights en 1812. En haut de la poitrine, le drap rouge montre une petite déchirure. C'est par là qu'entra la balle qui tua le général. Il y a la chaise du général Wolfe et un jeu d'échecs dont il s'est servi. Il y a peu de documents sur la période française mais ils sont d'importance. Un document, indéchiffrable aux yeux inexpérimentés dans ce genre de chose, signé par le duc d'Orléans, régent, «au nom du Roy de France et de Navarre», datant de 1717, demande des explications que personne au Musée n'a pu me fournir. Plus facile à comprendre est une superbe maquette de navire, petit chef-d'oeuvre fait en plaques d'ivoire sur charpente de bois. C'est l'oeuvre de prisonniers français détenus dans les prisons britanniques au début du 18ème siècle.

Je n'ai jeté qu'un coup d'oeil aux masques à gaz utilisés par ennemis et alliés pendant la Première Guerre Mondiale, et je me suis enfuie après avoir pénétré dans une spectaculaire reproduction d'une tranchée où blotti derrière des sacs de sable, dans une obscurité percée seulement par des éclats d'obus tombant tout près, le spectateur sidéré entend des commandements sourds et le crépitement de feux nourris.

★ ★ ★

En février 1920, le nouveau parlement est terminé, ou presque. Députés, sénateurs et personnel de la Chambre des communes et du Sénat délaissent leurs bureaux temporaires au Musée Victoria, pour occuper des pièces beaucoup plus vastes, dans un immeuble qui, dans l'ensemble, ressemble à son prédécesseur. Cependant, on a mis un étage de plus et la tour est différente. Commencée en 1919, la «Victory Memorial Tower» maintenant la Tour de la Paix, ne fut tout à fait finie, telle qu'on la voit maintenant, que vers 1927. Elle était plus mince et plus élevée que la précédente. Elle était haute de 90 mètres tandis que l'autre s'élevait à 48 mètres seulement. Dans la photo qui accompagne ce paragraphe, vous pourrez facilement vous rendre compte combien la longue bâtisse de pierre qui surmonte la colline, au-dessus d'une falaise plongeant dans la rivière Ottawa, constitue un véritable poème de pierre, d'une beauté et d'une élégance incomparables.

L'édifice du Parlement qui brûla en 1916.



Le Parlement de 1920.

John Pearson, de Toronto, fut l'architecte du Parlement et de sa tour.

Le 10 juillet, la mauvaise santé de Sir Robert Borden oblige le Premier ministre à démissionner. Il se retire dans sa belle maison de la rue Wurtemberg, et y mourra en 1937. Arthur Meighen remplace Borden formant un gouvernement supposé de coalition mais sera défait en 1921 lorsque William Lyon Mackenzie King donnera le pouvoir au parti libéral. Meighen reviendra brièvement pour trois mois de juin à septembre 1926.

La statue de Robert Borden qui, né à Grand-Pré, avait dirigé le gouvernement avant, pendant et après la Première Grande Guerre, s'élève à l'ouest de la colline parlementaire. Elle a été faite par une femme sculpteur Frances Loring. Cherchez-vous la statue de Meighen, qui fut, lui aussi Premier ministre? Ce serait en vain. Il paraît qu'elle a été faite mais est gardée dans les sous-sols du Ministère des Travaux publics. Pourquoi? Parce que, dit-on, elle est si peu ressemblante qu'il faut attendre la mort de tous ceux qui ont contemplé les traits du «vrai» Meighen pour qu'elle soit exposée à la vue de tous.

C'est en 1920 également que le Canada deviendra membre de la Ligue des Nations. De plus en plus, le Canada s'affirme comme responsable de sa propre destinée. Si le danger existe quant à la tendance pour notre pays de prendre ses distances avec la Grande-Bretagne ou tomber, peut-être, sous la coupe de nos puissants voisins, les gouvernements d'après les années Vingt sont pour l'indépendance politique, même si les protestations de loyauté et d'affection envers la mère patrie ne cessent pas pour autant.

★ ★ ★

L'ex-maire d'Ottawa, le pharmacien Thomas Payment meurt le 12 janvier 1920. — Décès également d'Alphonse Desjardins, fondateur des Caisses populaires. — La journaliste écrivant sous le pseudonyme de Madeleine et dont la prose était souvent apparue dans «Le Temps» d'Ottawa, disparaît en cette année 1920. Dans «Le Droit» Madame Angéline Leduc fait son éloge et souligne le départ d'une femme éprise de beau, auteur de chroniques et de biographies féminines, s'attachant à décrire la vie de femmes de valeur. Mme Leduc, amie de ma mère, était traductrice au gouvernement fédéral et avait perdu son fils unique, aviateur, dans le conflit mondial. Son nom apparaît dans la liste que j'ai déjà retransmise sous «1916».

Décès également en 1920 de Madame A. Faulkner (paroisse du Sacré-Coeur). Mgr Routhier, oncle de la défunte, préside à la cérémonie funèbre. — Décès de Georges Gravel, 56 ans, de Mme Marie Rattey, 74 ans, née Marie Raiche, de Mme Jean Rouleau, née

Olivine Blais qui résidait ici depuis dix-neuf ans, de Mme Régimbald, née Rebecca Martel. Ses funérailles ont lieu à Ste-Anne. Elle laisse son époux Wilfrid, ses fils Sylvio et Léopold et quatre filles dont Mmes Lapensée, Gagné, A.J. Bordeleau. — Décès aussi de Madame Alexandre Desloges 18 ans, de Mme Veuve George Barbeau d'Eastview et de Mme A. Danis née Monette, 94 ans, née à l'île-aux-noix.

Rappelons que depuis quelques années, la paroisse Notre-Dame d'Ottawa publiait un Bulletin paroissial qui contenait une trentaine de pages, reproduisait des annonces de marchands canadiens-français et parlait des événements se rapportant aux paroissiens de la basilique. Pendant plusieurs années, mon père fut directeur de ce bulletin dont je consulte maintenant le Vol. III de janvier 1920. Le chanoine L.N. Campeau, curé, exhorte les fidèles à demander la bénédiction paternelle à leurs parents au début de l'année. On donne le compte rendu des activités de groupements comme la Société du Sacré-Coeur dont le président est W. Hébert, Rolland Boudreault le vice-président, M. l'abbé Gagnon étant aumônier. On note les progrès de la Caisse populaire, les séances d'études du Cercle Duhamel de l'ACJC, une rafle de la Société Ste-Élisabeth et la réunion annuelle des Anciens de l'Académie de La Salle. La Société St-Jean Baptiste tient des élections: J.W. Reny, président; Ernest Glaude et C.N.A. Casault, vice-présidents. Henri St-Jacques, A.E. Watier, Albert Lacoste, A. Cossette, Lionel Gagnon, P. Poirier, I. Trépanier, C.S.O. Boudreault, L. Fink, E. Genest, L.J. Billy et d'autres font partie du bureau de direction.

Les maisons d'affaires annoncent dans ces bulletins. Je les note: S.J. Major Limitée, le magasin J.A. Larocque, angle Murray et Dalhousie, J.P. Laurin, J.E. Blanchet, A.M. Bélanger, optométriste, le docteur J. Lorenzo Lamy, I. Houle, le docteur Jos. C. Woods, le docteur Émile H. Dion, le pharmacien J.L. Roussel, angle York et Dalhousie, le bijoutier H. Gauvreau, l'électricien L. Richard, Olivier A. Dion, Séguin & Saint-Jacques, avocats, le docteur H.A. Chartrand, dentiste, la compagnie Gauthier, la librairie Godin, l'épicier Henri Bigras... et la liste s'allonge.



En 1920, le R.P. Marie-Albert Marion O.P. publiait un livre intitulé «Le Problème scolaire», approuvé par le futur cardinal R.M. Rouleau et Mgr C.H. Gauthier, archevêque d'Ottawa.

Ce livre, venant peu de temps après les luttes intenses qui se déroulèrent à Ottawa à la suite de la tentative d'implantation du Règlement XVII clarifiait-il certaines prérogatives, certains droits disputés par l'un des deux partis en cause? Il ne faut pas oublier que le Père Marion était un maître en sacrée théologie et que le

problème scolaire fut étudié non tant en regard de son aspect humain qu'à travers la loupe que promène sur toutes choses la main sûre mais quelque peu froide d'un expert en analyse.

Pour un novice en la matière, la lecture de ce livre savant est quelque peu ardue et qui veut comme moi trouver le pourquoi de sa réjection par les autorités, les raisons en paraissent, au premier abord, obscures :

Le Père Marion affirme que trois entités ont autorité sur l'enfant: les parents, l'État et l'Église. Il réitère à maintes reprises le fait que l'État doit s'intéresser à la question scolaire et doit même intervenir par voie de législation appropriée. Il explique qu'après les difficultés scolaires, il a cru bon de publier son ouvrage, né du désir de vérifier les opinions alors en conflit et du besoin de posséder la vérité. Si les parents sont, sans contredit, les premiers maîtres des écoles, l'État doit intervenir pour protéger les citoyens contre les injustices des autres citoyens et pour suggérer l'imposition, au besoin, de mesures nécessaires au bien général. L'auteur préconisait ainsi la coopération nécessaire pour le bien des membres de la communauté.

Est-ce cette importance donnée à l'État qui fit que, dès la parution de l'ouvrage, de vives objections s'élevèrent, et que la distribution du livre fut interdite. Ulcéré, le Père Marion dut donc obéir et garder dans sa cellule la masse presque entière de son ouvrage. La condamnation l'affecta tellement, m'a confié son neveu l'homme de lettres Séraphin Marion, que sa santé en souffrit et qu'il mourut prématurément le 22 mai 1925 à l'âge de 47 ans.

Albert-Marie Marion était né à St-Paul l'Ermitte, comté de l'Assomption, le 27 novembre 1878. Entré chez les Dominicains à St-Hyacinthe en 1899, il revêtit l'Habit de l'Ordre le 15 août de cette même année. En 1903, il fut Profès puis fut ordonné prêtre à Ottawa le 27 février 1904. Lorsqu'il mourut, il avait donc vingt-cinq ans de vie religieuse dans l'Ordre des Frères-prêcheurs.

Le docteur Séraphin Marion a sorti de sa bibliothèque, pour me le montrer, «Le Problème scolaire» élégamment relié en cuir rouge. Pendant que je le feuilletais, il me disait avec émotion combien l'interdiction faite à son oncle de distribuer son ouvrage, avait affecté le bon religieux et hâté sa mort. «J'aimerais le voir réhabilité, me dit mon interlocuteur, car il a été victime alors de pressions extrêmes. Même le Délégué apostolique vint le voir dans sa cellule pour lui rappeler qu'il lui était défendu de faire circuler le livre, de le donner ou de vendre cet amas de livres qui emplissaient son humble cellule.

Peu de jours avant sa mort, le Père Marion prononçait ces paroles: «J'ai demandé toute ma vie au bon Dieu de faire sa